



Campagne mondiale pour l'éducation

Rapport sur les résultats mondiaux 2019–2022



84

déclarations,
recommandations et
positions politiques



Table des matières

| | |
|---|----|
| Liste des acronymes..... | 4 |
| Message du coordinateur mondial..... | 7 |
| 1. Introduction..... | 8 |
| 1.1. Réussites et leçons des membres de la CME..... | 8 |
| 2. Présentation de la CME..... | 9 |
| 2.1. Mission, vision et principes directeurs de la CME..... | 9 |
| 2.2. Structure de la CME..... | 10 |
| 2.3. Portée mondiale..... | 11 |
| 2.4. Plan stratégique 2019-2022 de la CME et ses domaines d'intervention..... | 12 |
| 3. Contexte politique et socio-économique..... | 15 |
| 3.1. Contexte mondial..... | 15 |
| 3.2. Contexte régional..... | 17 |
| 4. Résumé des réalisations 2019-2022..... | 20 |
| 4.1. Renforcer le mouvement de la CME..... | 20 |
| 4.2. Progrès au niveau mondial vers les objectifs stratégiques de la CME..... | 25 |
| 4.3. Réalisations régionales..... | 34 |
| 4.4. Pleins feux sur la région Afrique..... | 35 |
| 4.5. Pleins feux sur la région Asie-Pacifique..... | 40 |
| 4.6. Pleins feux sur la région de l'Amérique latine et les Caraïbes..... | 46 |
| 4.7. Pleins feux sur la région du Moyen-Orient..... | 52 |
| 4.8. Pleins feux sur la région Europe et Amérique du Nord..... | 56 |
| 5. L'avenir..... | 60 |
| 6. Références..... | 62 |
| Annexe A : Documents examinés..... | 63 |
| Annexe B : Participants à l'enquête..... | 66 |
| Annexe C : Participants aux entretiens..... | 68 |
| Annexe D : Consultations par courriel..... | 69 |
| Annexe E : Membres de la Campagne mondiale pour l'éducation..... | 70 |

Liste des Acronymes

| | |
|------------|---|
| AAI | ActionAid International |
| ACEA | Arab Campaign for Education for All |
| ADB | Africa Development Bank |
| ALE | Adult Education and Learning |
| ANCEFA | Africa Network Campaign for Education for All |
| ANLAE | Arab Network for Literacy and Adult Education |
| ASO-EPT | Coalition nationale des Associations, Syndicats, Et ONG Pour La Campagne Ept |
| ASPBAE | Asia South Pacific Association for Basic and Adult Education |
| CAQ | Cost Of Quality Education Per Student |
| CDM | Civil Disobedience Movement |
| CLADE | Campaña Latinoamericana Por El Derecho a La Educación |
| CME | Campaña Mundial Por La Educación |
| CNDE | Campanha Nacional Pelo Direito À Educação |
| CoPs | Communities Of Practice |
| CSEF | Civil Society Education Fund |
| CSO | Civil Society Organisation |
| E2030 | Education 2030 Agenda |
| EFA | Education For All |
| EFO | Education Financing Observatory |
| EiE | Education In Emergencies |
| EOL | Education Out Loud |
| Fundeb | Fund For the Maintenance and Development of Basic Education |
| GCE | Global Campaign for Education |
| GCE-US | Global Campaign for Education-US |
| GCI | Gender at the Center Initiative |
| GEM | Global Education Monitoring |
| GIZ | Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit GmbH, German development agency |
| GPE / AME | Global Partnership for Education |
| IBE UNESCO | UNESCO International Bureau of Education |
| IQEC | International Quality Education Conference |
| KEL | Knowledge Exchange and Learning |
| LGBTIQ | Lesbian, Gay, Bisexual, Transgender, Queer (Or Questioning), And Intersex |
| NFER | National Foundation for Educational Research |

| | |
|------------|--|
| OC | EOL Operational Component |
| OECD | Organisation For Economic Co-Operation and Development |
| OSF | Open Society Foundations |
| PARLACEN | Central American Parliament |
| QEC | Quality Education Conference |
| RWCT | Reading And Writing for Critical Thinking |
| SDG | Sustainable Development Goals |
| Sinaeb | National System for The Evaluation of Basic Education |
| TCF | Thinking Classroom Foundation |
| TEN/MET | Tanzania Education Network |
| UIS UNESCO | UNESCO Institute for Statistics |
| UNESCO | United Nations Education, Science and Culture Organisation |
| UNGEI | United Nations Girls' Education Initiative |
| UNICEF | United Nations Children's Fund |
| WASH | Water, Sanitation and Hygiene |
| YAR | Youth-Led Action Research |

900

personnes ont
participé à des
événements
d'échange de
connaissances et
d'apprentissage



Message du Coordinateur Mondial



La CME sera toujours un mouvement qui réussit grâce à la diversité, au dévouement et au travail de fond de ses membres

Au Secrétariat, nous considérons toujours les membres de la CME comme notre vrai nord. Nous protégeons et mettons en valeur leur travail afin que le monde entier puisse le voir et l'apprécier. Notre objectif est d'optimiser cette relation symbiotique entre nos différentes et diverses parties prenantes. Ce rapport démontre plusieurs de ces efforts et opportunités. Lorsque nous aidons nos membres à réussir, c'est le mouvement de la CME dans son ensemble qui en bénéficie.

Si la pandémie a présenté de nombreux défis, elle nous a aussi donné l'occasion de nous concentrer sur la reconstruction et la nouvelle stratégie du travail de notre Mouvement. Nous avons accéléré l'acquisition de plateformes en ligne pour nous permettre de poursuivre notre travail de consultation de nos membres et partenaires. Ce processus a créé une expérience plus transparente et plus efficace pour nos membres et a présenté de nouvelles façons d'innover et de développer notre travail, même en ces temps difficiles. Grâce à ces formidables améliorations et capacités technologiques, nous avons pu surmonter les défis rencontrés au cours de cette période et atteindre les résultats présentés dans ce rapport.

La CME sera toujours un Mouvement qui réussit grâce à la diversité, au dévouement et au travail acharné de ses membres, associés à l'expertise et aux compétences du Conseil d'administration et du Secrétariat pour soutenir le travail du Mouvement. En outre, notre forte conviction que l'éducation est un droit humain fondamental et que chacun a droit à une éducation publique gratuite, inclusive et de qualité nous différencie et engage chacun de nos membres dans la voie du Mouvement de la CME.

Au Secrétariat, nous nous efforçons chaque jour d'avoir un impact dans et par le travail de nos membres tout en cherchant à répondre aux besoins de toutes les parties prenantes. Nous le faisons en respectant nos principes durables de service, d'expertise et d'intégrité. Le conseil d'administration de la CME a donné l'exemple de ce type de leadership au cours des dernières années. Nous leur sommes reconnaissants pour leur compréhension, leur leadership, leurs conseils, leur sagesse et leur soutien constant.

Je voudrais conclure en remerciant nos membres, nos partenaires et nos parties prenantes pour leur confiance inébranlable dans le Mouvement. Même dans des circonstances difficiles comme celles que nous avons connues ces trois dernières années, je suis convaincu que nous continuerons à célébrer ensemble de grands succès en matière de plaidoyer et de campagnes. Votre confiance et votre soutien nous permettent d'effectuer notre travail et nous motivent à toujours nous efforcer de faire mieux.

Enfin, je tiens à exprimer ma reconnaissance et ma gratitude à nos partenaires financiers qui nous fournissent en permanence les ressources nécessaires à l'accomplissement de notre travail.

En toute solidarité
Grant Kasowanjete

1 Introduction

En vue de l'élaboration du plan stratégique 2023-2027, la Campagne mondiale pour l'éducation (CME) a chargé la Fondation nationale pour la recherche en éducation (NFER) de préparer le rapport sur les résultats mondiaux pour la période 2019-2022. Ce rapport présente les réalisations, les succès, les défis et les leçons apprises à travers le mouvement de la CME au cours de la période stratégique et propose un ensemble de recommandations pour la planification future.

Le rapport met en avant les progrès accomplis vers les objectifs stratégiques de la CME aux niveaux mondial, régional et national et souligne les efforts déployés pour renforcer la coordination et la cohérence à travers le mouvement de la CME, tout en reconnaissant l'impact des facteurs contextuels et des changements externes. Le rapport comporte cinq parties :

La partie 1 présente le rapport, son objectif et le processus de collecte des réussites, des défis et des leçons apprises.

La partie 2 donne un aperçu de la CME, de sa vision, de ses objectifs, de sa structure et de son plan stratégique 2019-2022.

La partie 3 examine les contextes mondial et régional dans lesquels la CME a opéré au cours de la période 2019-2022.

La partie 4 donne une analyse des réalisations du mouvement de la CME à tous les niveaux, couvrant : La portée mondiale de la CME, les efforts de renforcement du réseau, les activités et réalisations régionales, et les exemples d'impact au niveau national.

La partie 5 propose des réflexions, des leçons apprises et des recommandations pour alimenter la stratégie de la CME 2023-2027.

1.1 Exemples de réussite et de leçons auprès des membres de la CME

Afin de rassembler les exemples de réussite, les réalisations, les défis et les leçons apprises à travers le portefeuille de la CME, nous avons analysé plusieurs sources, notamment :

1. Une étude documentaire des documents nationaux, régionaux et mondiaux de la CME, réalisée entre mai et juin 2022.
2. Une enquête en ligne, distribuée aux membres de la CME, y compris les coalitions nationales et régionales de la CME et les organisations internationales en juillet 2022.
3. Des entretiens semi-structurés menés avec les principales parties prenantes des organisations membres nationales, régionales et mondiales entre juin et juillet 2022.
4. Des consultations par courriel avec des organisations membres de la CME ciblées afin de recueillir des informations supplémentaires, menées en août 2022.

Une sélection d'exemples régionaux et nationaux présentant un fort alignement sur les domaines stratégiques de la CME est présentée, en tenant compte des priorités régionales de la CME (voir 4.2). Cette sélection illustre les progrès de la CME entre 2019 et 2022. Toutefois, il convient de noter que ce rapport ne vise pas à constituer une évaluation complète et exhaustive du travail de la CME, et qu'à ce titre, il n'a pas été possible de présenter tous les exemples pertinents du travail des membres de la CME. Les détails de l'examen des documents, de l'enquête, des entretiens et des consultations par courriel sont fournis dans les annexes A à D.

2 Présentation de la CME

La CME est un mouvement de la société civile qui promeut et défend l'éducation comme un droit humain fondamental. Elle représente les intérêts de plus de 120 coalitions régionales et nationales de l'éducation et d'organisations internationales de la société civile. Les membres sont des organisations indépendantes unies par un engagement à réaliser le droit humain à l'éducation en mobilisant efficacement les citoyens et la société civile. Les membres comprennent de nombreuses organisations de la société civile nationales, régionales et internationales, des organisations d'enseignants, des associations de parents, des groupes de femmes, des organisations de personnes handicapées, des groupes de jeunes et d'étudiants, des institutions universitaires ou de recherche et des militants des droits de l'enfant. Les coalitions nationales englobent plusieurs milliers d'organisations de la société civile et représentent des millions d'individus dans le monde entier. Elle reconnaît le rôle essentiel de la société civile dans la promotion de la responsabilité sociale pour atteindre l'objectif de développement durable 4 : « assurer une éducation de qualité inclusive et équitable et promouvoir des possibilités d'apprentissage tout au long de la vie pour tous » (ODD4).

2.1 Mission, vision et principes directeurs de la CME

La mission de la CME est de promouvoir et défendre une éducation de qualité en tant que droit humain fondamental et de mobiliser la pression publique sur les gouvernements et la communauté internationale pour qu'ils respectent leurs engagements à fournir une éducation publique gratuite, de qualité, inclusive et obligatoire à tous, en particulier aux enfants, aux jeunes, aux femmes et aux personnes issues de communautés exclues.

La vision de la CME est de renforcer la capacité de la société civile à agir aux niveaux mondial, régional et national afin d'influencer les gouvernements et la communauté internationale à garantir une éducation publique gratuite, de qualité, inclusive et obligatoire et un apprentissage tout au long de la vie pour tous.

La CME fonctionne selon les principes fondamentaux suivants :



L'État est le premier responsable de la réalisation du droit à l'éducation, et tant les citoyens que les organisations de la société civile (OSC) ont le droit de demander des comptes à l'État, à tous ses différents niveaux.



L'élaboration de politiques efficaces et réactives et la responsabilisation nécessitent une vaste participation organisée des citoyens et des OSC.

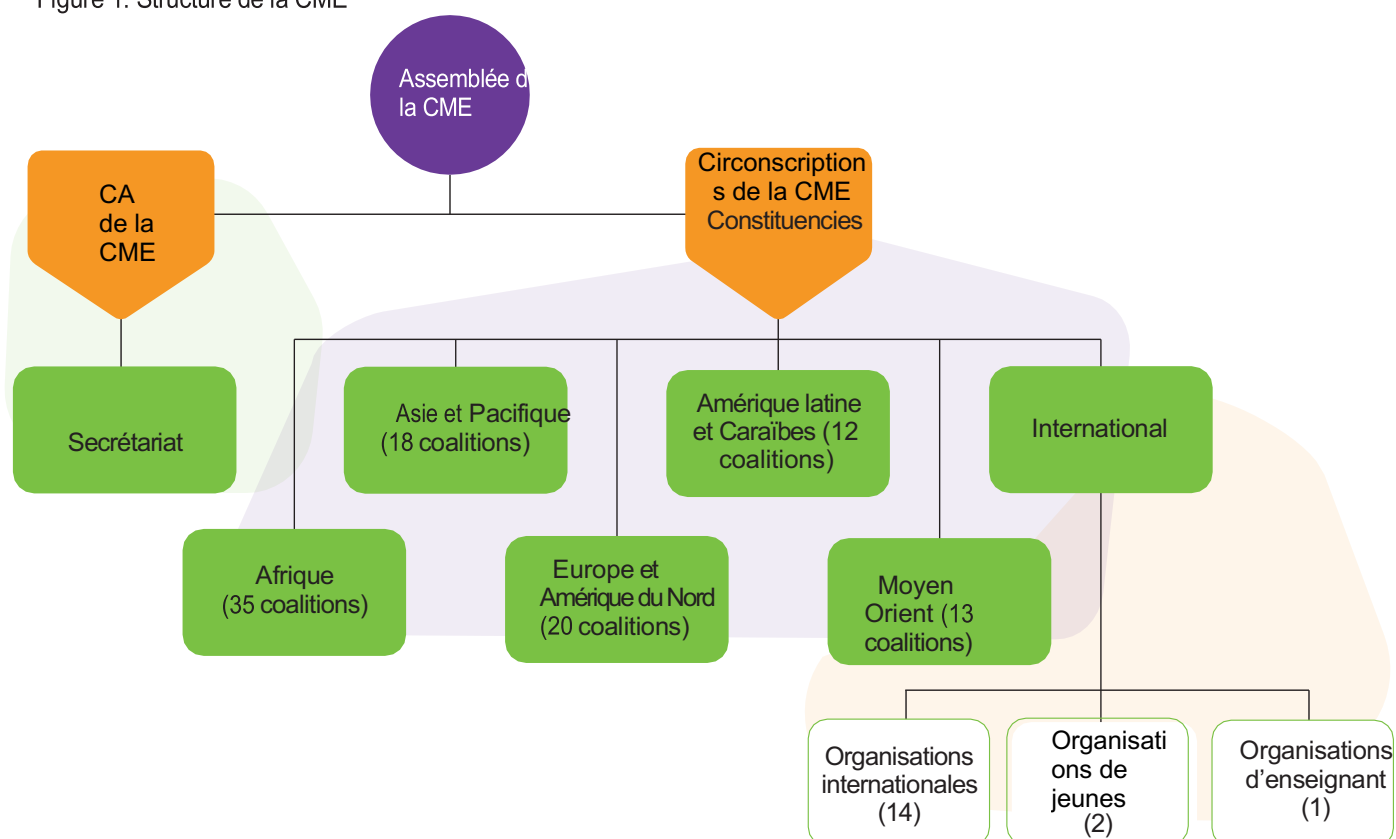


Les discussions sur les politiques mondiales/régionales doivent s'appuyer sur les réalités nationales et locales et s'en inspirer.

2.2 Structure de la CME

- La CME est un vaste réseau d'organisations de la société civile axées sur l'éducation et opérant aux niveaux national, régional et mondial. Sa force réside dans sa structure intégrée à trois niveaux, qui profite mutuellement aux organisations de chaque niveau (mondial, régional, national). Cette intégration permet à ses membres de renforcer leurs capacités, de s'aligner sur les objectifs mondiaux et d'avoir une voix et une présence sur les plateformes et espaces de plaidoyer mondiaux, régionaux et nationaux. La CME encourage la collaboration, le travail en réseau et l'apprentissage partagé afin de faire progresser les objectifs collectifs de ses membres, de renforcer l'impact aux niveaux national et régional, et d'influencer les cadres et les débats internationaux.
- Le niveau mondial comprend : l'Assemblée mondiale qui agit en tant qu'autorité suprême de gouvernance de la CME ; le Conseil d'administration de la CME représenté par des membres mondiaux, régionaux et nationaux pour assurer la supervision et la direction stratégique du mouvement, et dont les membres sont élus par l'Assemblée mondiale ; et le Secrétariat de la CME qui est responsable devant le Conseil d'administration de la CME et chargé de mettre en œuvre et de coordonner la vision stratégique et de faciliter le travail du mouvement. Les opérations au niveau mondial favorisent la compréhension et l'alignement sur les stratégies et processus mondiaux, y compris les plans et les boîtes à outils pour ODD 4/Education 2030.
- Au niveau régional, les membres de la CME sont regroupés en cinq régions constitutives : (i) l'Afrique ; (ii) l'Asie et le Pacifique ; (iii) l'Europe et l'Amérique du Nord ; (iv) l'Amérique latine et les Caraïbes ; et (v) le Moyen-Orient. Des coalitions régionales, dont la Campagne du réseau africain pour l'éducation pour tous (ANCEFA), l'Association Asie-Pacifique Sud pour l'éducation de base et des adultes (ASPBAE), la Campagne arabe pour l'éducation pour tous (ACEA), la Campaña Latinoamericana por el Derecho a la Educación (CLADE) en Amérique latine et dans les Caraïbes, et la Campagne pour l'éducation en Europe et en Amérique du Nord (ENACE), fournissent un soutien et une coordination interrégionaux. Ces organisations jouent un rôle crucial en soutenant les coalitions nationales avec un soutien adapté et contextualisé pour concevoir et mettre en œuvre des stratégies qui répondent aux objectifs mondiaux tout en restant pertinentes pour les questions locales. Outre les groupes d'intérêt régionaux, il existe trois groupes d'intérêt transversaux : les organisations internationales, les organisations de jeunes et d'étudiants et les organisations d'enseignants. Ces organisations sont basées ou travaillent dans les cinq régions de la CME, mais sont classées comme des groupes d'intérêt distincts.
- Au niveau national, les coalitions de l'éducation comprennent diverses OSC qui partagent les objectifs stratégiques de la CME, à savoir mobiliser les communautés pour demander aux gouvernements de réaliser le droit à l'éducation pour tous. Il s'agit d'OSC nationales et infranationales, d'organisations communautaires, de groupes de plaidoyer spécialisés et d'institutions universitaires.

Figure 1: Structure de la CME



2.3 Portée mondiale

La CME compte (en août 2022) 127 organisations partageant la même mission et le même objectif : promouvoir et défendre une éducation de qualité en tant que droit humain fondamental. Le mouvement est composé de 96 coalitions nationales, 11 coalitions régionales, 16 organisations internationales non gouvernementales (OING), trois organisations de jeunes et d'étudiants, et une organisation d'enseignants (voir annexe E la liste des membres de la CME).

Figure 2: Membres de la CME dans le monde (source: Site de la CME, juillet 2022)



Le secrétariat de la CME a été le fer de lance d'approches et de mécanismes pour atteindre le changement souhaité.

2.4 Le plan stratégique 2019-2022 de la CME et les domaines d'action privilégiés

En s'appuyant sur le plan stratégique 2015-2018, le secrétariat de la CME a mené des consultations mondiales auprès de ses membres et a réalisé une analyse détaillée des défis éducatifs pour la rédaction le plan stratégique 2019-2022. Sur la base de cette analyse, les ambitions et les plans 2019-2022 de la CME se sont concentrés sur :

- la constitution d'une masse critique sur des questions prioritaires pour la pleine réalisation du droit humain à l'éducation.
- Le renforcement du mouvement mondial de la société civile en faveur du droit humain à l'éducation
- l'identification, la collecte et la diffusion d'informations pertinentes en faveur des membres de la CME
- l'élaboration d'un programme mondial de plaidoyer et de campagne.

Avec ces objectifs, le secrétariat de la CME a mis en place plusieurs approches et de mécanismes pour parvenir au changement souhaité, notamment : le plaidoyer, la recherche, les campagnes, la communication et la justiciabilité.

Bien qu'ils n'aient pas été définis dans le document de stratégie lui-même, au cours de la mise en œuvre de la stratégie, deux mécanismes supplémentaires d'échange de connaissances et de participation des jeunes ont été ultérieurement identifiés comme essentiels pour les objectifs du mouvement de la CME. Par le biais de ces mécanismes, la CME visait à atteindre des objectifs stratégiques dans quatre domaines d'action principaux :

La justiciabilité fait référence au règlement des différends sur le droit à l'éducation en s'adressant aux tribunaux ou à des forums quasi-judiciaires tels que les organes de traités des Nations Unies. Elle peut également être employée comme un moyen stratégique de rendre la jurisprudence applicable dans tous les pays (GVE, 2019, p. 25).

Domaine stratégique 1

Égalité et non-discrimination

La CME visait à soutenir les coalitions locales et régionales afin de vaincre toutes les formes d'inégalité, d'exclusion et de discrimination dans l'éducation.

Le premier domaine stratégique a mis en évidence les responsabilités des États à poursuivre et à fournir des approches inclusives de l'éducation qui vont au-delà de l'égalité d'accès. Les systèmes éducatifs doivent fournir aux apprenants un soutien adapté et individualisé, tenant compte des besoins et des circonstances spécifiques, et garantissant la réussite scolaire de tous. Cela inclut la prise en compte des origines linguistiques, culturelles et ethniques, des capacités physiques et mentales, du genre et d'autres caractéristiques personnelles qui peuvent influencer la capacité à accéder et à utiliser les ressources éducatives disponibles. Ce domaine d'action a pris en compte les pratiques juridiques, sociales et culturelles dans différents contextes qui augmentent le risque de discrimination et d'exclusion de personnes et de groupes particuliers (GCE, 2019).

Domaine stratégique 2

L'éducation transformatrice

La CME avait pour objectif de plaider et de faire campagne à tous les niveaux pour que l'éducation soit un moteur de la justice sociale, du développement durable, de la liberté individuelle et collective et de la joie d'apprendre ensemble.

Le concept d'« éducation transformatrice » reconnaît les conceptions alternatives et variées de l'objectif de l'éducation au-delà de l'amélioration du développement humain pour la croissance économique. Il fait principalement référence à des notions émancipatrices de changement, dans lesquelles l'éducation est un catalyseur qui remet en question les structures sociales injustes, promeut la connaissance pour étendre les libertés individuelles et collectives, offre des opportunités de jouir des droits de l'homme et contribue à une société démocratique et plus juste. En reconnaissant le pouvoir de l'éducation, la CME a adopté un cadre plus complet pour identifier les priorités de la politique, du plaidoyer et des campagnes de la CME qui ne se concentrent pas uniquement sur la qualité de l'éducation telle que mesurée par la réalisation du capital humain ou par un ensemble étroit de résultats d'apprentissage. (GCE, 2019).



Domaine stratégique 3

L'éducation en situations d'urgence

La CME avait pour objectif de favoriser l'accès à une éducation de qualité pour toutes les personnes touchées par des situations d'urgence et des crises prolongées.

Pour garantir le droit à l'éducation, chaque être humain, dans tous les contextes, y compris dans les pays touchés par l'occupation, les conflits, les crises et les urgences liées au climat, doit avoir accès à une éducation de qualité. Dans ce domaine stratégique, la CME a entrepris de façonner les politiques d'éducation dans les contextes d'urgence, en faisant notamment le lien avec la cible 4.5 de l'ODD4. La CME a cherché à encourager les gouvernements nationaux, locaux ou les gouvernements des pays d'accueil dans les zones récemment touchées par des catastrophes et des conflits à élaborer des plans d'action comprenant un cadre complet, sensible au genre et inclusif pour évaluer et traiter les problèmes d'éducation.

La CME visait à encourager les gouvernements nationaux, locaux ou les pays d'accueil dans les zones récemment affectées par des catastrophes et des conflits à développer des plans politiques qui incluent un cadre complet, sensible au genre et inclusif pour évaluer et traiter les besoins et les droits éducatifs des personnes vivant dans des zones à risque, affectées par ou se remettant d'urgences (GCE, 2019).



Domaine stratégique 4

Financement de l'éducation

La CME a fait campagne pour une éducation de qualité gratuite, financée par des fonds publics, équitable et inclusive, y compris la nécessité d'améliorer le financement national et international.

Les campagnes de la CME ont appelé à la mise en place de systèmes éducatifs publics solides, conformes aux critères de financement de l'éducation convenus au niveau international, à la promotion de la justice fiscale comme instrument essentiel de financement de l'éducation publique, à la réponse à la commercialisation croissante de l'éducation et au développement de mécanismes de financement innovants. La mise en œuvre de politiques visant à supprimer les obstacles qui empêchent des millions de personnes dans le monde, en particulier les enfants et les jeunes, de jouir du droit humain à l'éducation, nécessite des ressources financières suffisantes et durables de la part des États et de la communauté internationale. (GCE, 2019)



3 Contexte politique et socio-économique

La CME opère dans un large éventail de contextes à travers le monde, chaque membre étant confronté à des réalités politiques, sociales et environnementales très différentes. Au cours de la période couverte par la stratégie, les membres de la CME ont connu divers changements contextuels, notamment l'impact sans précédent de la pandémie de COVID-19.

Cette section aborde certains des principaux facteurs contextuels qui ont influencé le travail et les priorités de la CME pendant la période de la stratégie, notamment ceux rapportés par les coalitions lors des entretiens et de l'enquête en ligne. Il ne s'agit pas d'une analyse exhaustive, mais d'un aperçu de haut niveau permettant de contextualiser les réalisations de la CME présentées dans la section 4.

3.1 Contexte mondial

L'impact de la pandémie de COVID-19

La pandémie de COVID-19 a constitué un défi majeur et inattendu affectant la mise en œuvre de la stratégie 2019-2022. Dans le monde entier, plus de 1,6 milliard d'élèves ont été touchés par les fermetures d'écoles dues à la pandémie. Les écoles ont été fermées pendant 8 à 9 mois en moyenne, et jusqu'à deux ans dans de nombreux pays à revenu faible ou intermédiaire. Les inégalités socio-économiques, éducatives et de genre existantes ont été exacerbées, les impacts négatifs de la COVID-19 sur l'éducation touchant de manière disproportionnée des groupes déjà défavorisés, en particulier les femmes et les filles. L'apprentissage à distance a été largement déployé, mais le manque d'accès à du matériel pédagogique de qualité s'est perpétué dans les communautés n'ayant qu'un accès limité ou aucun accès à l'électricité et à la connectivité Internet. L'impact de la pandémie a non seulement entraîné une perte alarmante d'apprentissage, mais a également entraîné des répercussions sur la santé et le bien-être des étudiants et de leurs communautés. Les problèmes de santé mentale et les traumatismes psychologiques ont été particulièrement préoccupants, les élèves n'ayant plus accès à des espaces sûrs dans les écoles et les filles étant exposées à un risque accru de violence sexiste et de grossesse précoce. Les fermetures d'écoles ont également eu des répercussions sur la santé d'environ 370 millions d'enfants, qui n'ont plus accès aux repas scolaires gratuits, lesquels constituaient souvent la seule source fiable de nourriture quotidienne (Banque mondiale, UNESCO et UNICEF, 2021).

Non seulement la COVID-19 a entraîné une perturbation importante des systèmes éducatifs dans le monde entier, mais cela a également affecté les opportunités et les plateformes disponibles pour les coalitions de la CME.

Cela a constitué une menace majeure pour la réalisation des objectifs de la CME et a influencé le plaidoyer politique de la CME de nombreuses manières. Le changement soudain et rapide de contexte a obligé les gouvernements nationaux à redéfinir leurs priorités, en se concentrant souvent sur la fourniture de services de santé publique d'urgence et en reléguant au second plan les questions de politique éducative. Le maintien de l'éducation au sommet de l'agenda politique mondial et national a été menacé par la réduction des possibilités pour les membres de la CME de participer à des événements de plaidoyer, de campagne et de lobbying en personne, en raison de l'application de lois strictes sur la distanciation sociale. Les membres de la CME ont dû relever ces défis en repensant leur approche du plaidoyer, en produisant des preuves de l'impact de la COVID-19 sur l'éducation et en identifiant des méthodes nouvelles et innovantes pour poursuivre les objectifs du mouvement. La section 4 présente certaines stratégies adoptées par la CME pour surmonter les défis posés par la pandémie.

Transition du Fonds de la société civile pour l'éducation (FSCE) vers Education Out Loud (EOL)

La stratégie 2019-2022 a coïncidé avec une période de transition notable pour la CME, puisque le Fonds de la société civile pour l'éducation (FSCE) (2009-2019) est arrivé à son terme et que le programme de suivi Education Out Loud (EOL) a été mis en place. Le FSCE a joué un rôle central en fournissant les ressources nécessaires pour soutenir et améliorer la réalisation des ambitions de la CME, à savoir développer un réseau mondial de coalitions crédibles et collaboratives, dotées d'un programme commun et d'un élan de solidarité ascendant. Le renforcement des capacités des coalitions de la CME soutenues par le FSCE avant 2019-2022 a permis à de nombreuses coalitions de mener avec succès des campagnes de plaidoyer mondiales, régionales et nationales pour le droit à des opportunités d'apprentissage inclusives, équitables et de qualité pour tous, en particulier pour les plus marginalisés (NFER, 2020.)

EOL a débuté ses activités en 2020 et se poursuivra jusqu'en 2024. Il est financé par le GPE et géré par Oxfam IBIS. Ce fonds mondial de plaidoyer pour l'éducation s'est appuyé sur l'héritage du FSCE et sur l'architecture de la CME pour soutenir la société civile afin de construire des systèmes éducatifs plus solides qui donnent aux communautés, notamment les plus marginalisées et exclues, une voix et une plateforme pour participer aux processus de politique éducative. EOL met en œuvre des initiatives d'apprentissage et de développement des capacités pour les bénéficiaires afin de soutenir la durabilité, la gestion adaptative, le suivi et l'évaluation afin d'atteindre efficacement les résultats du fonds. EOL comporte trois composantes opérationnelles (CO).

Chaque CO est un flux de financement qui soutient la réalisation d'un objectif spécifique du programme. Le Secrétariat mondial de la CME, les coalitions régionales ACEA, ASPBAE et CLADE, et 53 coalitions nationales ont reçu des subventions du GPE à la fin de l'année 2020 au titre des CO1 et CO3 d'EOL. Dix coalitions soutenues à l'origine par le FSCE n'étaient pas éligibles au financement EOL, ce qui a entraîné d'importants déficits de financement et une diminution du personnel pour certaines de ces coalitions.

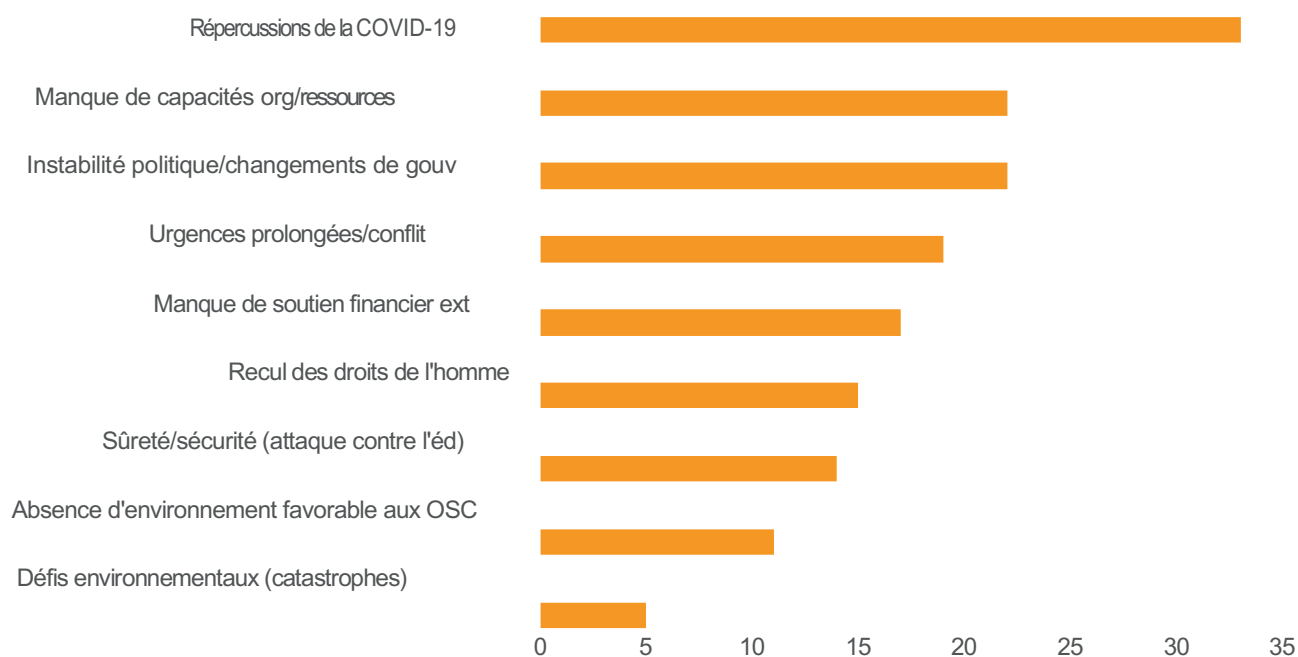
La subvention CO1 permet aux bénéficiaires d'approfondir le travail entamé avec le FSCE pour soutenir la réalisation de l'objectif CO1 de « renforcer la participation de la société civile nationale dans la planification, le dialogue politique et le suivi de l'éducation », dans les pays représentés et au niveau mondial. Par le biais de la CO3, qui vise à « créer un environnement mondial et transnational plus favorable aux efforts de plaidoyer et de transparence de la société civile nationale », la CME a formé une alliance transnationale avec les trois coalitions régionales en resserrant les liens entre leurs agendas de plaidoyer nationaux, régionaux et mondiaux. Cela a permis d'influencer les plateformes politiques clés pour les domaines stratégiques de la CME que sont le financement de l'éducation et l'éducation en situations d'urgence.

Le passage du FSCE à l'EOL a eu des effets à la fois positifs et négatifs sur le mouvement de la CME. Les avantages de ce changement sont les suivants :

- Un plus grand accent sur le plaidoyer politique et les campagnes
- Renforcement de la coordination du mouvement de la CME
- Renforcement de la capacité de plaidoyer et de la capacité thématique du secrétariat par rapport à la capacité de gestion du programme sous le FSCE.
- Une meilleure coordination du mouvement avec l'inclusion de tous les membres de la CME, pas seulement ceux qui reçoivent un financement du FSCE.

Si la transition vers l'EOL a ouvert de nouvelles opportunités pour renforcer le mouvement, elle a également posé des défis. En particulier, la transition a entraîné une réduction des fonds disponibles pour le travail de plaidoyer commun, et la perte d'une approche commune et unifiée du plaidoyer, étant donné que les coalitions de la CME financées par le CO1 rendent compte à l'agent de subvention EOL et sont dirigées par celui-ci

Figure 3: Principaux défis auxquels les organisations/coalitions ont été confrontées pour atteindre les objectifs stratégiques de la CME au cours de la période 2019-2022 (source : Enquête sur le rapport d'impact de la CME, juillet 2022)



Source : GCE Impact report survey, July 2022.

2-<https://educationoutloud.org/index.php/who-we-are/who-can-apply-grants-and-how>

3.2 Contexte régional

S'il est important de reconnaître que les contextes et réalités politiques, sociaux et environnementaux des coalitions nationales varient considérablement d'un pays à l'autre et à l'intérieur d'un même pays, cette section se penche sur certains des défis contextuels généraux qui influencent le travail des membres de la CME.

Dans le cadre de l'enquête en ligne, les participants ont été interrogés sur les principaux défis qu'ils ont rencontrés dans la réalisation des objectifs stratégiques de la CME au cours de la période (voir figure 3). Comme nous l'avons souligné à la section 3.1, la COVID-19 a constitué un défi important, la grande majorité (94 %) des participants à l'enquête ayant identifié les effets d'entraînement de COVID-19 comme un « défi majeur » pour la réalisation des objectifs stratégiques au cours de la période, reflétant l'impact mondial de la pandémie sur les systèmes éducatifs et l'activisme de la société civile. Les capacités et les ressources organisationnelles limitées, l'instabilité politique, les changements de gouvernement et les périodes prolongées d'instabilité et les situations d'urgence et de conflit prolongées sont les défis les plus fréquemment cités.

Les participants à l'enquête de la CME dans la région Afrique ont indiqué que la COVID-19 était le défi le plus important au cours de la période de la stratégie, suivi par l'instabilité politique /les changements de gouvernement

Région Afrique

Au cours des 20 dernières années, le nombre d'enfants scolarisés, d'enseignants qualifiés et d'écoles bien équipées n'a cessé d'augmenter en Afrique. Malgré ces progrès, la région reste confrontée à des problèmes d'analphabétisme, de faible taux de scolarisation des femmes et d'accès limité à l'enseignement secondaire et supérieur (ISU, 2022).

Comme l'a montré la COVID-19, le recours à l'enseignement à distance a remplacé les approches traditionnelles en personne dans de nombreux pays. Cependant, peu d'enseignants ont reçu la formation nécessaire pour appliquer les méthodes à distance. Par exemple, les estimations montrent que plus de 70 % des enseignants d'Afrique subsaharienne n'ont reçu aucune formation sur les méthodes d'enseignement à distance et que moins de 10 % ont reçu un soutien sur les outils TIC et l'utilisation d'Internet (UNESCO, 2021). On estime qu'environ 4,3 millions d'élèves de l'enseignement primaire à l'enseignement supérieur ont abandonné leurs études sur le continent en 2021, que moins de 15 % des élèves ont accès à Internet et que moins de 10 % ont accès à un ordinateur en 2019 (UNESCO, 2021). Ces problèmes sont aggravés par le manque de financement, les niveaux élevés de corruption et d'instabilité politique, les urgences sanitaires supplémentaires (comme le paludisme, Ebola) et les catastrophes naturelles. Les secteurs sociaux, y compris l'éducation, sont largement sous-financés sur la majeure partie du continent, un problème aggravé par les niveaux très élevés de la dette extérieure et le détournement conséquent des fonds pour le service de la dette. Cette situation s'est aggravée pendant la pandémie, alors que de nouveaux prêts et des taux d'intérêt élevés sont contractés au niveau international et que les pays de la région cherchent à pallier le ralentissement économique qui accompagne la COVID-19 (Pacutho Udongo, 2021).

Les participants à l'enquête de la CME dans la région Afrique ont indiqué que la COVID-19 était le défi le plus important pendant la période de la stratégie, suivi par l'instabilité politique/les changements de gouvernement. Cela s'est reflété dans les entretiens avec les coalitions, par exemple la Coalition nigérienne des Associations, Syndicats et ONG de Campagne EPT au Niger (ASO-EPT Niger) a décrit les efforts qu'elle a déployés pour que les nouveaux dirigeants du gouvernement rendent compte des promesses faites d'augmenter les budgets de l'éducation une fois au pouvoir. Malgré les efforts déployés pour rencontrer les candidats à la présidence pendant les élections, ces promesses n'ont toujours pas été tenues. Un autre défi notable est la disponibilité d'un soutien financier externe. Les déficits de financement ou les versements tardifs de subventions aux coalitions peuvent interrompre les activités prévues, comme l'a constaté la Zambia National Education Coalition (ZANEC), qui a été contrainte d'annuler ou de reporter des activités telles que la commémoration de la Journée mondiale de l'alphabétisation en raison du manque de financement en 2020.

-
- 1 Respondents were asked to categorize each challenge as “Not an issue”, “Somewhat an issue”, or “Major issue”. Figure 1 presents the challenges respondents categorized as a “Major issue”.
 - 2 Respondents who identified the knock-on effects of COVID-19 as a “Major issue” or “Somewhat an issue”.

Région Asie et Pacifique (APAC)

La région APAC abrite plus d'un tiers de la population mondiale, et au moins un quart des jeunes du monde avec plus de 580 millions d'enfants (UNICEF, 2020). De nombreux pays de la région ont réalisé des avancées significatives en matière d'égalité de genre, de taux de scolarisation, de rétention et d'achèvement des études (ADB, 2022). Toutefois, avant l'apparition de la pandémie de COVID-19 en 2020, 35 millions d'enfants de la région n'étaient pas scolarisés et plus de 20 % des enfants scolarisés vivaient dans une pauvreté d'apprentissage, une situation qui n'a fait que s'aggraver depuis la pandémie (UNICEF, 2020). On estime que jusqu'à 12 millions d'enfants, tous niveaux d'enseignement confondus, et en particulier au niveau préprimaire, ont abandonné l'école en Asie du Sud et de l'Ouest pendant la période de la pandémie. Environ 1,2 million de filles risquaient de ne pas retourner à l'école en Asie de l'Est et dans le Pacifique (UNESCO et UNICEF, 2021). Pour atteindre les cibles de l'ODD 4 à la suite de la pandémie, on estime que les budgets nationaux de l'éducation dans la région devront augmenter jusqu'à 10 % de plus qu'on ne le pensait auparavant entre 2020 et 2030. Il s'agit d'un défi particulier, étant donné que de nombreux pays de la région sont confrontés à une faible croissance économique et sont contraints de donner la priorité aux dépenses dans d'autres secteurs tels que la santé et la protection sociale (UNESCO et UNICEF, 2021).

Les personnes interrogées dans la région APAC étaient les plus susceptibles de considérer les répercussions de COVID-19 comme un défi majeur, suivi par le recul des droits de l'homme, l'instabilité politique et les changements de gouvernement (Figure 1). Ces défis sont souvent liés les uns aux autres, comme au Myanmar où l'instabilité politique provoquée par le coup d'État de février 2021 a entraîné un recul des droits de l'homme dans l'ensemble de la population, notamment du droit à l'éducation, alors que les enseignants, les chefs de communauté et les écoles communautaires assurent à environ six millions d'enfants une scolarité d'urgence qui est menacée par les autorités du pays. En Afghanistan, les autorités sont revenues sur leur promesse de rouvrir les lycées pour les étudiantes en mars 2022, laissant des centaines de milliers de filles dans l'incapacité de reprendre leurs études après la prise de contrôle du pays par les talibans en 2021. Ces fermetures d'écoles ont été condamnées par les Nations Unies et les organisations humanitaires, qui y voient une violation directe des droits de l'homme.

Régions Europe et Amérique du Nord

De nombreux pays d'Europe et d'Amérique du Nord ont obtenu des résultats scolaires élevés par rapport à d'autres régions, et la plupart des étudiants ont un accès constant à des ressources éducatives gratuites telles que des manuels scolaires, des ressources en ligne et des programmes de tutorat subventionnés par l'État (OCDE, 2021a). Malgré les niveaux d'accès et de ressources comparativement élevés dans les pays à revenu élevé, les systèmes éducatifs de ces régions ont été affectés de manière similaire par la pandémie de COVID-19, car les ressources éducatives, tant humaines que financières, ont été réaffectées pendant la crise sanitaire (IBE UNESCO, 2021).

Les gouvernements européens et nord-américains, en plus d'investir dans leurs propres systèmes éducatifs, financent souvent des projets de développement dans les pays à revenu faible ou intermédiaire d'autres régions du monde. Pourtant, les dépenses d'aide mondiales ayant diminué de 2 milliards de dollars US entre 2018 et 2022 en raison de la récession économique, l'aide extérieure à l'éducation devrait chuter de 12 % sur la même période (Pacutho Udongo, 2021). Ce défi se reflète dans les résultats de l'enquête, dans laquelle 45 % des coalitions de la région ont déclaré que le manque de capacités et de ressources était un « problème majeur ». Les autres défis de la région sont, à parts égales, le manque de financement externe, les urgences ou conflits prolongés et l'instabilité politique/les changements de gouvernement. Cependant, il est à noter que les coalitions de la région ont toutes signalé les mêmes difficultés, ce qui reflète probablement les contextes internationaux et divers dans lesquels ces coalitions opèrent. C'est la seule région dans laquelle les répercussions de COVID-19 n'ont pas été le défi le plus souvent cité dans les réponses à l'enquête.

<https://campaignforeducation.org/en/press-centre/a-call-for-immediate-return-to-school-for-all-girls-and-women-in-afghanistan>

Région Amérique latine et Caraïbes (ALC)

La région ALC a également connu une augmentation des taux de scolarisation et de fréquentation au cours des deux dernières décennies, en particulier pour les filles scolarisées. Cependant, la région reste confrontée à des défis liés à la pauvreté et aux inégalités de genre, qui se sont encore amplifiés au cours de la COVID-19. En novembre 2021, plus de 71 millions d'enfants et d'adolescents étaient encore affectés par les fermetures d'écoles (UNICEF, 2022). Le pourcentage d'enfants de 10 ans incapables de lire et de comprendre un texte simple est passé de 51 % à 62,5 % depuis le début de la pandémie (Banque mondiale, 2021).

Les participants à l'enquête étaient les plus susceptibles de signaler que la COVID-19 était un défi majeur pendant la période de la stratégie, en plus du recul des droits de l'homme. L'instabilité politique/les changements de gouvernement, les situations d'urgence et les conflits prolongés ont également été fréquemment cités. Ces défis ont été reflétés dans les entretiens et les conclusions de la revue documentaire. Par exemple, la coalition de la Coalition haïtienne pour l'éducation pour tous (REPT) a publié une déclaration publique fin 2019 appelant le peuple haïtien à persévérer dans ses demandes de changement politique en réponse aux accusations portées contre le président du pays, parallèlement à d'intenses troubles politiques. Lors d'un entretien, une coalition d'Amérique latine et des Caraïbes a indiqué que les décideurs opérant dans des contextes d'urgence en Amérique centrale peinent à envisager ce à quoi ressemble l'éducation dans des situations d'urgence prolongées, par exemple lorsque les catastrophes naturelles sont fréquentes (le Honduras a connu deux ouragans de grande ampleur en 2020, par exemple) et que les problèmes sociaux et politiques entraînent une migration régionale chronique. Les décideurs sont confrontés à de longues reconstructions, à des contextes changeants et à des défis spécifiques tels que la mise en place d'environnements inclusifs pour les élèves migrants dont les expériences éducatives ont été fortement perturbées et qui présentent un risque plus élevé d'abandon scolaire.

Région du Moyen-Orient

Près de la moitié de la population du Moyen-Orient a moins de 24 ans, mais un enfant sur cinq n'est pas scolarisé, une situation qui est aggravée par les conflits dans des pays comme la Libye, la Syrie, le Yémen et la Palestine. En raison de ces conflits, au moins trois millions d'enfants ne reçoivent aucune forme d'éducation dans la région (UNICEF, 2020a). Les filles courent un risque élevé d'abandonner l'école avant d'avoir terminé le niveau secondaire en raison des taux élevés de mariage précoce. Même lorsque les élèves terminent l'école secondaire, ils ne sont souvent pas suffisamment équipés des connaissances nécessaires pour poursuivre leur éducation ou accéder à un emploi sûr (Muslim Aid, 2022).

Comme la plupart des régions, les membres de la CME du Moyen-Orient étaient les plus susceptibles de signaler la COVID-19 comme un défi majeur pendant la période de la stratégie, suivie par le manque de financement externe, l'instabilité politique/les changements de gouvernement, et la capacité organisationnelle limitée. Lors d'un entretien avec la coalition régionale, l'ACEA a souligné les défis auxquels sont confrontées les coalitions qui tentent de consulter les gouvernements dans des contextes de conflit, en particulier là où il y a une forte présence militaire. Une autre coalition nationale de la région a également souligné la difficulté d'intégrer des programmes d'éducation inclusive lorsqu'elle manque de capacité technique interne et d'expérience sur des questions telles que les droits des personnes handicapées dans l'éducation, ou lorsque les normes sociales rendent difficile la défense efficace de groupes spécifiques tels que les communautés lesbiennes, gays, bisexuelles et transgenres (LGBT).

4 Résumé des réalisations 2019-2022

Cette section présente les principales réalisations de la CME au cours de la période stratégique, en considérant tout d'abord les efforts déployés pour continuer à renforcer le mouvement de la CME, suivis d'un aperçu des réalisations, des activités et des résultats.

Ensuite, les résultats et les réalisations dans chaque région géographique sont présentés par rapport aux quatre objectifs stratégiques de la CME. Ces exemples sont tirés des réponses à l'enquête en ligne, de l'étude documentaire et des entretiens avec des membres sélectionnés de la CME.

4.1 Renforcer le mouvement de la CME

Création de mouvements : Renforcer le plaidoyer mondial et l'action interne

Comme décrit dans la section 3, le début du plan stratégique 2019-2022 a coïncidé avec la clôture du programme FSCE et la transition vers le programme EOL qui lui succède. Le FSCE a joué un rôle crucial dans le soutien des objectifs plus larges de la CME au cours de son existence, de 2009 à 2019. Au cours de la période stratégique 2019-2022, le secrétariat de la CME s'est concentré sur la poursuite de la construction et du renforcement du mouvement, en s'attachant principalement à relancer le plaidoyer mondial, la force et la visibilité des membres de la CME aux niveaux national, régional et mondial. Cela a impliqué la participation des membres de la CME à des rapports et événements mondiaux de haut niveau et le renforcement des systèmes et stratégies internes. Des exemples d'efforts de la CME pour renforcer le plaidoyer mondial sont détaillés ci-dessous.

Encadré 1 : Fournir des données pour le rapport 2021 du Global Education Monitoring (GEM)

- La CME et la NFER ont travaillé en partenariat pour élaborer un document de référence pour le rapport GEM 2021, qui traite des positions adoptées par les organisations de la société civile (OSC) concernant les acteurs non étatiques (ANE) dans l'éducation. Les résultats de ce document ont été présentés dans le rapport GEM 2021, lancé en décembre 2021, en mettant l'accent sur la façon dont les réseaux de la société civile tentent d'influencer la politique d'éducation par le biais du plaidoyer, du lobbying et de la recherche, indépendamment des aspirations et des intérêts concurrents. Le cas de la CME a été mis en avant en tant que mouvement cohésif fondé sur l'approche de l'éducation basée sur les droits, soulignant la responsabilité première de l'État de garantir qu'une éducation de qualité est gratuite et accessible pour tous.
- Le rapport a invité les décideurs politiques à remettre en question les relations avec les acteurs non étatiques en termes de choix fondamentaux entre :
 - - l'équité et la liberté de choix
 - - l'encouragement de l'initiative et la fixation de normes
 - - les groupes ayant des moyens et des besoins différents
 - - les engagements immédiats au titre de l'ODD4 et ceux à réaliser progressivement
 - - l'éducation et les autres secteurs sociaux.

Encadré 2 : Faire entendre les voix des OSC à travers le Sommet mondial de l'éducation

Le secrétariat mondial de la CME a aidé les coalitions nationales à faire entendre leurs voix et leurs expériences lors de l'événement majeur du financement de l'éducation organisé par le GPE en juillet 2021. Ce moment clé a permis à la CME de consulter la communauté mondiale et les dirigeants de 90 pays pour le soutien et le financement d'une éducation de qualité pour tous les enfants. Le Sommet mondial de l'éducation du GPE a été co-organisé par le Premier ministre britannique Boris Johnson et le Président kenyan Uhuru Kenyatta et a proposé des sessions enrichissantes structurées autour de quatre domaines thématiques : (i) la réinitialisation de l'éducation : les enseignements de la COVID-19 (ii) l'égalité de genre dans et par l'éducation (iii) l'effet d'entraînement : l'impact de l'éducation sur la durabilité, et (iv) le financement de l'impact : volume, équité, efficacité.

La CME s'est engagée dans le sommet par le biais de divers canaux, notamment des vidéos, du matériel de plaidoyer et des messages, ainsi que des événements. La vidéo de la CME « Voix du terrain : pourquoi le financement de l'éducation est-il vraiment important ? » faisait partie de l'ordre du jour officiel du sommet, sur le panel relatif au financement de l'impact, et a été présentée pour la première fois juste avant les remarques de clôture de la session. Cette vidéo montre des représentants de la société civile, des jeunes, des garçons et des filles du Honduras, du Nigeria, du Pakistan et du Sénégal évoquant leurs difficultés à accéder à une éducation publique gratuite et de qualité, et lançant un appel fort aux dirigeants mondiaux pour un financement de l'éducation plus important et de meilleure qualité. La CME et ses partenaires internationaux ont également organisé deux événements parallèles pour susciter des discussions stratégiques sur la dette et l'austérité, et sur l'importance de la fiscalité pour le financement de l'éducation. Enfin, les coalitions nationales en Afrique ont été soutenues par le secrétariat mondial et ANCEFA pour assurer le suivi des engagements pris par les gouvernements dans le cadre de la reconstitution des ressources du GPE.

Les efforts de plaidoyer mondial de la CME ont été soutenus par des efforts continus pour construire et renforcer les processus et stratégies internes. Après la clôture du FSCE, la CME a mis davantage l'accent sur la mise en œuvre efficace de nouveaux processus, systèmes et plateformes, en partie pour remplacer les systèmes développés dans le cadre du soutien du FSCE et en tirant les leçons de la mise en œuvre du programme. Certaines de ces activités sont restées pour l'essentiel l'apanage du Secrétariat, par exemple, le développement d'un nouveau système de suivi, d'évaluation et d'apprentissage (MEL) en 2020 pour remplacer la plateforme en ligne du FSCE. Pourtant, de nombreuses autres initiatives ont bénéficié d'une plus grande participation des membres de la CME à travers le monde. Voici quelques exemples clés :

- Développement de la page web de la CME : En tant que principale plateforme de communication et de ressources pour promouvoir le travail et les réalisations des membres de la CME, le Secrétariat a recueilli les contributions et les recommandations de ses membres dans le cadre du processus de développement du site Internet. Elle a notamment communiqué avec les organisations membres par courrier électronique et diffusé les nouvelles de la CME en cinq langues : anglais, arabe, espagnol, français et portugais. En conséquence, le site Internet de la CME est une ressource florissante qui s'aligne mieux sur les domaines stratégiques et les mécanismes opérationnels de la CME tout en reflétant la diversité et la nature participative du mouvement.

Les caractéristiques clés du Hub d'apprentissage comprennent les communautés d'apprentissage, anciennement appelées communautés de pratique (CoP), qui offrent aux membres la possibilité d'apprendre directement les uns des autres par le biais d'enregistrements partagés, de vidéos et de discussions ouvertes. Le Hub complète la stratégie d'échange de connaissances et d'apprentissage (KEL) de la CME lancée en consultation avec les membres de la CME en 2021 pour guider les initiatives d'apprentissage du mouvement. La stratégie KEL est un élément crucial du renforcement de l'échange de connaissances et de la culture d'apprentissage partagé de la CME.

-Stratégie de genre : La CME s'est engagée dans un processus hautement consultatif pour le développement de la nouvelle stratégie de genre, ce qui témoigne de son approche de construction du mouvement. Cela a permis de garantir que la nouvelle stratégie tienne compte des différents contextes socioculturels, des compréhensions conceptuelles et des expériences pratiques des questions de genre qui existent au sein des coalitions de la CME. Cela a permis à la CME de préparer une stratégie largement approuvée par les organisations membres, qui peuvent ensuite la mettre en œuvre en toute confiance sur le terrain.

- Outre les trois exemples clés fournis ci-dessus, la CME a renforcé la participation de ses membres dans les processus clés en identifiant et en engageant des experts thématiques à travers le mouvement de la CME pour renforcer les communautés d'apprentissage de la CME, ainsi qu'en impliquant ses membres dans des exercices de prospective à la fin de 2021, lorsqu'elle a lancé des dialogues d'analyse pour le développement de la stratégie 2023-2026 de la CME. La participation des organisations membres à ces dialogues a été essentielle pour recueillir les perspectives sur les futurs environnements opérationnels externes dans les différentes régions de la CME et pour déterminer comment ces perspectives devraient être incluses dans la réflexion stratégique de la CME à l'avenir.

Les efforts de construction du mouvement de la CME ont également inclus des activités plus ciblées sur la gouvernance institutionnelle, telles que la révision de la constitution, la mise à jour des statuts et du protocole d'adhésion et l'organisation de l'Assemblée mondiale (WA) virtuelle de 2021 axée sur la construction d'un mouvement résilient et engagé. L'objectif principal de l'AM virtuelle de 2021 était de permettre aux membres de la CME d'approuver la résolution sur deux propositions d'amendements constitutionnels adoptés lors de l'AM 2018 par le biais d'un processus de vote ; d'augmenter le nombre de sièges du conseil d'administration des jeunes (de un à deux); et de changer le nom officiel du groupe d'intérêt des jeunes de « organisations internationales et régionales de jeunesse » en « organisations internationales et régionales de jeunesse et d'étudiants ».

Répondre à la COVID-19 : Influencer les réponses politiques en matière d'éducation et adapter les stratégies de plaidoyer

La pandémie a marqué un tournant pour les initiatives de construction de mouvement du Secrétariat. Avec l'arrivée de la pandémie de COVID-19, les priorités mondiales et gouvernementales ont changé, et les occasions de plaidoyer en présentiel ont diminué. Les membres de la CME ont dû repenser leurs plans, leurs stratégies et leurs activités pour répondre à l'évolution de la situation. Il s'agissait de produire des preuves pour éclairer les réponses politiques en matière d'éducation, d'assurer une plus grande participation des membres, le partage des connaissances et le renforcement des capacités, de mettre en œuvre des campagnes pour faire entendre la voix des citoyens et d'orienter les approches de plaidoyer vers des méthodes en ligne et à distance.

Les membres de la CME ont rapidement reconnu les risques inhérents à des plans de réponse éducative rapidement déployés. Plusieurs d'entre eux ont souligné l'aggravation des inégalités, l'apprentissage numérique étant de plus en plus souvent déployé pendant les fermetures d'écoles, ce qui limite l'accessibilité de l'éducation pour les personnes vivant dans des zones rurales éloignées et n'ayant pas un accès constant à l'électricité et à la connectivité Internet par rapport aux zones urbaines (NFER, 2021, page 32). Les membres de la CME ont réagi en sensibilisant, en informant les décideurs et en faisant entendre la voix des communautés marginalisées. Conscient de l'évolution croissante vers des approches d'apprentissage à distance, le secrétariat de la CME a commandé une étude pour comprendre comment et si les technologies de l'information et de la communication (EdTech) pourraient être utilisées pour soutenir la fourniture de résultats d'apprentissage efficaces et pertinents en Afrique subsaharienne (voir encadré 3 ci-dessous).

Encadré 3 : Exploiter les EduTech en Afrique : Une étude exploratoire

Cette étude de recherche commandée par le Secrétariat de la CME visait à comprendre comment, le cas échéant, les EduTech étaient exploitées dans les sept pays suivants d'Afrique subsaharienne : Burundi, République démocratique du Congo (RDC), Madagascar, Malawi, Namibie, Rwanda et Zambie.

Comprendre le potentiel des EduTech n'est pas seulement pertinent pendant la pandémie de COVID-19, mais peut éclairer les réponses lors de toute interruption à long terme de l'éducation en temps de crise. Les résultats de cette étude ont démontré l'impact limité de la technologie sur les écoles, l'enseignement et l'apprentissage dans les pays étudiés, et comment les gouvernements ont lutté pour pivoter rapidement en réponse aux défis sans précédent qui ont émergé pendant la pandémie. L'étude souligne comment la COVID-19 a amplifié les défis d'un accès numérique équitable, la nécessité de s'assurer que les besoins socio-émotionnels et de sécurité des enfants restent primordiaux en temps de crise, et la nécessité pour les enseignants et les parents d'être également soutenus par des formations et des conseils afin de faciliter efficacement l'apprentissage à distance.

Enfin, l'étude préconise une réorganisation immédiate et radicale de l'éducation afin de s'assurer qu'aucun enfant n'est laissé pour compte si les défis futurs ont un impact sur la fréquentation scolaire. Les technologies éducatives deviendront probablement une partie intégrante de l'écosystème de l'éducation et d'une approche réimaginée de la continuité de l'éducation, mais elles doivent être exploitées d'une manière axée sur l'équité, l'inclusion et les idéaux féministes, et doivent être exemptes de pressions et d'influences néocoloniales qui pourraient nuire aux progrès réalisés localement dans le secteur.

12

rapports de
recherche

Bien que la COVID-19 ait représenté une menace considérable pour le travail de la CME, ses membres ont cherché à compenser les retombées de la pandémie en développant les travaux de recherche et les campagnes sur l'éducation en situation d'urgence et le financement de l'éducation, qui ont été identifiés comme des priorités cruciales de plaider en temps de crise. Sous la coordination du Secrétariat, les membres de la CME ont réalisé une grande partie du travail de recherche et de plaidoyer politique de la CME au cours de la période, renforçant le rôle essentiel des organisations membres, et consolidant et unifiant la CME en tant que mouvement mondial de l'éducation en temps de crise (voir section 4.2 pour des exemples de ce travail). Une campagne majeure menée par la CME au cours de cette période a été la campagne One Billion Voices, décrite dans l'encadré 4.



Encadré 4 : La campagne « One Billion Voices »

La Campagne « One Billion Voices » (OBV) a placé les citoyens au centre de l'initiative, en demandant une action urgente pour soutenir les quelques 1,5 milliard d'apprenants dont l'éducation a été arrêtée ou interrompue pendant le pic de la pandémie de COVID-19. Elle visait à remédier de toute urgence au manque de financement de l'éducation, aggravé par la pandémie de COVID-19, qui entrave les progrès vers la réalisation de l'ODD4. Elle a appelé les gouvernements nationaux et les organismes d'aide interne à prendre des mesures pour combler d'urgence les lacunes critiques du financement de l'éducation en temps de crise. Elle a souligné les effets dévastateurs persistants de la crise sur l'éducation et la pression toujours plus forte sur les ressources des services publics, qui se traduit par la dépriorisation de l'éducation.

La campagne OBV est un bon exemple de la manière dont les membres de la CME ont travaillé collectivement pour encourager les décideurs à redonner la priorité à l'éducation pendant la crise de COVID-19. Le Secrétariat de la CME a facilité l'élaboration d'un exposé politique et d'un appel à l'action sur la crise mondiale du financement de l'éducation, qui a fourni des détails sur le contexte politique et l'urgence de la nécessité d'agir. Cet appel à l'action a été largement adapté par les membres de la CME en une série de recommandations politiques destinées au mouvement de la CME, ainsi qu'aux acteurs et militants de l'éducation, afin de guider des efforts de plaidoyer et de lobbying plus coordonnés et collaboratifs en faveur d'un financement adéquat de l'éducation en temps de crise.

Les citoyens eux-mêmes sont au cœur de cette campagne. Les supports de la campagne ont reflété les histoires personnelles, les récits et les réalités des personnes directement touchées par la crise, faisant entendre leurs voix pour mobiliser l'action contre les inégalités dans l'éducation et renforcer le réseau mondial de base pour l'éducation. Tous les membres de la CME ont été consultés pour l'appel à l'action de la campagne et ont reçu un soutien et des outils pour renforcer le message convenu. La participation des membres de la CME leur a permis de s'approprier la campagne et d'adapter les appels à l'action de la campagne à leurs propres contextes locaux.

Outre la sensibilisation à l'impact de la COVID-19 sur l'éducation et l'appel aux décideurs et aux gouvernements nationaux pour qu'ils réagissent à ces impacts, les membres de la CME eux-mêmes ont dû de plus en plus repenser les stratégies et les approches pour défendre ces questions. Les approches traditionnelles, en présentiel, étant de plus en plus inaccessibles, les membres ont dû se tourner vers les plateformes numériques et en ligne. Pour les soutenir dans cette démarche, la campagne #COVID19 a été diffusée sur les plateformes de réseaux sociaux et le site web de la CME. Le secrétariat a formé un réseau d'apprentissage pour aider les pays, les régions et les praticiens de l'éducation du monde entier à partager leurs connaissances et leur expérience des réponses apportées dans le domaine de l'éducation pendant la pandémie, notamment un ensemble complet de ressources en ligne provenant des membres de la CME, de partenaires de la société civile et d'institutions clés. Il s'agissait notamment de boîtes à outils, de déclarations et de messages mondiaux, ainsi que de directives, de communiqués de presse, de documents de synthèse, de réponses et de ressources élaborés par les membres. La campagne a touché plus de 100 000 personnes dans le monde.

Dans certains cas, les coalitions ont constaté que le passage aux méthodes en ligne créait de manière inattendue de nouveaux espaces et de nouvelles opportunités pour des méthodes de travail agiles (NFER, 2021). C'est le cas de la campagne brésilienne pour le droit à l'éducation (BCRE), qui a remplacé les campagnes en face à face par un contact direct avec les parlementaires sur WhatsApp

et les réseaux sociaux pendant la pandémie (NFER, 2021, page 33). En améliorant la connectivité numérique, la CME a fait de grands progrès pour atténuer les effets de la disparition des interactions en présentiel pour assurer la participation des membres, la collaboration et le partage des connaissances, comme le montre l'introduction du Hub d'apprentissage, une plateforme en ligne accessible gratuitement aux membres et partenaires de la CME pour apprendre et interagir.

La participation des jeunes et des étudiants : Faire entendre la voix des organisations dirigées par des étudiants et des jeunes

Le plan stratégique 2019-2022 a ouvert la voie à la CME pour renforcer davantage le mouvement en intégrant les voix des jeunes dans ses structures. Il souligne le potentiel des jeunes générations pour transformer et façonner des sociétés plus justes, équitables et durables, et l'importance de permettre aux organisations dirigées par des jeunes et des étudiants de contribuer aux débats politiques aux niveaux international et national. Au cours de la période stratégique, la CME a cherché à travailler en partenariat avec les syndicats étudiants et les réseaux dirigés par des jeunes, en établissant des structures mondiales et régionales pour que les jeunes et les étudiants participent directement dans les processus de plaidoyer et de campagne de la CME. Grâce à la création du Groupe d'action jeunesse (YAG), un groupe de jeunes et d'étudiants élus démocratiquement a été sélectionné pour représenter les perspectives locales, nationales et régionales dans des conversations et activités plus larges menées par les jeunes et les étudiants de la CME.

Encadré 5 : Consulter des groupes dirigés par des jeunes et des étudiants dans les efforts de reprise post- COVID-19

Les jeunes ont été particulièrement actifs dans les efforts de reprise suite à la pandémie et de construction du mouvement de la CME. En juillet 2021, la CME a collaboré avec 15 organisations de jeunes et d'étudiants au sein du mouvement de la CME afin de s'engager dans des activités de recherche, d'activisme, de plaidoyer et de renforcement des capacités, et d'augmenter les possibilités de solutions délibérées et authentiques dirigées par des jeunes pour les réponses de reprise post-COVID-19.

Grâce à cette initiative, la CME a établi pour la première fois des bourses de recherche pour la participation des jeunes, qui ont facilité la recherche menée par des jeunes et des étudiants sur les stratégies de réponse à la crise de la COVID-19, impliquant la recherche participative, le renforcement des capacités, l'influence sur les politiques, le lobbying, la formation au leadership politique et les initiatives pilotes. Les 15 organisations de jeunes et d'étudiants participantes ont produit une recherche spécifique au contexte sur l'impact de la COVID-19 sur l'éducation dans leurs pays respectifs. Les résultats de cette recherche ont été basés par les opinions des jeunes et des étudiants et ont contribué au rapport global : « Setting Spaces for Youth and Student-led Advocacy ». Suite à ces initiatives, le Caucus mondial des étudiants et des jeunes, qui s'est tenu en Tanzanie en mars 2022, a représenté un moment charnière pour le mouvement des jeunes de la CME, en consolidant les structures représentatives des jeunes et des étudiants et en ouvrant la voie à une plus grande implication dans la CME.

Termes de références YAG, avril 2022

<https://campaignforeducation.org/en/press-centre/setting-spaces-for-youth-and-student-led-advocacy>
<https://campaignforeducation.org/en/resources/gce-reports/gce-global-youth-student-caucus-2022-report>

4.2 Progrès au niveau mondial vers les objectifs stratégiques de la CME

Pour atteindre les quatre objectifs stratégiques définis dans la stratégie 2019-2022, les activités du secrétariat de la CME se sont concentrées sur les activités visant à soutenir les membres de la CME et à influencer l'élaboration des politiques mondiales, notamment :

Recherche

Plaidoyer politique

Campagne

Échange de connaissances et apprentissage



Principales réalisations du secrétariat de la CME (source : GCE, juillet 2022)

La CME a organisé 6 campagnes mondiales sur le financement de l'éducation et l'éducation en situations d'urgence au cours de cette période stratégique, atteignant un public de plus de

43000

sur Facebook

300000

Sur Twitter

75 000

on GCE's website.

4%

sur Facebook

5.27%

Sur Twitter

466%

Sur LinkedIn

484%

Sur Instagram



12

Rapports de recherches

267

pour 267 parties prenantes de l'éducation, y compris les coalitions d'OSC du mouvement de la CME, les représentants des gouvernements et les partenaires de l'éducation.

75000

Visites du site de la CME pendant cette période, un point de référence pour le public pour tout ce qui touche à l'éducation

La CME était représentée et a participé dans **148** dialogues politiques mondiaux et a organisé **41** forums politiques. **84** déclarations politiques, recommandations et positions politiques ont été produites.



35

échanges de connaissances et d'apprentissage ont été organisés au cours de cette période et ont atteint un public de plus de 900 participants lors des sessions enregistrées.

Recherche

La campagne mondiale et les efforts de plaidoyer de la CME sont étayés et basés sur des recherches orientées vers les politiques, et à ce titre, la recherche a été un mécanisme clé pour la réalisation du plan stratégique au cours de la période. Le secrétariat de la CME a coordonné et mis en œuvre 12 études de recherche au cours de la période, qui ont permis de collecter et de présenter des informations sur les besoins et les défis auxquels sont confrontés les systèmes d'éducation publique, et de proposer des solutions fondées sur des preuves. Les résultats de la recherche renforcent les recommandations politiques proposées dans le cadre des actions et campagnes de plaidoyer de la CME, fournissant des preuves crédibles pour influencer la planification, la mise en œuvre et le suivi des politiques d'éducation formelle et informelle.

Au fil des ans, la CME a développé une capacité reconnue de travail de recherche en collaboration avec ses membres et partenaires, en élaborant une série de documents et de rapports de recherche conformes aux domaines stratégiques de la CME et aux différents contextes des coalitions nationales et régionales. Quelques exemples spécifiques d'activités de recherche menées au cours de la période stratégique sont présentés dans les encadrés 8 et 9.

Encadré 6: Recherche sur l'allègement de la dette et l'éducation

Cette recherche menée par la CME, avec le soutien de l'Open Society Foundations (OSF) et d'ActionAid International (AAI), visait à explorer les facteurs clés qui influencent la relation entre l'allègement de la dette et l'augmentation du financement national de l'éducation. Elle comprenait un document de référence, une analyse comparative de sept études de cas nationales (Népal, Liban, El Salvador, Géorgie, Mongolie, Zambie et Gambie), la fourniture de documents de synthèse et des campagnes correspondantes. La recherche visait à combler une lacune dans les preuves empiriques explorant la corrélation entre l'allègement de la dette et le financement de l'éducation, en soulignant les dynamiques complexes en jeu, et en remettant en question l'hypothèse selon laquelle un moindre paiement de la dette se traduit par davantage de ressources pour l'éducation. L'étude a été publiée sous la devise « L'éducation, pas la dette! Financer l'éducation par la réduction de la dette. Des hypothèses aux spécificités ».

La CME a développé et récemment publié une boîte à outils inspirée de cette recherche « Les mécanismes d'allègement de la dette peuvent-ils augmenter le financement de l'éducation nationale? ». Cette boîte à outils fournit aux membres de la CME des directives détaillées sur l'élaboration de politiques et de travaux de plaidoyer visant à augmenter les budgets de l'éducation nationale par le biais de mécanismes d'allègement de la dette.



GCE. (2021a). Global Launch! Research on Debt and Education Financing: <https://campaignforeducation.org/en/as-it-happens/education-tv/global-launch-research-on-debt-and-education-financings> (Accessed: August 2022).
<https://campaignforeducation.org/en/press-centre/can-debt-alleviation-mechanisms-increase-national-education-financing>

Encadré 7 : Observatoire du financement de l'éducation

Cette initiative de recherche de la CME lancée début 2021 a pour objectif de fournir une plateforme multipartite qui soutient le mouvement de la CME en générant des preuves et en guidant stratégiquement l'utilisation des preuves et des connaissances pour influencer les politiques et le plaidoyer sur le financement de l'éducation. L'objectif principal de l'OFE est atteint par le biais de trois processus interdépendants, notamment : (i) le contrôle et le suivi des données ; (ii) l'analyse des données et des informations sur le financement de l'éducation par l'échange de connaissances ; et (iii) le plaidoyer et les rapports.

(iii) le plaidoyer et les rapports.

En août 2012, les membres de la CME ont été invités à participer à une série de consultations régionales, qui ont permis de recueillir des commentaires sur l'approche proposée et de définir les questions de recherche et les domaines d'intérêt thématiques. Suite aux consultations régionales, le secrétariat de la CME a consulté les secrétariats régionaux et les coalitions nationales d'Afrique, d'Asie et du Pacifique, d'Amérique latine et des Caraïbes et des régions arabes, qui ont fourni des informations détaillées sur les différentes structures de financement de l'éducation, de suivi budgétaire et d'observation, qui varient entre les plateformes en ligne, les forums et les groupes de travail. Une phase pilote, impliquant un pays par région, a été mise en œuvre pour tester les processus de l'observatoire, y compris : (i) le suivi et le contrôle des données sur le financement de l'éducation (ii) l'analyse des données sur le financement de l'éducation (et l'échange de connaissances) et (iii) la production de rapports spécifiques au pays et d'actions de plaidoyer.

La base de données numérique de l'OFE a été personnalisée par la CME afin de fournir aux coalitions une plateforme pour suivre et observer les tendances du financement de l'éducation dans différents pays. La base de données numériques est construite sur la plateforme Salesforce de la CME pour rassembler les données basées sur les indicateurs du cadre des 4S décrits dans le protocole de recherche de l'OFE pour surveiller et suivre les budgets des budgets publics nationaux des pays, les ressources provenant de l'aide internationale et de la coopération au développement et les ressources allouées par les mécanismes d'allègement de la dette. Afin d'analyser la répartition des ressources des pays provenant de ces trois sources (budgets publics nationaux et de l'éducation, aide internationale et mécanismes d'allègement de la dette), le formulaire numérique permet de financer la saisie de données sur la part des budgets nationaux que les gouvernements investissent dans l'éducation ; la taille des budgets ; la sensibilité de l'investissement public dans l'éducation en tenant compte des critères d'équité et d'inclusion ; et l'examen des budgets de l'éducation.

Plaidoyer politique

L'un des rôles principaux du mouvement de la CME est de s'engager dans le plaidoyer politique afin de promouvoir et de défendre le droit humain à l'éducation pour tous, d'influencer la politique et la pratique de l'éducation, d'éclairer les discussions et les débats autour des questions essentielles au sein des systèmes d'éducation publique, et d'influencer les processus décisionnels aux niveaux local, régional et international. Pour y parvenir efficacement, le secrétariat de la CME doit s'assurer qu'il y a une consultation, un retour d'information et une discussion continus et délibérés avec les membres, afin de présenter des positions et des recommandations politiques unifiées et réactives dans les espaces politiques clés de la CME et les moments de plaidoyer qui sont pertinents pour les divers contextes politiques de ses membres.

Le rôle stratégique de la CME est de s'assurer que les voix des organisations de la société civile locales et nationales sont entendues dans les espaces politiques régionaux et internationaux. La CME est représentée et facilite activement la participation de ses membres dans douze espaces mondiaux clés où le droit à l'éducation et le suivi de la mise en œuvre de l'ODD 4 sont les principaux sujets de discussion (voir encadré 9).

6

campagnes mondiales
sur le financement de
l'éducation

Encadré 8 : Coordination par la CME de 13 espaces mondiaux de plaidoyer

Groupe de coordination de la CCONG : La CCNGO est le mécanisme formel et institutionnalisé de l'UNESCO pour la participation des OSC au programme Éducation 2030. La CME a été élue avec un siège au sein de son groupe de coordination par les organisations internationales de la CCONG de l'UNESCO lors de la 10e réunion mondiale en décembre 2021. La CME est représentée par M. Refat Sabbah, président de la CME jusqu'en décembre 2023. Les autres membres élus de la CME sont : CLADE (Nelsy Lizarazo), ASPBAE (Helen Dabu), ANCEFA (Solange AKPO), ACEA (Fatouh Mahmoud Younes) et OMEP (Mercedes Mayol Lassille)

Comité de pilotage de haut niveau : L'UNESCO convoque un Comité directeur ODD-Education 2030 (Comité directeur de haut niveau) multipartite pour coordonner les efforts mondiaux en matière d'éducation au sein de l'architecture plus large de l'Agenda 2030 pour le développement durable. Le mandat du comité est de soutenir les États membres et les partenaires pour atteindre l'ODD4 et d'autres cibles liées à l'éducation dans l'ensemble des ODD. Le Mécanisme mondial de coordination (officiellement connu sous le nom de Comité directeur de haut niveau) a attribué deux sièges à la société civile, qui sont occupés par les représentants de la CME, Refat Sabbah (président de la CME) et Helen Dabu (secrétaire générale de l'ASPBAE).

Le Groupe des parties prenantes de l'éducation et du monde universitaire : L'EASG est l'un des grands groupes et autres parties prenantes (MGoS) faisant partie intégrante de l'élaboration, de l'adoption, de l'examen de la mise en œuvre de l'Agenda 2030 pour le développement durable. L'EASG a été créé en 2016 par quatre partenaires organisateurs, à savoir la CME, l'Internationale de l'éducation, le Conseil international d'éducation des adultes (CIEA) et l'Union européenne des étudiants (ESU). Il y a deux points focaux (Vernor Munoz de la CME et Katarina Popovic du CIEA). Le travail de l'EASG comprend l'élaboration de rapports et la garantie d'une participation et d'intenses consultations des membres de la CME lors des réunions du Forum politique de haut niveau (FPHN)

Partenariat mondial pour l'éducation : Le GPE est très influent dans le soutien qu'il apporte aux gouvernements pour transformer les systèmes éducatifs et fournit un espace politique et de plaidoyer crucial pour la CME sur les questions relatives au financement de l'éducation. Les membres de la CME occupent les sièges des organisations de la société civile (OSC) 1, 2 et 3, ainsi que des comités stratégiques. La CME est représentée comme suit : OSC1 par Kira Boe (Oxfam IBIS) et Yona Nestel (Plan International) ; OSC2 : Solange Akpo (ANCEFA) et Abeer Tamimi (ACEA), OSC3 : Haldis Holst et Dennis Sinyolo (tous deux de l'Internationale de l'Éducation). Les questions politiques et organisationnelles du GPE sont examinées dans le cadre des débats du conseil d'administration et des membres de la CME. Le secrétariat de la CME est chargé de coordonner les débats et consultations politiques pour le mouvement de la CME et supervise les élections des représentants des OSC (OSC1 et 2) pour les sièges du conseil d'administration du GPE.

Conseil consultatif du Rapport mondial de suivi sur l'éducation de l'UNESCO : Le GEMR a un impact significatif sur le cadrage des débats sur l'éducation, et le Conseil consultatif est un espace important du suivi de l'ODD4. La CME dispose d'un siège au Conseil consultatif, normalement occupé par le président de la CME, actuellement délégué à Nafisa Baboo (Light for the World).

Le groupe de travail sur le plaidoyer du Réseau inter-agences pour l'éducation en situations d'urgence (INEE) : L'INEE est un réseau mondial ouvert de membres qui travaillent ensemble pour s'assurer que toutes les personnes réalisent le droit à une éducation de qualité et sûre dans les situations d'urgence et de rétablissement post-crise. La CME s'engage avec l'INEE sur le travail d'éducation en situation d'urgence, y compris la campagne EIE lancée en mars 2022. La CME est représentée par Elsy Wakil (Réseau arabe d'éducation populaire) et Luis Edwardo Murcia (CME).



Conseil d'administration d'Education Cannot Wait (ECW) : Il y a quatre sièges d'OSC au Conseil d'administration du programme ECW, qui sont actuellement occupés par deux organisations internationales (Plan International et Save the Children), un réseau régional (ACEA) et un acteur non étatique local ou national (Somalia Coalition for Education for All) pour un mandat de deux ans, renouvelable une fois. Les représentants de la CME sont Emma Wagner (Save the Children), Yona Nestel (Plan), Refat Sabbah (ACEA) et Adam Hussein (Coalition somalienne).

Groupe de coopération technique sur les indicateurs de l'ODD4 : Le groupe de coopération technique sert de plateforme pour discuter et développer les indicateurs utilisés pour le suivi des objectifs E2030 de manière « ouverte, inclusive et transparente ». Le représentant des OSC est désigné parmi les membres du Groupe de coordination de la CCONG. Solange Akpo (ANCEFA) est la représentante des OSC. Les représentants de la CCONG au sein du Groupe de Coordination technique sont encouragés à effectuer une rotation.

Groupe de travail international sur les enseignants pour l'éducation 2030 : La mission de ce groupe de travail est de faire progresser les enseignants et la qualité de l'enseignement en mobilisant les gouvernements et les autres parties prenantes, en agissant comme un catalyseur des efforts mondiaux, régionaux et nationaux par le biais du plaidoyer, de la création et du partage des connaissances et du soutien et de l'engagement des pays. La CME faisait auparavant partie du comité de pilotage, représentant conjointement la société civile avec l'Organisation des services volontaires (VSO). Actuellement, la CME n'apparaît pas sur la liste des membres du comité directeur du groupe de travail, mais l'Internationale de l'Education dispose d'un siège permanent. Les deux organisations internationales qui intègrent formellement le Comité de pilotage sont VSO International et VVOB - Education for Development. L'Internationale de l'Education, l'UNESCO et le GPE ont également des sièges permanents au sein du Comité de pilotage.

Consortium sur la privatisation de l'éducation et les droits de l'homme : Le Consortium sur la privatisation de l'éducation et les droits de l'homme est une alliance qui travaille sur la privatisation de l'éducation et ses implications pour le droit à l'éducation. Actuellement, il n'y a pas de représentation au conseil d'administration, mais le secrétariat et les coalitions régionales consultent régulièrement le Consortium.

Global Coalition to Protect Education Under Attack (GCPEA): La GCPEA est une coalition inter-agences unique en son genre, formée en 2010 pour répondre au problème des attaques ciblées contre l'éducation pendant les conflits armés. La CME ne fait pas officiellement partie du comité directeur de la GCPEA, mais les membres du groupe des ONGI, dont Plan International et Save the Children, font partie du comité directeur. La CME a renforcé sa collaboration avec la GCPEA au cours de cette période stratégique sur les initiatives d'apprentissage de l'ESU, et la coalition est une alliance stratégique de plaidoyer pour le travail continu de la CME sur l'éducation dans les situations d'urgence.

Initiative des Nations Unies pour l'éducation des filles (UNGEI): L'UNGEI est un partenariat mondial hébergé par l'UNICEF, uni par un engagement commun à faire progresser l'égalité de genre dans et par l'éducation. Elle fournit une plateforme pour un plaidoyer coordonné et une action collective afin d'éliminer les obstacles à l'éducation, de combler le fossé entre les filles et les garçons et de promouvoir l'éducation pour toutes les filles, partout dans le monde. La CME est l'une des organisations de la société civile qui font partie du Comité consultatif mondial de l'UNGEI, composé de plus de 30 organisations multilatérales, non gouvernementales et de la société civile, ainsi que de départements gouvernementaux, d'institutions universitaires et de réseaux dirigés par des jeunes. Le travail de la CME auprès de l'UNGEI au cours de cette période stratégique était centré sur le déploiement de la stratégie de genre et sur le travail de la participation des jeunes et des étudiants.



Entre 2019 et 2022, le secrétariat de la CME et ses membres ont préparé près de 80 déclarations politiques, documents de position, notes d'orientation et documents de recommandations. Ceux-ci sont disponibles publiquement sur le site web de la CME afin de garantir que les points de vue de la CME en tant que collectif sont clairement présentés et de mobiliser l'action politique, la solidarité et les solutions partagées pour la réalisation du droit à l'éducation pour tous. Pendant cette période, les membres de la CME ont participé à plus de 140 événements de dialogue politique et de plaider pour représenter la société civile et permettre les débats sur la politique et les pratiques éducatives aux niveaux national, régional et mondial. Le Secrétariat a organisé et dirigé plus de 40 espaces de dialogue politique, offrant aux membres de la CME une plateforme pour transmettre les messages de plaidoyer des niveaux national et régional au niveau mondial, y compris les dialogues menés par les jeunes et les étudiants. Quelques exemples spécifiques d'activités de plaidoyer politique menées pendant la période de la stratégie sont fournis dans les encadrés 10 et 11.

Encadré 9 : Influencer les processus et la prise de décision de la Consultation collective des ONG sur l'éducation 2030 (CCONG-ED 2030) de l'UNESCO

La CCONG-ED 2030 est le mécanisme clé de l'UNESCO pour le dialogue, la réflexion et les partenariats avec les ONG pour la mise en œuvre de l'ODD 4-ED 2030. Elle reconnaît les ONG comme des partenaires clés dans le programme ODD4-ED 2030 et comme une source d'innovation et de connaissances, en particulier pour atteindre les personnes marginalisées, en facilitant la participation des ONG et en fournissant une plateforme pour leur expression collective, leur collaboration et leur apprentissage partagé sur les initiatives liées à l'ODD4, y compris les réunions et les mécanismes, tels que les structures de coordination ED2030 régionales et mondiales. La CME a fait partie du groupe de coordination de la CCONG, avec ses coalitions régionales ASPBAE, CLADE, ANCEFA et ACEA représentant les OSC membres de leurs régions respectives. La CCONG est importante dans la mesure où elle constitue le mécanisme formel et institutionnalisé de l'UNESCO pour la participation des OSC. Le rôle principal du secrétariat de la CME est de soutenir les représentants de la CCONG de la CME, notamment en sollicitant les contributions et les commentaires des membres de la CCONG sur diverses questions sur lesquelles l'UNESCO travaille dans le cadre de l'Agenda 2030 pour l'éducation.

Lors de la 10^e réunion mondiale de la CCONG en décembre 2021, la CME a été élue par les organisations internationales de la CCONG pour un siège dans son Groupe de coordination (GC). L'objectif et le mandat du Groupe de coordination sont de faciliter la coordination du travail de la CCONG-ED 2030, ainsi que la communication et la coopération avec le Secrétariat de l'UNESCO. Le président du Mouvement de la CME, M. Refat Sabbah, a été élu avec un mandat qui durera jusqu'aux prochaines élections de la CCONG en décembre 2023. Les autres membres de la CME au niveau régional qui ont été élus au Groupe de coordination de la CCONG sont Nelsy Lizarazo du CLADE, Helen Dabu de l'ASPBAE, Solange Akpo de l'ANCEFA, Fatouh Mahmoud Younes de l'ACEA et Mercedes Mayol Lassille de l'OMEP.



Encadré 10 : Influencer les débats sur la politique de l'éducation au sein du groupe de coordination des parties prenantes du Forum politique de haut niveau 2021 sur l'éducation et le monde universitaire

L'Agenda 2030 et l'Assemblée générale des Nations unies ont établi des modalités pour que les MGoS fassent participer de multiples parties prenantes au HLPF. Les MGoS sont essentiels à la réussite de la mise en œuvre, du suivi et de l'examen de l'Agenda 2030. L'EASG est un des MGoS. En tant qu'organisation co-fondatrice de l'EASG, la CME coordonne les contributions de ses membres et d'autres organisations de la société civile basées sur les droits de l'homme ainsi que des organisations et réseaux universitaires qui travaillent sur le droit à l'éducation au FPHN. Une partie du travail pour l'EASG consiste à faire des rapports et à s'assurer qu'il y a une participation et un engagement des membres de la CME pendant les réunions du FPHN. La CME a soutenu le travail de communication entre les membres du FPHN, et le Secrétariat a récemment réorganisé le site web de l'EASG dans le cadre de son mandat de communication.

La CME a continué à consulter et à faciliter la participation de ses membres en compilant et en diffusant des informations concernant les procédures clés auxquelles les membres de la CME devraient participer et exprimer leurs points de vue en tant que société civile sur les réalités de l'éducation dans leurs pays par rapport aux cibles de l'ODD4. Pour le FPHN 2021, le rôle de la CME a été à nouveau crucial pour coordonner la consolidation et la présentation des positions de l'EASG basées sur les réflexions des différentes parties prenantes de ce groupe, y compris les membres du mouvement de la CME, en recherchant, rédigeant et développant un document de base sur le thème de l'agenda du FPHN. L'EASG a soumis un document sectoriel pour réfléchir à la perturbation des systèmes éducatifs mondiaux due à la COVID-19 et à la nécessité d'un financement plus important pour une reprise durable après la pandémie. Le document sectoriel de l'EASG, qui expose les points de vue et les positions de la société civile, a été remis au Secrétariat du FPHN, envoyé aux États membres de l'ONU en tant que document officiel de l'ONU, et fait partie intégrante des documents de référence envoyés à tous les délégués pour les sessions 2021 du FPHN.

Campagnes

Au cours de la période stratégique, le Secrétariat de la CME a coordonné et réalisé six campagnes mondiales, chacune atteignant un niveau élevé de portée sur les réseaux sociaux. Les campagnes se sont concentrées sur les quatre objectifs stratégiques, mais ont mis un accent particulier sur le financement de l'éducation et l'éducation en situations d'urgence, en réponse à la réorientation des priorités budgétaires des gouvernements pendant la pandémie de COVID-19. Le Secrétariat a soutenu les coalitions nationales et régionales afin de mobiliser la société civile et de rétablir l'éducation comme une priorité, notamment à la suite des fermetures d'écoles dans le monde. Les campagnes mondiales permettent aux membres de la CME de s'exprimer d'une seule voix sur les questions prioritaires de l'éducation et de faire pression sur les gouvernements pour qu'ils réagissent en conséquence. Les encadrés 11 et 12 fournissent deux exemples clés de campagnes menées au cours de cette période.



Encadré 11 : Semaine mondiale d'action pour l'éducation (SMAE) 2021 : Mobiliser les OSC pour un meilleur financement

La campagne de la SMAE est un événement clé dans le calendrier de la CME, offrant aux coalitions et organisations de la société civile pour l'éducation l'occasion de demander publiquement à leur gouvernement d'agir en faveur du droit à l'éducation, et de faire un effort ciblé pour obtenir des changements sur le terrain. Le thème du financement de l'éducation choisi pour la SMAE 2021 exige une amélioration et une augmentation du financement de l'éducation, reflétant le défi de plus en plus urgent d'une budgétisation insuffisante et inefficace dans le secteur.

La SMAE 2021 a été organisée par les membres et les partenaires de la CME en Afrique, en Asie, en Amérique latine et dans la région arabe. Il s'agit d'un espace de plaidoyer de haute intensité et à plusieurs niveaux, dans lequel les organisations de la société civile de différentes régions ont exigé des actions concrètes pour mettre fin à la privatisation de l'éducation et à l'endettement des États fragiles, ainsi que pour atteindre les objectifs nécessaires pour garantir de manière prévisible les fonds dont les systèmes d'éducation publique ont besoin, notamment l'augmentation progressive du budget national pour l'éducation de la petite enfance, l'éducation de base, l'éducation des jeunes et des adultes et l'enseignement supérieur. La SMAE 2021 a identifié un ensemble de demandes claires pour les États-nations et la communauté internationale, qui ont été alignées sur la campagne « One Billion Voices ».

Le Secrétariat mondial a aidé les membres de la CME à mettre en œuvre la campagne en leur fournissant un dossier de campagne détaillé, comprenant une déclaration de politique générale, un communiqué de presse, des informations sur les événements régionaux et mondiaux, des boîtes à outils pour les réseaux sociaux, des messages clés et des éléments graphiques. Bien que le soutien à la coordination soit fourni au niveau mondial, les membres de la CME dans les différentes régions sont activement engagés dans le développement de la campagne, et ont la propriété et le contrôle du contenu, des messages, des recommandations politiques et des demandes lors des journées de campagne régionales.

Encadré 12 : Campagne sur l'éducation en situations d'urgence : #ProtectEiENow

En mars 2022, la CME a lancé la campagne #ProtectEiENow12 pour exiger une amélioration du financement national pour une éducation de qualité transformatrice, inclusive et équitable dans les contextes d'urgence.

Les messages de la campagne soulignaient l'impact des conflits, du changement climatique, des catastrophes, des urgences de santé publique et des déplacements forcés sur le droit à l'éducation, des millions d'enfants et de jeunes en âge d'être scolarisés vivant dans des pays touchés par des crises étant actuellement non scolarisés. Pour les plus marginalisés, les apprenants handicapés, les filles et les personnes issues de ménages à faibles revenus, entre autres, l'impact est bien plus important. Malgré cette situation désastreuse, l'éducation reste l'un des domaines les plus sous-financés de l'aide humanitaire, ne recevant que 2,4 % du financement humanitaire mondial total. Une génération d'enfants et de jeunes vivant dans des situations d'urgence est privée non seulement de son droit fondamental à une éducation de qualité, mais aussi de la protection que l'éducation apporte dans ces contextes. Dans les situations d'urgence, l'éducation peut être le seul espace sûr.

Les membres de la CME ont collaboré à l'élaboration d'un appel à l'action politique pour la campagne, établissant un ensemble clair de recommandations à mettre en œuvre par les gouvernements. La campagne a touché plus de 75 000 personnes sur les plateformes de réseaux sociaux.



<https://campaignforeducation.org/en/take-action/take-part-in-gawe/global-action-week-for-education-2021>
<https://campaignforeducation.org/en/take-action/respond-to-education-in-emergencies>

Échanges de connaissances et apprentissage

Afin d'amplifier l'impact et de renforcer la capacité du mouvement de la CME, l'échange de connaissances et d'apprentissages constitue un mécanisme important pour connecter les membres à travers les régions et les domaines de travail, en facilitant les discussions et les collaborations dans les domaines d'intérêt clés, et en apprenant des expériences des autres membres de la CME. Cette approche a mis l'accent sur l'utilisation des connaissances et expériences existantes et nouvelles pour améliorer et réaliser efficacement le travail de la CME et obtenir de meilleurs résultats. La production et le partage des leçons tirées des approches de la planification et de la réalisation du plaidoyer et des campagnes étaient nécessaires pour développer de nouvelles tactiques de plaidoyer innovantes.

Au cours de la période de la stratégie, le Secrétariat a mis en œuvre un large éventail de nouvelles initiatives innovantes pour transformer la CME en un mouvement orienté vers l'apprentissage. Il s'agit notamment de la création et du lancement du nouveau centre d'apprentissage et de la méthodologie des communautés d'apprentissage, de deux examens et évaluations (évaluation du FSCE en 2019 et examen à mi-parcours du plan stratégique en 2020), d'événements de partage des connaissances et de dix-sept webinaires au sein des communautés d'apprentissage sur l'éducation en situation d'urgence et le financement de l'éducation. En outre, le Secrétariat de la CME a renforcé la capacité des membres de la CME sur les domaines thématiques et techniques pour une consultation efficace et pour influencer les changements de politique dans les différents espaces de plaidoyer occupés. Cela a été réalisé par le déploiement de la plateforme d'apprentissage en ligne avec deux cours en ligne sur le financement de l'éducation et le plaidoyer, par le biais de huit ateliers et dix événements de formation technique pour l'adoption effective des systèmes de la CME. Ces initiatives ont fait partie intégrante du déploiement de la stratégie d'échange de connaissances et d'apprentissage (KEL) de la CME en 2021 (encadré 12), élaborée pour guider les initiatives d'apprentissage de la CME en vue de renforcer le mouvement.

Le Secrétariat a mis en place un large éventail de nouvelles initiatives pour faire de la CME un mouvement orienté vers l'apprentissage

Encadré 13 : Développer la stratégie KEL de la CME

Depuis l'apparition de la COVID-19 en 2020, les membres de la CME dans plus de 90 pays ont été confrontés à ses effets dévastateurs sur l'éducation. L'évolution du contexte extérieur a encouragé la CME à renforcer la culture de la documentation et du partage des connaissances et des preuves afin de tirer parti et de s'appuyer sur les approches réussies des membres et des partenaires pour influencer les changements de politique en faveur du droit à une éducation de qualité pour tous. Les premières mesures prises en 2021 ont porté sur l'établissement de processus d'échange de connaissances et d'apprentissage, y compris une stratégie opérationnelle. La CME a développé la stratégie d'échange de connaissances et d'apprentissage (KEL) en consultation avec ses membres pour guider les initiatives d'apprentissage du mouvement. Cette stratégie définit les objectifs de la CME en matière d'échange de connaissances et d'apprentissage, les piliers de l'apprentissage, ainsi que les initiatives et les programmes d'apprentissage.

L'élaboration de la stratégie d'échange de connaissances et d'apprentissage a été guidée par la nécessité de structurer les systèmes et les pratiques d'échange de connaissances en fonction des succès et des défis rencontrés dans la promotion d'une culture d'apprentissage au sein du mouvement. Cette approche de l'échange des connaissances et de l'apprentissage est basée sur le fait que les membres et les partenaires de la CME possèdent une richesse de connaissances et d'expériences qui devraient alimenter l'apprentissage à l'échelle du mouvement. Alors que la mise en œuvre de la stratégie KEL a été lancée en 2021, les plans KEL de la CME pour 2022 étaient entièrement centrés le soutien des membres pour contribuer et participer dans les initiatives d'apprentissage partagé de la CME. Le Secrétariat de la CME soutient et coordonne les contributions de ses membres et partenaires afin d'accroître l'impact collectif de la CME en exploitant les connaissances de ses membres et partenaires, en documentant les meilleures pratiques et les approches réussies, et en soutenant la reproduction d'approches réussies et fondées sur des preuves pour influencer les changements de politique éducative et la mise en œuvre à tous les niveaux. La mise en œuvre réussie de la stratégie KEL sera réalisée par le biais de plans annuels et conduit pleinement la participation des membres et partenaires de la CME dans les processus d'apprentissage de la CME. Lors des consultations des membres sur la stratégie KEL, les membres de la CME ont partagé leur engagement à travailler en collaboration avec le Secrétariat de la CME pour mettre en œuvre la stratégie KEL du mouvement.

4.3 Réalisations régionales

Aperçus régionaux de l'enquête en ligne

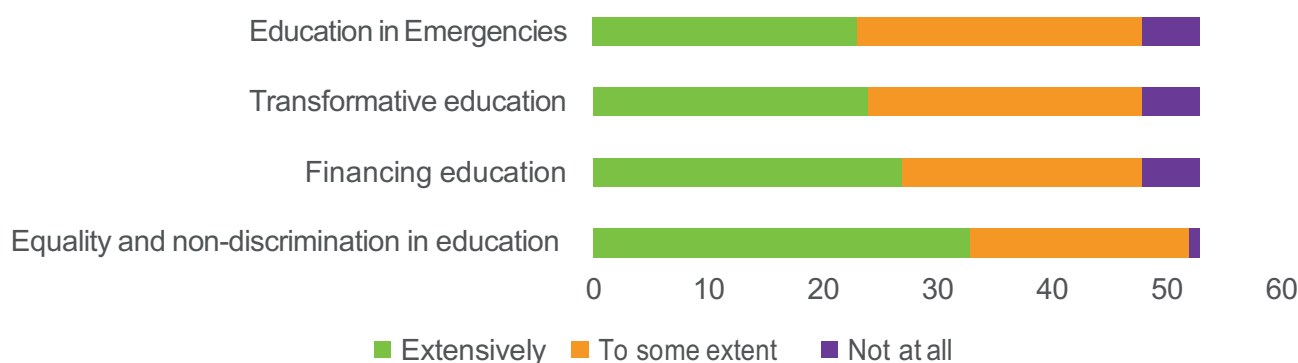
Au total, 53 réponses complètes ont été obtenues à partir de l'enquête en ligne distribuée aux membres de la CME, soit un taux de réponse de 39 % au total. Des réponses ont été reçues de la part des cinq régions de la CME, dont 16 sur 35 (46 pour cent) des coalitions africaines, huit sur 18 (44 pour cent) des coalitions APAC, 11 sur 20 (55 pour cent) des coalitions d'Europe et d'Amérique du Nord, 14 sur 15 (93 pour cent) des coalitions ALC, et quatre sur 13 (31 pour cent) des coalitions du Moyen-Orient.

L'enquête en ligne a démontré que les membres de la CME considèrent que leur travail est aligné sur les quatre domaines stratégiques fixés et adoptés par les membres de la CME lors de la 6e Assemblée mondiale en novembre 2018. Seule une coalition a déclaré qu'elle ne travaillait dans aucun des domaines stratégiques, tandis que les autres ont indiqué

deux ou plusieurs domaines stratégiques. De même, la majorité des participants à l'enquête ont estimé avoir eu un impact « important » ou « partiel » dans les quatre domaines stratégiques.

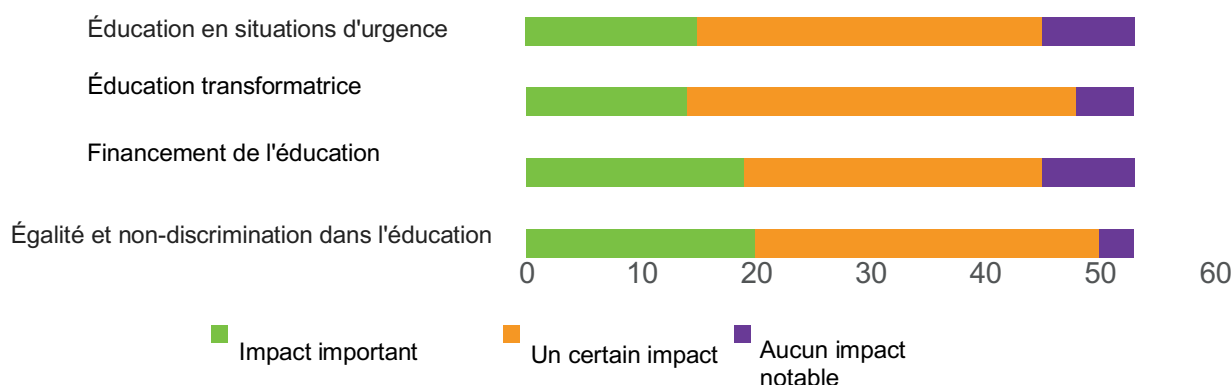
La plupart des personnes interrogées ont déclaré travailler le plus souvent dans le domaine stratégique de l'égalité et de la non-discrimination dans l'éducation, elles ont déclaré avoir travaillé « intensivement » dans ce domaine et d'avoir eu un impact « significatif » sur la progression vers cet objectif par rapport aux trois autres domaines. De même, lorsqu'on leur a demandé de donner un exemple de l'impact le plus significatif obtenu au cours de la période de la stratégie, la majorité des participants (39 sur 53) ont estimé que la réalisation décrite était liée à ce domaine stratégique, et généralement à au moins un autre domaine stratégique. Le financement de l'éducation était le deuxième domaine d'intervention le plus courant sur lequel les participants ont déclaré avoir travaillé « intensivement », mais ils avaient moins tendance à déclarer avoir eu un impact « significatif » dans ce domaine.

Figure 4: Les déclarations sur le travail des membres de la CME dans les domaines stratégiques de la CME.



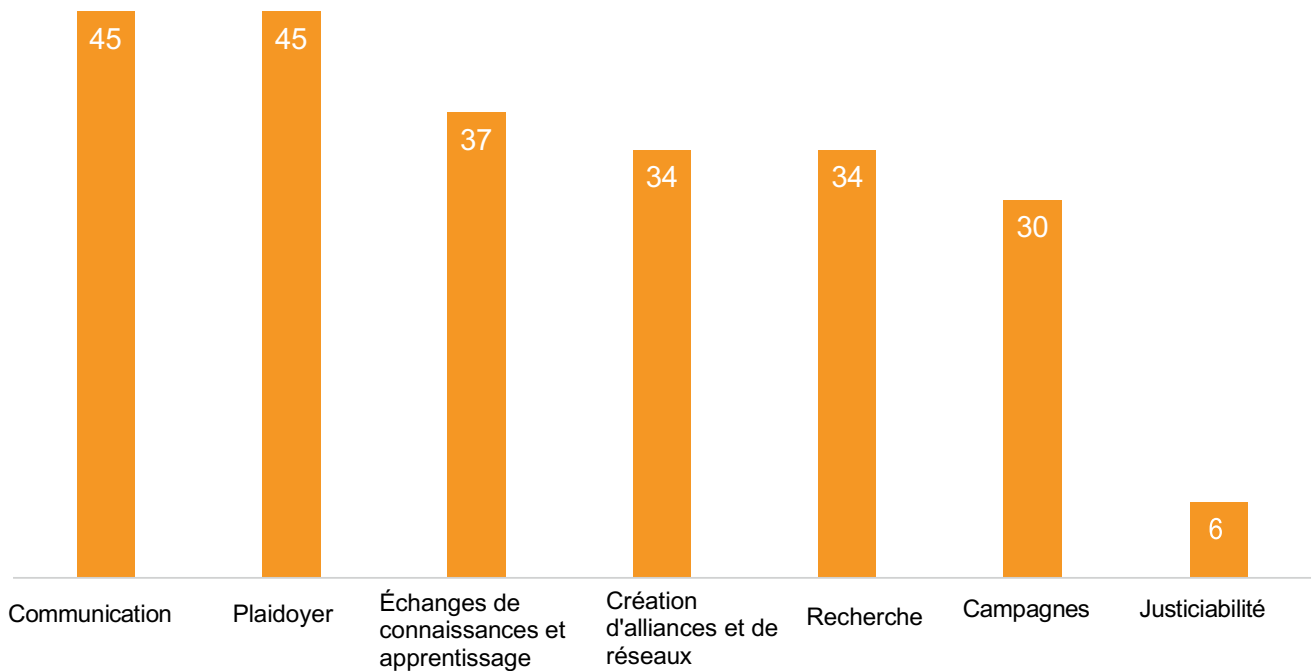
Source : Enquête sur le rapport d'impact de la CME réalisée en juillet 2022.

Figure 5: Organisations qui estiment avoir eu un « impact significatif » sur les domaines stratégiques de la CME au cours de la période 2019-2022.



Source: Enquête sur le rapport d'impact de la CME réalisée en juillet 2022.

Figure 6: Mécanismes utilisés par les organisations membres de la CME pour atteindre un résultat.



Par rapport aux autres domaines d'intervention, les personnes interrogées avaient tendance à déclarer ne pas avoir d'impact dans les domaines du financement de l'éducation et de l'éducation en situations d'urgence.

Interrogés sur les mécanismes utilisés par les membres de la CME pour obtenir les résultats les plus significatifs au cours de la période de la stratégie, les participants ont le plus souvent cité le « plaidoyer » et la « communication » (45 sur 53), suivis de l'« échange de connaissances » (37 sur 53). Toutes les personnes interrogées ont utilisé plusieurs instruments pour atteindre leurs objectifs, bien que la justiciabilité soit le mécanisme le moins souvent invoqué, seuls six membres de la CME ayant souligné qu'il s'agissait d'un mécanisme clé pour atteindre leur réalisation la plus importante au cours de la période (Figure 4).

4.4 Pleins feux sur la région Afrique

Les membres de la CME sont constitués de 35 coalitions régionales et nationales opérant en Afrique subsaharienne, dont 16 membres ont répondu à l'enquête en ligne. Les réponses à l'enquête suggèrent que la plupart des membres de la CME dans la région travaillent « intensivement » dans les domaines de l'égalité et de la non-discrimination et du financement de l'éducation. Sur les quatre domaines stratégiques, ils étaient les moins susceptibles d'identifier leur travail comme relevant du domaine de l'éducation en situations d'urgence.

En grande partie, le travail des coalitions africaines pendant la période de la stratégie a cherché à répondre à l'impact de COVID-19 sur l'éducation, en se concentrant sur le partage des connaissances et les leçons apprises pour aider les gouvernements à reconstruire et repositionner l'éducation en Afrique.

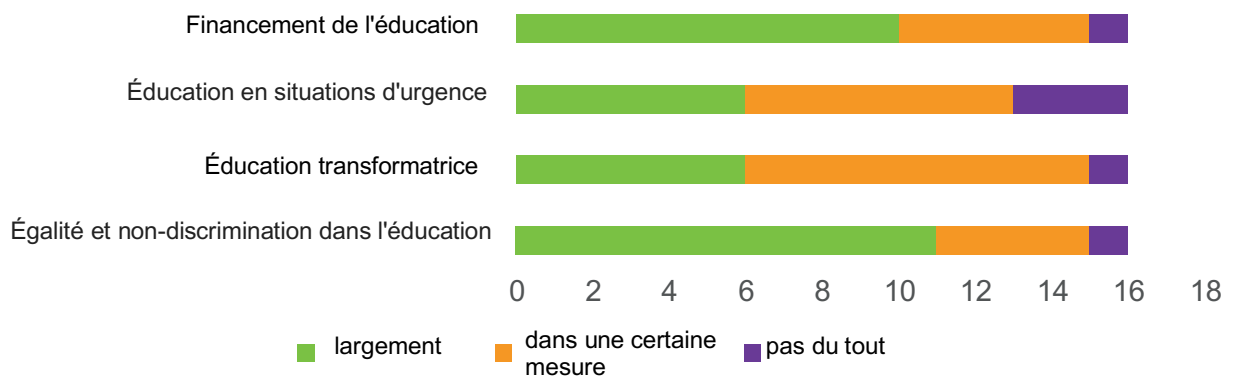
ANCEFA, la coalition régionale pour l'Afrique, s'est engagée dans plusieurs activités et plateformes au niveau régional afin de contribuer

à l'objectif d'égalité et de non-discrimination dans l'éducation en renforçant les capacités des coalitions. La position d'ANCEFA sur des plateformes régionales influentes a permis d'améliorer la visibilité des coalitions africaines, de renforcer leur capacité à plaider pour l'égalité et la non-discrimination dans l'éducation, et de renforcer les opérations internes des coalitions travaillant dans ce domaine. ANCEFA est une organisation de premier plan au sein du comité directeur et du comité consultatif mondial de l'UNGEI et est une OSC partenaire du consortium de l'initiative « Gender at the Centre » (GCI) coordonnée par l'UNGEI, en partenariat avec Plan International et FAWE.

Dans le cadre de l'adhésion au GCI, ANCEFA a co-animé un atelier francophone sur la planification du secteur de l'éducation tenant compte du genre (GRESG) en partenariat avec FAWE. 11 pays étaient représentés, dont de jeunes activistes féministes et des représentants de FAWE, de Plan International, de l'UNICEF, de GIZ et de l'UNGEI. L'atelier de cinq jours a été suivi d'un atelier régional de deux jours afin de renforcer la capacité des participants à participer dans une planification sectorielle sensible au genre, et à travailler en collaboration pour faire pression en faveur d'une programmation plus sensible au genre au sein de leurs propres organisations.

Outre les activités de renforcement des capacités, le GCI a permis à ANCEFA de soutenir des coalitions au Mozambique, au Tchad et en Mauritanie afin d'entreprendre des activités de promotion de l'éducation des filles et de l'égalité de genre pendant la pandémie, y compris une analyse de genre dans le cadre de la Stratégie de préparation, de réponse et de rétablissement en cas d'urgence COVID-19 (2020-2029) et du Plan de réponse COVID-19 ; des campagnes médiatiques telles qu'un débat télévisé sur la réouverture des écoles, afin de promouvoir le droit des filles à l'éducation pendant la pandémie de COVID-19.

Figure 7: La mesure dans laquelle les membres de la CME de la région Afrique déclarent travailler dans les domaines stratégiques de la CME.



Un livret sur les meilleures pratiques pour les initiatives visant à maintenir les filles à l'école dans le contexte de la COVID-19 a aussi été produit. Au Tchad, les membres du consortium ont mené une campagne de sensibilisation à l'éducation des filles pendant la COVID-19 à Ndjamena, et des campagnes radiophoniques en trois langues (français, arabe et sara) qui ont été diffusées sur plusieurs stations de radio.

Au cours des entretiens, les représentants d'ANCEFA se sont penchés sur leur partenariat de recherche avec Humanity and Inclusion International qui a généré des preuves en Afrique occidentale et centrale sur la mesure dans laquelle les enfants handicapés sont inclus dans les processus de planification de l'éducation, et sur la manière de mettre en œuvre des programmes d'éducation inclusive efficaces. Les recherches menées au Niger, au Burkina Faso et au Mali ont renforcé les contributions d'ANCEFA au groupe de partenaires ODD4 de l'UNESCO en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale, éclairant les discussions et permettant à l'UNESCO de travailler avec les gouvernements pendant le processus de planification de l'éducation.

Au niveau de la coalition nationale, lorsqu'on leur a demandé quelles étaient leurs réalisations les plus importantes au cours de la période de la stratégie, plusieurs participants à l'enquête ont fourni des exemples de réalisations dans ce domaine stratégique. Dans le cas du Lesotho, la coalition a fait campagne pour l'adoption d'un projet de loi sur l'intégration des personnes handicapées, qui donne aux personnes handicapées un meilleur accès à l'éducation et oblige les écoles à s'assurer qu'elles sont suffisamment accessibles aux étudiants handicapés. En Somalie, la coalition EFASOM a influencé les décideurs afin d'encourager l'introduction de changements dans les politiques d'éducation de base sur la réintégration scolaire pour permettre aux filles de reprendre leurs études après un mariage précoce. La coalition au Burundi a décrit d'importantes améliorations apportées à ses propres processus, politiques et stratégies internes, notamment la mise en œuvre d'un document sur les procédures de gestion des ressources humaines, qui comprend une politique spécifique sur l'égalité des chances et la mise en œuvre d'une nouvelle politique sur le genre et la diversité.

Education transformatrice

Dans le cadre du domaine stratégique de l'éducation transformatrice, ANCEFA a travaillé en partenariat avec EDUCO pour mener une étude sur l'éducation émancipatrice en Afrique. Le rapport a examiné la conceptualisation de l'éducation émancipatrice, a inclus des expériences pratiques de coalitions au Sénégal et au Rwanda, et a formulé des recommandations pour promouvoir des systèmes éducatifs émancipateurs. Le rapport a été lancé en mai 2021 à Dakar lors d'un atelier auquel ont participé le conseil d'administration d'ANCEFA, le secrétariat de la CME et des coalitions du Burkina Faso, du Sénégal et du Bénin ainsi que des partenaires basés à Dakar. L'atelier a été l'occasion de présenter les conclusions du rapport sur l'éducation émancipatrice, de partager les expériences et d'identifier les possibilités d'interventions en faveur de l'éducation émancipatrice en Afrique.

Au niveau des coalitions nationales, la coalition malgache, CONAMEPT, a indiqué dans l'enquête qu'au cours de la période stratégique, elle a travaillé à influencer la prise en compte et l'opérationnalisation de l'éducation civile et de la bonne citoyenneté dans l'éducation. En Tanzanie, la coalition The Tanzania Education Network (TEN/MET) a facilité les discussions avec une série de parties prenantes impliquées dans le secteur de l'éducation afin de discuter, de remettre en question et de réimaginer une éducation de qualité pour la transformation sociale. Cet exemple est décrit plus en détail ci-dessous:



1re Conférence internationale sur la qualité de l'éducation (IQEC)

Pays: Tanzanie

Organisation: Tanzania Education Network (TEN/MET)

Contexte: Il existe un sentiment d'urgence parmi les acteurs de l'éducation pour identifier de nouvelles voies vers la qualité de l'éducation, le financement et la responsabilité financière publique en Afrique, adaptées au contexte du 21e siècle et aux conséquences de la pandémie de COVID-19. Les environnements d'enseignement et d'apprentissage, la numérisation de l'éducation, l'éducation en situations d'urgence, les modèles de financement et les rôles des parties prenantes, pour n'en citer que quelques-uns, exigent de nouvelles preuves et de nouvelles idées.

Action: C'est pourquoi TEN/MET a entrepris d'offrir aux parties prenantes de l'éducation une occasion de discuter des feuilles de route vers une meilleure qualité de l'éducation. La coalition a organisé la 1re Conférence internationale sur la qualité de l'éducation (IQEC) à Dar es-Salaam en mai 2021, sur le thème « Responsabilité collective pour le financement de l'éducation de qualité - Réimaginer l'éducation de qualité ». Cette conférence coïncidait avec la douzième édition de la Conférence annuelle sur l'éducation de qualité (QEC) de la coalition. Afin de rehausser le statut de la QEC en tant que campagne de plaidoyer, TEN/MET a veillé à ce que la conférence touche suffisamment de participants internationaux, permettant ainsi à plus de 200 participants de toute l'Afrique et d'ailleurs de prendre part à l'événement, en personne ou virtuellement. Les participants venaient de gouvernements, de la société civile, du développement international, d'entreprises, d'universités et d'autres secteurs de l'éducation. Ils ont discuté de thèmes tels que la résilience de l'éducation et la préparation aux crises à la lumière de la pandémie ; le soutien aux filles non scolarisées et aux mères adolescentes ; les rôles de la société civile, des partenaires du développement et du secteur privé dans la responsabilité et la qualité du secteur de l'éducation ; l'éducation inclusive ; l'employabilité des diplômés de l'enseignement supérieur ; le développement professionnel des enseignants ; et les télécommunications dans l'éducation (TENMET, 2021).

Avancées: Les orateurs invités ont souligné les défis et les opportunités qu'apporte une éducation du 21e siècle et la nécessité d'efforts conjoints pour soutenir le gouvernement dans les questions auxquelles il ne peut pas résoudre seul. La déclaration finale de l'IQEC énumère diverses recommandations, notamment l'adoption de mécanismes de financement de l'éducation novateurs et durables qui incluent le financement des donateurs et du secteur privé ; la prise en compte des besoins des enseignants et des groupes d'apprenants marginalisés ; la poursuite du développement du programme d'études basé sur les compétences ; l'amélioration de l'innovation, de la créativité et de la connectivité dans les écoles ; le renforcement de la préparation aux situations d'urgence, de la résilience et de l'infrastructure WASH des écoles ; et le renforcement du dialogue sectoriel et de l'élaboration de politiques collaboratives et fondées sur des données probantes. En réponse, le gouvernement tanzanien s'est engagé à travailler sur les questions soulevées et a exhorté le réseau TEN/MET à continuer à servir de forum national pour les discussions sur l'éducation.



Éducation en situations d'urgence

Si le domaine stratégique de l'éducation en situations d'urgence a été moins souvent cité comme un axe de travail des membres de la CME par les personnes interrogées dans la région, c'est probablement parce que toutes les coalitions n'opèrent pas dans des contextes d'urgence. Pour celles qui le faisaient, il s'agissait d'un domaine stratégique crucial, notamment celles de la région du Sahel. Pour la plupart des coalitions, au moins une partie de leurs efforts au cours de la période stratégique a porté sur la réponse à la crise de la COVID-19.

Au niveau régional, ANCEFA a travaillé en partenariat avec la CME pour identifier les pays susceptibles de rejoindre le groupe consultatif de la campagne pour mener la campagne sur l'éducation en situations d'urgence. ANCEFA a participé à plusieurs événements organisés par la CME pour demander la protection des budgets de l'éducation pendant la pandémie. Elle a notamment préparé un rapport régional sur les effets de la COVID-19 sur l'éducation en Afrique, sur la base des informations recueillies auprès des coalitions nationales de l'éducation.

Les coalitions nationales travaillant dans ce domaine thématique ont participé dans des activités de plaidoyer visant à renforcer et à modifier les stratégies nationales pour répondre à la crise de la COVID-19, notamment en renforçant les approches d'apprentissage à distance, en développant du matériel d'apprentissage à distance pour réduire la perte d'apprentissage pendant les fermetures prolongées des écoles, en exploitant les solutions EduTech tout en tenant compte de l'égalité d'accès, et en formant les enseignants et les parents aux approches d'apprentissage numérique. En Zambie, la coalition ZANEC a pu tirer parti du soutien financier du ministère de l'Éducation et du soutien technique de l'UNICEF pour amener le gouvernement zambien à mener des recherches conjointes sur l'impact de la COVID 19 sur l'éducation. Cette recherche a fourni des preuves essentielles pour la réponse du secteur de l'éducation à la pandémie. En conséquence, le GPE a reconnu la Zambie comme l'un des rares pays à avoir géré efficacement l'impact de la COVID-19 sur le secteur de l'éducation. Les pertes d'apprentissage ont été réduites, car les écoles ont pu, dans une large mesure, rester ouvertes tout en maintenant des environnements d'apprentissage sûrs, ce qui a permis de réduire le risque d'une dépendance excessive des approches d'apprentissage à distance.

Au Niger, la coalition ASO-EPT a concentré ses efforts sur la réponse aux défis éducatifs dans les zones de conflit de la région du Sahel. Une partie de leur travail dans ce domaine est décrite dans l'étude de cas suivante.



Campagne de plaidoyer pour l'éducation en situations d'urgence

Pays: Niger

Organisation: Coalition Nigérienne des Associations, Syndicats et ONG de Campagne EPT au Niger (ASO-EPT Niger)

Contexte: L'éducation est la proie de l'escalade des activités terroristes dans tout le Sahel, y compris au Niger. De nombreux enseignants et étudiants ont été tués ou déplacés à l'intérieur du pays, tandis que de plus en plus d'écoles ont fermé leurs portes en raison de la violence croissante. Alors que les gouvernements donnent la priorité aux allocations budgétaires pour s'attaquer aux problèmes de sécurité, les secteurs sociaux comme l'éducation sont laissés pour compte dans les programmes nationaux. Les pays de la région ne disposent pas d'approches solides et généralisées de l'éducation en situations d'urgence, les structures nationales qui soutiennent l'éducation dans de tels contextes relevant souvent des structures de réponse aux catastrophes et de redressement plutôt que du ministère de l'Éducation. Au niveau local, les communautés ont du mal à joindre les deux bouts et donnent la priorité à d'autres dépenses comme la nourriture plutôt qu'à l'éducation en temps de crise. Les pays du Sahel reçoivent des subventions du GPE, ce qui pourrait contribuer à alléger les contraintes budgétaires de l'éducation dans une certaine mesure, et de récentes recherches conjointes du bureau panafricain de Save the Children et de l'Union africaine ouvrent la voie au développement de politiques continentales et nationales qui traitent de l'éducation à la paix et de la protection de l'éducation contre les attaques en Afrique.

Action: Les coalitions régionales et nationales comme l'ASO-EPT du Niger ont donc entrepris de plaider en faveur de l'éducation en situations d'urgence afin de garantir la continuité du droit à l'éducation pour les apprenants affectés. Dans le cadre de ces activités, les coalitions ont mis l'accent sur la demande aux gouvernements de financer l'éducation en situation d'urgence. L'objectif est que les pays sahéliens soient habilités à prendre en charge l'ESU. Il s'agit d'un programme de plaidoyer difficile étant donné que l'ESU est généralement considérée comme une entreprise humanitaire laissant peu de place à la société civile et aux ONG.

Avancées: Le travail des coalitions dans ce domaine s'est concentré sur le renforcement des capacités à plaider pour que des stratégies d'éducation en situations d'urgence soient mises en place alors que la situation sécuritaire d'urgence perdure. L'ASO-EPT du Niger est représentative de ces efforts, qui ont pris plusieurs formes. En 2022, l'ASO-EPT a fait partie d'une mission conjointe avec Save the Children pour développer du matériel d'éducation à distance à utiliser dans la région de Tillabéri, touchée par le conflit, à la frontière du Burkina Faso et du Mali. La même année, l'ASO-EPT a également réussi à faire venir un ministre nigérien pour assister au webinaire mondial de la CME sur l'ESU. Ces exemples complètent d'autres initiatives entreprises par l'ASO-EPT, par exemple la diffusion de clips dans les médias pour informer les citoyens sur le statut de l'éducation dans les situations d'urgence, l'envoi de déclarations de plaidoyer aux candidats à la présidence et aux législatives sur le thème des écoles dangereuses le long des frontières du pays, la participation au Cluster éducation du Niger et la contribution à la préparation de la stratégie pour l'année scolaire 2022.

Financement de l'éducation

Le financement de l'éducation était un domaine hautement prioritaire pour de nombreuses coalitions de la région. Parmi les activités menées au cours de la période stratégique, ANCEFA et les coalitions nationales ont participé au lancement de la campagne OBV et ont organisé un dialogue politique pour amplifier la SMAE 2021. Pendant la SMAE, ANCEFA a lancé le rapport « One Billion Voices : Comment l'Afrique peut-elle être à la pointe de l'éducation dans un monde post-COVID-19 ? » qui présente les résultats d'une analyse des documents de politique gouvernementale, des budgets nationaux, des discours sur le budget, des documents sur les plans budgétaires des citoyens concernant le service de la dette, les recettes intérieures et la fiscalité dans 35 pays africains. Cette analyse réfléchit aux implications de la COVID-19 pour l'éducation afin d'identifier l'impact de la pandémie sur le financement de l'éducation. Le rapport offre une série de recommandations politiques pour les gouvernements nationaux en Afrique, les donateurs et la communauté internationale.

ANCEFA a facilité la participation de plusieurs personnalités de haut niveau et influentes pendant la SMAE# 2021, notamment Son Excellence Madame Sarah Mbi Enow Anyang Agbor, Commissaire à l'éducation, la science, la technologie et l'innovation de la Commission de l'Union africaine ; Manos Antoninis, Directeur du rapport GEM ; et des représentants ministériels et parlementaires du Cap-Vert, du Burkina Faso, du Niger et du Sénégal pour partager des perspectives et dialoguer avec les OSC. L'événement a atteint le taux de participation le plus élevé de la SMAE coordonnée par la CME.

S'appuyant sur la campagne OBV, la CME a travaillé en partenariat avec l'ANCEFA et Action Aid International pour renforcer les capacités des coalitions nationales pour l'éducation et leur fournir des informations et des outils pour participer aux dialogues au niveau national afin d'obtenir des engagements de la part des gouvernements avant le Sommet du GPE à Londres. Les coalitions africaines ont préparé et partagé leurs plans de campagne nationaux sur le financement de l'éducation, qui comprenaient des actions ayant conduit à l'approbation par les chefs d'État de la déclaration politique du président Kenyatta, et à l'implication de la société civile dans la rédaction d'engagements sur le financement de l'éducation qui ont été partagés lors du Sommet mondial sur l'éducation du GPE qui s'est tenu à Londres en juillet 2021.

ANCEFA a défendu le sommet du GPE de plusieurs manières, notamment en faisant pression pour que la lettre de recommandation des chefs d'État, rédigée par le président kenyan HE Uhuru Kenyatta et approuvée par au moins 10 pays d'Afrique, fasse pression sur les gouvernements pour qu'ils s'engagent à allouer 20 % des budgets gouvernementaux nationaux à l'éducation. En partenariat avec Action Aid, ANCEFA a également organisé l'événement parallèle « Ne laisser personne derrière : Financer l'éducation inclusive pour les filles et les enfants handicapés », auquel ont participé des partenaires de la Fédération d'Afrique de l'Ouest, des personnes handicapées, des jeunes et des coalitions nationales pour l'éducation.

En novembre 2021, ANCEFA s'est associé à Action Aid International et à The Tax Ed Alliance pour faciliter le soutien au renforcement des capacités des coalitions nationales par le biais d'un webinaire sur le développement de la politique fiscale, animé par des experts en développement fiscal. Des membres des CME du Malawi, de la Zambie, du Burkina Faso, du Mozambique et de la République démocratique du Congo ont participé à cet événement en ligne.

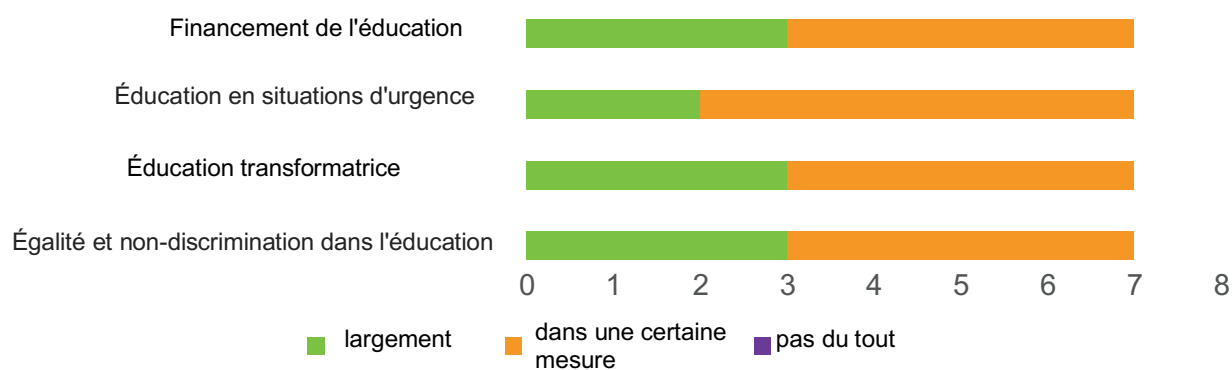
Les coalitions nationales de la région ont concentré leurs efforts sur la pression exercée sur les gouvernements pour qu'ils respectent leurs engagements à allouer une part suffisante du budget national à l'éducation. La coalition du Burkina Faso a décrit l'importance du rôle de la société civile dans le suivi des dépenses d'éducation pour améliorer la transparence et contribuer à une allocation plus efficace des fonds. La Coalition nationale pour l'Education Pour Tous du Burkina Faso a réalisé un suivi de la mise en œuvre de la Stratégie nationale pour l'Education dans les Situations d'Urgence et a mené un plaidoyer dans le cadre de la campagne de reconstitution du GPE pour influencer l'engagement du chef de l'État à augmenter le financement de l'éducation. Cette étude a non seulement permis de faire pression sur le gouvernement pour qu'il alloue un budget suffisant à l'éducation en général, mais a également identifié la nécessité de prendre en compte les enfants déplacés et les enfants handicapés dans les plans d'action et les budgets annuels du ministère de l'Education.

4.5 Pleins feux sur la région Asie-Pacifique

La région APAC est composée de 18 coalitions nationales et d'une coalition régionale travaillant dans les quatre domaines stratégiques. Huit coalitions de la région ont répondu à l'enquête en ligne, et toutes les personnes interrogées ont déclaré travailler au moins « dans une certaine mesure » dans les quatre domaines stratégiques, avec une répartition égale entre les quatre domaines (voir figure 8).

Les coalitions nationales et régionales ont contribué à renforcer le mouvement mondial réclamant le droit à l'éducation et plaidant pour l'éducation et le développement suivant une approche basée sur les droits. La coalition régionale, l'ASPBAE, a joué un rôle crucial en travaillant activement avec ses membres et en les soutenant, notamment les 18 coalitions nationales de l'éducation (CNE) de la région. Depuis 2020, l'ASPBAE a fourni un soutien de mentorat aux coalitions nationales, renforçant leur capacité à plaider pour la protection et l'inclusion de l'éducation dans les réponses à la COVID-19 de leur pays, leurs consultations avec le secteur du développement au sens large, et au sein des mécanismes de coordination ODD4 existants au niveau des pays et des groupes locaux pour l'éducation (GLPE) ou des mécanismes équivalents.

Figure 8: La mesure dans laquelle les membres de la CME de la région Asie-Pacifique déclarent travailler dans les domaines stratégiques de la CME.





Égalité et non-discrimination dans l'éducation

L'égalité dans l'éducation est un domaine d'intérêt central et transversal pour l'ASPBAE et les coalitions nationales travaillant dans toute la région, en particulier lorsqu'elles répondent aux nouveaux défis associés à la pandémie de COVID-19. Pendant la période de la stratégie, les membres régionaux se sont engagés dans de nombreuses activités pour soutenir les réalisations de la CME dans ce domaine.

Au niveau régional, l'ASPBAE a contribué à faciliter le travail de ses membres en recommandant de manière proactive des moyens d'améliorer l'offre éducative et d'accélérer la mise en œuvre de l'ODD4 dans le contexte de la pandémie, en accordant une attention particulière à l'équité, à l'inclusion et au genre, et en veillant à ce que les intérêts, les voix et les perspectives des secteurs marginalisés ne soient pas laissés de côté dans la réponse éducative à la pandémie de COVID-19. La stratégie de soutien au leadership et aux capacités de l'ASPBAE comprend une composante spécifique de renforcement des capacités pour l'équité en matière d'éducation, axée sur la race, le handicap et le genre dans l'éducation, qui couvre :

- a) le renforcement des capacités des défenseurs de l'éducation à lutter contre la violence sexiste (VBS) dans l'éducation ;
- b) le renforcement des capacités de plaider pour une éducation et un apprentissage tout au long de la vie inclusifs pour le handicap ;
- c) la lutte contre le racisme, la discrimination et la xénophobie par l'éducation.

Parmi les exemples d'activités régionales de la CME dans ce domaine stratégique, citons la participation active de l'ASPBAE dans les processus de l'ODD4 aux niveaux régional et mondial. Elle a coordonné 13 rapports sur l'ODD4 couvrant le Myanmar, le Japon, les Philippines, l'Indonésie, l'Inde, le Népal, l'Afghanistan, le Pakistan, le Sri Lanka, le Tadjikistan, le Kirghizistan, la Mongolie et le Cambodge, qui ont contribué de manière significative à l'examen quinquennal UNESCO-UNICEF de l'ODD4 - Éducation 2030 en Asie-Pacifique, axé sur les jeunes, l'apprentissage des adultes et l'équité dans l'éducation. L'ASPBAE a également coordonné les coalitions nationales afin d'approfondir le plaidoyer en faveur de l'éducation inclusive du handicap et de mieux comprendre les diverses exigences des étudiants, et en veillant à ce qu'elles soient prises en compte dans les politiques, les financements et les programmes. Les coalitions qui comptent des membres issus de groupes de personnes handicapées, par exemple le Vietnam, les Philippines, le Sri Lanka et la Mongolie, ont travaillé avec l'ASPBAE pour définir leurs positions en matière d'éducation inclusive du handicap et pour établir des liens avec des partenaires au niveau régional. L'ASPBAE a rédigé un document stratégique sur l'éducation inclusive du handicap en vue de son assemblée générale de 2020, qui guidera ses travaux pour la période 2022-2023.

L'initiative de recherche menée par les jeunes « Youth-led Research » (YAR) a été une activité majeure dans le domaine stratégique au cours de la période, faisant entendre la voix des jeunes marginalisés pendant la COVID-19. L'initiative YAR a fourni des données urgentes et concrètes pour les plans de continuité de l'éducation et de l'apprentissage des gouvernements et sur la santé mentale et l'éducation des jeunes marginalisés en 2021. De plus amples informations sur l'initiative YAR sont présentées dans l'étude de cas ci-dessous.



Initiative Youth-led Action Research (YAR)

Pays: Bangladesh, Inde, Indonésie, Mongolie, Népal, Philippines, Sri Lanka, Timor-Leste et Vanuatu

Organisation: ASPBAE

Contexte: La pandémie de COVID-19 a engendré une pression excessive sur les jeunes des communautés marginalisées de la région Asie-Pacifique, réduisant l'accès à l'éducation, aux revenus, à la nourriture, au logement, à la santé et à la sécurité. Alors que les jeunes travailleurs, les travailleurs migrants, les femmes à faible revenu, les sans-abris et les minorités raciales, ethniques et sociales étaient déjà confrontés à des difficultés avant l'apparition de la COVID-19, leurs luttes sont devenues encore plus aiguës, car leurs voix sont restées largement non entendues une fois que la crise sanitaire a frappé.

L'ASPBAE s'est engagée à mobiliser les jeunes d'Asie-Pacifique et à soutenir leur éducation. À l'approche de la COVID-19, l'ASPBAE a entrepris d'apporter le point de vue des jeunes marginalisés sur leur contexte local aux forums politiques nationaux, régionaux et mondiaux sur l'éducation et l'apprentissage tout au long de la vie. Elle espérait influencer ces forums avec des preuves contextuelles reliant les préoccupations des jeunes au niveau local, communautaire et national dans plusieurs pays de la région. Surmontant les fractures socio-économiques et numériques qui excluent les populations marginalisées d'une participation effective aux discussions, l'ASPBAE a créé une opportunité pour les jeunes de proposer des actions pour les aider à faire face à l'urgence sanitaire et assurer leur retour à l'éducation.

Action: L'initiative Youth-led Action Research (YAR) a été au centre de ces efforts. Elle est issue des efforts de longue haleine de l'ASPBAE en matière de constitution de groupes de jeunes et a été déployée en 2020-2021 pour saisir les effets immédiats de la pandémie sur les jeunes dans neuf pays : Bangladesh, Inde, Indonésie, Mongolie, Népal, Philippines, Sri Lanka, Timor-Leste et Vanuatu. L'initiative YAR a formé de jeunes chercheurs à un cadre de recherche participative et communautaire sur le terrain, leur permettant de recueillir les expériences et les témoignages des jeunes. Cela les a aidés à examiner les obstacles à l'éducation, aux moyens de subsistance, à la santé et au bien-être, et à proposer des actions correctives. Le projet YAR a également impliqué des formations, des ateliers et des consultations au niveau communautaire, national et international, ainsi qu'une étude supplémentaire sur la santé mentale et l'éducation des jeunes marginalisés. Enfin, l'initiative YAR a documenté les travaux initiés par les jeunes chercheurs pour soutenir leurs communautés pendant la pandémie.

Avancées: Grâce à son modèle de recherche-action participative, YAR a mis en lumière une série de points de vue d'initiés sur la crise de la COVID-19 dans neuf pays, à un moment où les confinements et autres mesures restrictives ont perturbé le travail de terrain. L'ASPBAE a consolidé les conclusions, les préoccupations et les recommandations des différents groupes concernant les écarts entre les politiques et les pratiques exacerbés par la pandémie dans le rapport 2021 « L'impact de la pandémie de COVID-19 sur les jeunes marginalisés en 2021 ». Ce rapport a été envoyé au gouvernement, à la société civile et à d'autres parties prenantes partenaires. La coalition a également créé le manuel électronique Youth-led Action Research (YAR) - une ressource en ligne complète et accessible aux chercheurs, éducateurs, facilitateurs, praticiens de l'éducation et défenseurs de la jeunesse.

Education transformatrice

L'accent mis sur l'éducation transformatrice dans la région APAC a été un point fort du travail de la coalition dans la région, en particulier dans le cadre de la participation des jeunes et l'éducation des adultes. Pour de nombreux apprenants marginalisés qui n'ont jamais été à l'école ou qui l'ont abandonnée, offrir un apprentissage pour adultes pertinent et de qualité est la clé pour transformer la vie de ceux qui ont été laissés pour compte. De nombreux adultes marginalisés sont exclus de l'économie et de la prise de décision politique, tant au niveau communautaire que national, en raison du manque d'éducation et d'autonomisation. Par conséquent, veiller à ce que l'apprentissage actif et passif de qualité soit accessible et offre aux apprenants des opportunités significatives de participer et de s'engager dans la prise de décision est un domaine stratégique important pour l'ASPBAE et ses membres.

L'ASPBAE, ainsi que les coalitions nationales de la région, ont beaucoup travaillé pour sensibiliser à l'importance de l'éducation des adultes. L'année 2022 est une année stratégique pour la coalition, qui doit continuer à protéger et à faire avancer l'agenda de l'éducation et de la formation des adultes, puisque la septième Conférence internationale sur l'éducation des adultes (CONFINTEA VII) s'est tenue pour élaborer un nouveau cadre d'action. Cette conférence s'est achevée à Marrakech, au Maroc, du 15 au 17 juin 2022. La CONFINTEA VII a permis de définir des orientations politiques pour l'éducation des adultes dans une perspective d'apprentissage tout au long de la vie, dans le cadre de l'Agenda 2030 pour l'éducation et au-delà. L'ASPBAE, ainsi que le Conseil international d'éducation des adultes (CIEA) et DVV International, en tant que représentant des OSC au sein du Comité consultatif de la CONFINTEA VII, ont été invités à la conférence principale de la CONFINTEA VII, où ils ont dirigé un atelier sur l'apprentissage actif et passif transformateur pour l'inclusion, la participation et la durabilité.

L'ASPBAE a poursuivi la construction de son groupe de jeunes et son engagement auprès des jeunes marginalisés de la région Asie-Pacifique tout au long de l'année 2021 en déployant d'importantes ressources de programme pour soutenir le travail de ses membres au niveau national. L'ASPBAE a également publié plusieurs produits d'information et matériels d'apprentissage sur le travail des jeunes, organisé des événements régionaux pour les jeunes, co-animé des sessions dirigées par des jeunes, facilité des formations régionales et encadré des coalitions nationales de l'éducation pour renforcer leurs efforts de construction de circonscriptions de jeunes et d'engagement. Les efforts dans ce domaine visent à développer la participation et le leadership des jeunes dans la région, à créer des environnements stimulants pour les jeunes, à leur permettre de reconnaître leur potentiel et à créer un climat dans lequel les jeunes leaders ont une voix et des capacités au sein des organisations membres et dans les plateformes de prise de décision.

Education en situations d'urgence

Plusieurs coalitions de la région APAC opèrent dans des contextes de catastrophe ou de conflit et ont collaboré avec d'autres coalitions dans des contextes similaires pour partager leurs expériences sur des sujets liés à l'éducation en cas de catastrophe, en particulier la préparation et la gestion des catastrophes. L'ASPBAE a facilité ces échanges, par exemple entre NCE-Nepal et E-Net Philippines, qui comprenaient des visites de sites auprès des gouvernements locaux dans les zones sinistrées et fournissaient des ressources sur l'éducation en situations d'urgence. Les membres de la CME ont mis en avant les questions de « l'éducation attaquée » dans les zones de conflit telles que le Myanmar, l'Afghanistan et les Philippines, ainsi que les défis éducatifs auxquels sont confrontés les réfugiés au Bangladesh lors de réunions intergouvernementales.

En Afghanistan, la coalition de l'ANEC a pris part au travail sur l'ODD 4.7 axé sur l'éducation dans les zones de conflit et l'éducation pour la consolidation de la paix. Ces activités ont été gravement affectées par la détérioration rapide de la situation politique dans le pays, mais l'ASPBAE a continué à soutenir l'ANEC par le biais de l'initiative YAR sur la santé mentale et continue à suivre et à soutenir la coalition par le biais de sa participation à l'EOL.



Soutien à la mise en œuvre d'un programme d'études de qualité grâce à des stratégies d'enseignement et d'apprentissage efficaces

Pays: Myanmar

Organisation: Thinking Classroom Foundation (TCF)

Contexte: La pandémie et la montée en puissance des militaires depuis février 2021 ont porté un coup à l'éducation au Myanmar. Plus de 12 millions d'enfants ont vu leur scolarité interrompue, et seule la moitié d'entre eux ont réintégré les écoles publiques depuis leur réouverture en juin 2022. De même, moins de 50 % des enseignants de l'enseignement de base et de l'enseignement supérieur ont retrouvé leur poste habituel. Beaucoup de ceux qui ne sont pas retournés dans le système scolaire géré par l'armée sont menacés par les autorités et ont rejoint le Mouvement de désobéissance civile (MDC). Ils continuent néanmoins à fréquenter les écoles communautaires du pays, dont le nombre s'est rapidement accru pour répondre à la crise de l'éducation d'urgence, malgré les instructions militaires qui entravent leur fonctionnement.

Action: La Thinking Classroom Foundation (TCF) est d'avis que le droit à l'éducation doit être respecté en toutes circonstances. Elle soutient donc le réseau d'écoles communautaires qui mettent en œuvre l'éducation d'urgence au Myanmar. L'approche de la TCF est transformatrice et vise à garantir l'application d'un programme d'études de qualité par le biais de stratégies d'enseignement et d'apprentissage efficaces.

La TCF apporte un soutien technique aux enseignants des écoles communautaires qui assurent une éducation d'urgence. Leur objectif est de garantir l'efficacité de l'enseignement, ce qu'ils réalisent en mobilisant des ressources. Les approches utilisées comprennent la lecture et l'écriture pour la pensée critique (RWCT), l'éducation multilingue et basée sur la langue maternelle, l'éducation à la paix et les études de politique éducative. Cela a été possible grâce au partenariat solide de la TCF avec diverses institutions telles que les organisations éducatives ethniques et confessionnelles, les écoles physiques et virtuelles et les établissements d'enseignement supérieur, les organisations non gouvernementales et les écoles de migrants.

Avancées: Grâce aux efforts de la TCF et de ses partenaires, des milliers d'enseignants ont reçu une formation adaptée aux écoles communautaires, y compris des étudiants universitaires du MDP. Les inscriptions ont également augmenté, des milliers d'enfants recevant une éducation de qualité et transformatrice pendant l'urgence sanitaire et politique du Myanmar. Ces expériences ont démontré que l'éducation en situation d'urgence peut prospérer lorsque les ressources et les communautés résistent et peuvent être mobilisées pour garantir le droit à l'éducation.

Financement de l'éducation

Tout au long de l'année 2021, l'ASPBAE a activement travaillé avec et soutenu ses membres, y compris les 18 coalitions nationales de la CME dans la région APAC, pour plaider en faveur de la protection et de l'inclusion de l'éducation dans les réponses de leur pays à la COVID-19, en particulier dans les diverses discussions au niveau national sur les plans de réouverture des écoles, de la prise en compte des pertes d'apprentissage, de la prestation de l'éducation dans des modalités mixtes, de l'apport d'une voix critique et de la mise en garde contre l'élargissement des fossés numériques, ainsi que dans l'analyse plus approfondie de l'impact de la COVID-19 sur le financement de l'éducation.

Afin d'approfondir son analyse de l'impact de la COVID-19 sur le financement de l'éducation, l'ASPBAE a poursuivi, conjointement avec ses membres, un plaidoyer pour le financement de l'éducation basé sur des données probantes au niveau national, en soutenant 10 études de cas entreprises par des coalitions nationales, et a mis en œuvre un travail interne de renforcement des capacités sur la justice fiscale, la dette et l'austérité en relation avec le financement de l'éducation. Les coalitions régionales et nationales ont également participé à des formations sur le plaidoyer budgétaire sous l'angle de l'égalité de genre et de l'équité financière (organisées au Sri Lanka, au Népal et au Timor-Leste), à des projets de recherche sur le financement de l'équité dans l'éducation, à des projets de recherche sur le financement de la santé mentale dans l'éducation et à la poursuite du plaidoyer et du suivi de la privatisation dans l'éducation, notamment en ce qui concerne l'éducation numérique.

4.6 Pleins feux sur la région Amérique latine et Caraïbes

Quinze coalitions régionales et nationales opérant en Amérique latine et dans les Caraïbes constituent les membres de la CME dans la région, dont 14 ont répondu à l'enquête en ligne. Les coalitions rapportent avoir ciblé tous les

domaines stratégiques définis dans le plan stratégique 2019-2022, avec un fort accent sur l'égalité et la non-discrimination dans l'éducation. Sur les quatre domaines stratégiques, les coalitions étaient marginalement moins susceptibles de mettre en avant le financement de l'éducation comme un domaine prioritaire fort.

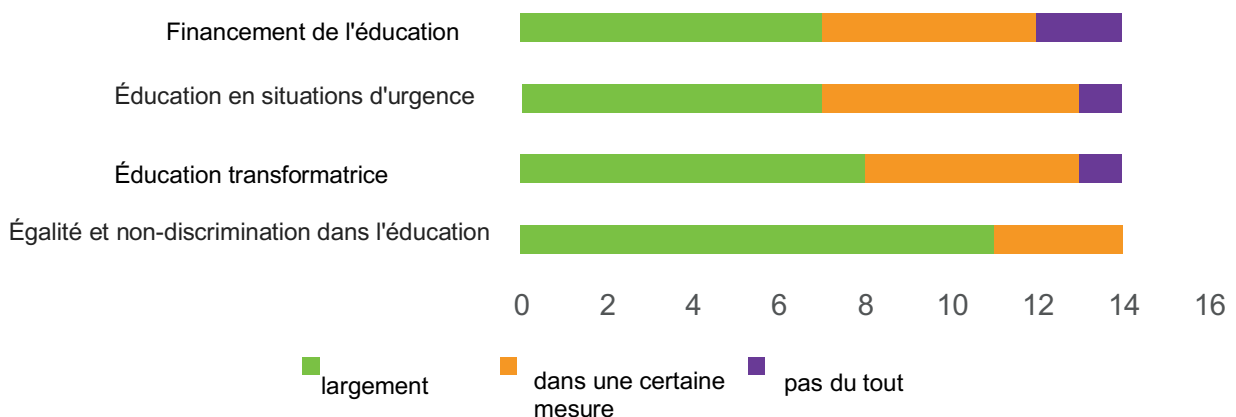
La coalition régionale, CLADE, a été un lien essentiel entre les mouvements mondiaux, régionaux et locaux. Elle a aidé les organisations nationales et régionales à adapter les campagnes internationales et à transposer les initiatives internationales aux contextes locaux. L'Assemblée régionale de la région a fait des efforts considérables pour améliorer la communication entre les coalitions, notamment en fournissant des ressources pertinentes en espagnol. Au cours des quatre dernières années, des documents, des rapports, des événements et des plateformes de partage des connaissances ont été traduits en espagnol afin que tous les membres puissent utiliser ces ressources.

Égalité et non-discrimination

CLADE et les coalitions nationales de la région ALC se sont concentrées sur les activités liées à la reconnaissance et à la promotion d'une éducation qui reconnaît les personnes handicapées comme sujets de ces droits et d'autres droits, et sur l'inclusion des voix et des organisations de jeunes au sein du mouvement de la CME en Amérique latine et dans les Caraïbes.

Au cours de la période stratégique, CLADE, la Coalition colombienne pour le droit à l'éducation, la Campagne bolivienne pour le droit à l'éducation, le Forum socio-éducatif de la République dominicaine, l'Association latino-américaine d'éducation et de communication populaires (ALER), l'Organisation mondiale de l'éducation préscolaire (OMEP) et la CME ont participé au « Forum international sur l'inclusion et l'équité dans l'éducation », organisé par l'UNESCO en septembre 2019 en partenariat avec le ministère colombien de l'Éducation et la mairie de Cali, en Colombie.

Figure 9: La mesure dans laquelle les membres de la CME de la région Amérique latine et Caraïbes déclarent travailler dans les domaines stratégiques de la CME.



Foro Internacional sobre Inclusión y Equidad en la Educación (redclade.org)

Chaque organisation a contribué aux débats sur les politiques publiques de l'éducation, les cadres juridiques, la petite enfance, les obstacles et les possibilités d'inclusion, et l'évaluation de l'éducation, entre autres sujets.

CLADE a lancé le rapport « Le droit à l'éducation des personnes handicapées. Où en sommes-nous en Amérique latine et dans les Caraïbes ? », lors d'un dialogue virtuel organisé en avril 2020. CLADE a préparé l'étude avec le soutien du bureau régional de l'UNESCO pour l'Amérique latine et les Caraïbes, et de Light for the World International. Le rapport contient des apports de consultations virtuelles avec 216 organisations de la société civile, universités, enseignants, étudiants et familles de personnes handicapées de 19 pays : Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Équateur, El Salvador, Espagne, Guatemala, Haïti, Honduras, Mexique, Nicaragua, Paraguay, Pérou, République dominicaine, Uruguay et Venezuela. CLADE a diffusé le rapport sur une page web promouvant une plus grande accessibilité et un changement dans la façon dont l'information est publiée en ligne.

Un webinaire « Inégalités, inclusion et éducation : intersectionnalités » a été organisé en novembre 2020, dans le cadre de la XIe assemblée régionale de CLADE qui s'est tenue en octobre et novembre 2020. La rencontre a été menée en partenariat avec la Campagne bolivienne pour le droit à l'éducation (CBDE), Oxfam IBIS et le Réseau d'éducation populaire entre femmes d'Amérique latine et des Caraïbes (REPEM). La réunion a abordé les inégalités en tant que question centrale de l'éducation en Amérique latine et dans les Caraïbes. Une grande variété d'inégalités présentes dans l'éducation ont été discutées, y compris des facteurs tels que l'économie, l'éducation, la culture, la race, le genre, les autochtones, les afro-descendants et les migrants.

Le projet « Stratégies de prévention de la violence sexuelle et sexiste et de promotion de l'équité dans les écoles rurales » a démarré en 2021. Cette initiative est coordonnée par CLADE en collaboration avec Alternatives (Canada) et des coalitions au Nicaragua, au Honduras et à Haïti. Elle est mise en œuvre par le Forum de Dakar au Honduras, le Regroupement pour tous en Haïti et l'Initiative du Forum sur l'éducation et le développement humain au Nicaragua. Le projet a été financé par le Programme d'échange de connaissances et d'innovation (KIX) du GPE et le Centre de recherches pour le développement international (CRDI), Ottawa, Canada.

Éducation transformatrice

Dans le cadre du domaine stratégique « Éducation transformatrice », l'accent a été mis au niveau régional sur les questions liées à l'apprentissage tout au long de la vie, de la petite enfance à l'âge adulte, et au développement durable.

- Outre l'éducation des jeunes et des adultes, l'accent a également été mis sur l'éducation et la prise en charge de la petite enfance, démontrée par diverses actions de CLADE, notamment dans le cadre du 30e anniversaire de la Convention relative aux droits de l'enfant (CDE), qui a été célébré en novembre 2019, avec des débats et des actions de sensibilisation. En 2019, CLADE s'est associé à l'Organisation mondiale de l'éducation préscolaire (OMEP) et à la Fondation Éducation et Coopération (EDUCO) pour concevoir une stratégie de plaidoyer politique visant à promouvoir une plus grande reconnaissance du droit humain à l'éducation de la petite enfance en Amérique latine et dans les Caraïbes. Il s'agissait de promouvoir l'importance d'accroître la présence et la priorité de l'éducation de la petite enfance, tenant compte des droits, dans le programme régional et international, avec une législation et des politiques liées à cette étape éducative alignées sur les prémisses de la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant. Une autre étape importante dans ce domaine a été l'inclusion de l'éducation et de la protection de la petite enfance dans le Réseau conjoint de parlementaires et de la société civile pour le droit à l'éducation en Amérique latine et dans les Caraïbes. La déclaration finale de la 3e réunion du Réseau mixte de parlementaires et de la société civile pour le droit à l'éducation en Amérique latine et dans les Caraïbes a été approuvée par les députés, les sénateurs et les membres de l'assemblée, et signée par 65 parlementaires d'Amérique latine et des Caraïbes.
- CLADE a organisé une série de débats sur l'éducation et de la protection de la petite enfance en partenariat avec OMEP et EDUCO :
- Un panel virtuel lors de la conférence CIES 2020 analysant dans quelle mesure les lois, politiques et pratiques de l'éducation et de l'accueil de la petite enfance sont alignées sur les principes de la Convention relative aux droits de l'enfant, en particulier dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes. La session a mis en garde contre la tendance à donner la priorité aux approches instrumentales et économiques dans l'éducation de la petite enfance, sans tenir compte de l'absence de couverture pour les enfants issus de familles à faible revenu, et du manque de coordination intersectorielle dans les politiques publiques pour les jeunes enfants dans la région.

https://redclade.org/wp-content/uploads/CLADE_InformeDiscapacidad_v9-1.pdf

<https://redclade.org/contraviolencia-de-genero/>

<https://redclade.org/especiales/red-mixta/>

<https://redclade.org/noticias/faltan-indicaciones-especificas-sobre-como-lograr-el-derecho-humano-a-la-educacion-en-la-primera-infancia/>

- Un dialogue a été organisé pour commémorer les 30 ans de la Convention relative aux droits de l'enfant, qui s'est concentré sur les défis et les propositions visant à garantir le droit humain à l'éducation et à la prise en charge de la petite enfance, et qui a mis en lumière les politiques d'éducation et de prise en charge inégale et fragmentée pour cette étape de la vie dans la région ALC.
 - Une réunion virtuelle a abordé les défis de l'éducation et de l'accueil de la petite enfance en période de pandémie dans le but de promouvoir le dialogue et la réflexion sur les opportunités et les défis actuels pour la réalisation de l'éducation et de l'accueil de la petite enfance en tant que droit humain. La réunion a abordé les résultats de l'étude « Le droit à l'éducation et aux soins dans la petite enfance : perspectives d'Amérique latine et des Caraïbes » préparée par CLADE et OMEP, avec le soutien d'EDUCO.
- Un dialogue a été organisé dans le cadre de la XIe Assemblée régionale du CLADE : « Les droits dès le début : Les nouveaux défis de l'éducation de la petite enfance dans une perspective globale' abordant l'éducation de la petite enfance comme une étape fondamentale et une partie intégrante du droit humain à l'éducation.

En décembre 2021, CLADE a publié le document "La situation de l'éducation des jeunes et des adultes en Amérique latine et dans les Caraïbes dans le contexte de la pandémie", dans le but de contribuer à la CONFINTEA VII au Maroc en 2022, du point de vue de l'Amérique latine et des Caraïbes. Dans le cadre de cet événement, CLADE a co-animé une consultation participative sous-régionale avec le Bureau régional de l'UNESCO pour l'éducation en Amérique latine et dans les Caraïbes (OREALC) sur l'éducation des jeunes et des adultes. Cette consultation a fourni une plateforme importante à un ensemble diversifié d'acteurs pour contribuer au repositionnement de l'éducation des jeunes et des adultes dans les programmes de politique publique des pays de la région.

CLADE et ses membres ont participé à la réunion de la société civile d'Amérique latine et des Caraïbes, organisée par le mécanisme de participation de la société civile à la CEPALC en mars 2022. Les participants ont échangé des idées, des expériences et des propositions pour la mise en œuvre de l'Agenda 2030 et des ODD dans la région²⁴.

Les propositions ont été partagées avec la CEPALC en tant que contribution aux négociations intergouvernementales. La réunion des OSC était un préambule au Forum intergouvernemental (7-9 mars), où les autorités, les membres des OSC et les experts ont réfléchi au statut des ODD face à la pandémie. Les pays ont lancé une déclaration intergouvernementale, qui n'intègre malheureusement pas bon nombre des préoccupations de la société civile.

Education en situations d'urgence

Le COVID-19 a été à l'avant-garde de l'éducation en situations d'urgence dans la région. CLADE a produit le document « Diagnostic du droit à l'éducation en temps de pandémie » qui identifie une série de défis, de priorités et de stratégies. En outre, CLADE a produit deux documents traitant de questions cruciales relatives à la réponse à la COVID-19 : une politique intitulée « Education, vie privée et transparence : un croisement des droits », axée sur les droits numériques, et un autre document qui examine les tendances de la privatisation de l'éducation dans le contexte de la pandémie.

CLADE a organisé la réunion virtuelle sur l'éducation en situations d'urgence en Amérique latine et dans les Caraïbes : genre, endettement et numérisation en avril 2022, avec pour objectif d'explorer les trois domaines, genre, endettement et processus de numérisation, auxquels l'éducation en Amérique latine et dans les Caraïbes a été confrontée pendant l'urgence de la pandémie de COVID-19. Le webinaire a débattu des urgences éducatives liées au genre, du financement, et de l'inclusion technologique.

Un autre thème commun aux travaux menés dans le cadre du domaine thématique de l'éducation en situations d'urgence était l'aide à l'accès à l'éducation des enfants migrants à la suite d'un déplacement interne ou externe. Au Venezuela, CLADE et OMEP ont coordonné la participation de la coalition nationale à une étude sur l'accès à l'éducation des enfants migrants. Au Honduras, au Nicaragua et au Salvador, les coalitions se sont réunies pour influencer les autorités publiques et les politiques éducatives axées sur les enfants déplacés en Amérique centrale aux niveaux national et régional (voir étude de cas ci-dessous).

<https://redclade.org/noticias/el-reconocimiento-de-derechos-de-la-primera-infancia-vive-una-disputa-ideologica-metodologica-e-institucional/>

<https://redclade.org/noticias/dialogo-virtual-abordara-la-educacion-y-el-cuidado-en-la-primera-infancia-ante-tiempos-de-pandemia/>

<https://www.youtube.com/watch?v=aKdI3myJm6Y&feature=youtu.be>

https://redclade.org/wp-content/uploads/epja_completo_FINAL_baixa.pdf

<https://es.unesco.org/node/339521>

<https://redclade.org/wp-content/uploads/Documento-del-Mecanismo-de-Sociedad-Civil-CEPAL-V-Foro-version-final.pdf>

<https://foroalc2030.cepal.org/2022/en/documents/intergovernmentally-agreed-conclusions-and-recommendations-fifth-meeting-forum-countries>

<https://redclade.org/wp-content/uploads/Análisis-del-REGISTRO-INICIAL-DE-ACTIVIDADES-VIRTUALES-DE-CLADE-Producto-2.pdf>

https://redclade.org/wp-content/uploads/Espanhol- -PolicyCLADE_privacidad_educacion_version_ajustada_Fernanda_11nov_consolidada.pdf



Trinational Agenda

Pays: Honduras, Nicaragua, and El Salvador

Organisation: CLADE et les coalitions nationales de l'éducation du Nicaragua, du Honduras et du Salvador

Contexte: Des milliers d'enfants et de jeunes d'Amérique centrale ont été déplacés en raison de difficultés politiques, économiques et sociales. La situation perdure depuis au moins 2018 et a été aggravée par le début de la pandémie de COVID-19. Certains de ces enfants et jeunes migrants réussissent à arriver dans un endroit plus sûr à l'étranger. En revanche, environ la moitié d'entre eux sont capturés par les autorités et renvoyés dans leur pays d'origine. Dans les deux cas, leur droit à l'éducation est loin d'être garanti en raison de l'absence de protocoles d'intégration ou de réintégration de ces enfants dans les systèmes éducatifs publics.

Il en va de même pour les enfants en transit.

Garantir le droit à l'éducation de ces groupes d'apprenants vulnérables dans ce contexte d'urgence exige des propositions innovantes. L'une d'entre elles consiste à maintenir les enfants migrants intégrés dans le système éducatif de leur pays d'origine. Cela pourrait se faire en envoyant les enfants migrants dans des centres technologiques dans leur lieu d'accueil, où ils pourraient établir des liens avec des centres éducatifs dans leur pays d'origine. Cela présente l'avantage supplémentaire que les certificats d'études des enfants pourraient être plus facilement validés dans leur pays de destination, ce qui garantirait une poursuite plus aisée de leurs études. Pour les enfants en transit, la continuité de l'enseignement pourrait être favorisée par la mise à disposition de salles de classe dans les régions frontalières.

Action: Ces propositions impliquent différents pays d'Amérique centrale et nécessitent une réponse coordonnée. En 2019, les coalitions du Honduras et du Nicaragua, rejointes ensuite par le Guatemala et, récemment, le Salvador, se sont réunies pour influencer les autorités publiques et les politiques éducatives aux niveaux national et régional. Elles ont proposé un protocole commun sur l'éducation en mobilité afin de garantir le droit à l'éducation des enfants et des jeunes migrants. Baptisé "Agenda trinational", il invite les pays à articuler leurs politiques nationales et régionales afin de garantir l'accès et le maintien des enfants migrants dans les systèmes d'éducation publique. L'agenda comprend également un vaste ensemble de considérations relatives à l'équité afin que les groupes d'apprenants défavorisés soient pris en compte de manière adéquate, comme les femmes et les filles, les enfants handicapés, les populations autochtones et les membres de la communauté LGBTIQ. La proposition vise également à rendre l'éducation plus inclusive, en couvrant la pertinence des programmes d'études et la formation des enseignants afin de mieux prendre en compte la diversité des étudiants.

Avancées: L'Agenda trinational a été officiellement présenté et accueilli par des membres du Parlement centraméricain (PARLACEN) et du Congrès national hondurien, par certains parlementaires guatémaltèques et par les ministères de l'Éducation du Guatemala et du Honduras. Pour obtenir un engagement au plus haut niveau, les chefs d'État des pays ont également reçu la stratégie des coalitions. Les coalitions défendront leur programme jusqu'à ce qu'il soit approuvé et que des protocoles soient élaborés. Lorsque ce sera le cas, l'Agenda trinational deviendra une référence pour les autres pays de la région.

L'approbation de cet amendement est une étape importante dans l'histoire du droit à l'éducation au Brésil

En juin 2019, CLADE, ses membres nationaux et ses alliés régionaux et internationaux, notamment la CME et l'ASPBAE, ont pu avoir de l'influence lors du Sommet des dirigeants du G20 à Osaka, au Japon. Avec la Campagne argentine pour le droit à l'éducation, CLADE a participé à une plateforme virtuelle de dialogues, à deux réunions en face à face et au Sommet lui-même, en exigeant que les pays garantissent des ressources pour l'éducation publique et gratuite, en promouvant des réformes fiscales vers des systèmes d'imposition justes, équitables et progressifs ; et que le financement de l'éducation soit étendu par le biais de la coopération bilatérale et multilatérale.

En novembre 2019, pour renforcer le débat public sur les budgets de l'éducation, le « Protocole parlementaire pour l'analyse des réformes budgétaires du secteur de l'éducation » a été préparé. Il est le résultat d'un accord de coopération entre CLADE et la Coordination éducative et culturelle centraméricaine. Le protocole, qui présente des lignes directrices pour la préparation et l'analyse des budgets de l'éducation, a été présenté lors de la réunion extraordinaire de la commission parlementaire de l'éducation, de la culture, des sciences, de la technologie et de la communication de l'Amérique latine et des Caraïbes à Lima, au Pérou.

Lors de l'édition 2020 de la Réunion mondiale sur l'éducation, CLADE, avec le groupe de la Consultation collective des ONG sur l'éducation (CCONG), un mécanisme de l'UNESCO, a contribué à la déclaration de la réunion, de sorte que dans celle-ci, les États s'engagent à « augmenter ou maintenir la proportion des dépenses publiques en matière d'éducation conformément aux critères internationaux, à savoir, au moins de 4 % à 6 % du PIB et/ou de 15 % à 20 % du budget public » ; et « Augmenter le volume, la prévisibilité et l'efficacité de l'aide internationale à l'éducation ».

CLADE a organisé un webinaire en novembre 2020 axé sur « L'éducation publique en danger : privatisation, financement, enseignants ». La réunion a abordé les conflits actuels dans l'éducation et la soi-disant « néo-privatisation » qui a touché tous les différents aspects de l'éducation, ainsi que les lourdes conditions de travail des enseignants, les tests standardisés, et l'engagement dans un mouvement pédagogique alternatif. Les mécanismes de justice fiscale et la lutte contre l'endettement ont été suggérés comme moyens de renforcer le financement de l'éducation publique.

Au Brésil, la Campanha Nacional pelo Direito à Educação (CNDE) a joué un rôle majeur dans le plaidoyer pour une augmentation du financement de l'éducation dans toute la région. L'étude de cas ci-dessous met en lumière les réalisations dans ce domaine grâce à la coformulation du Fonds pour le maintien et le développement de l'éducation de base.



Fund for the Maintenance and Development of Basic Education (Fundeb) and the Cost of Quality Education per Student (CAQ)
Fonds pour le maintien et le développement de l'éducation de base (Fundeb) et Coût d'une éducation de qualité par élève (CAQ)

Pays: Brésil

Organisation: Campanha Nacional pelo Direito à Educação (CNDE)

Contexte: Au Brésil, la Campanha Nacional pelo Direito à Educação (CNDE) a joué un rôle majeur en mobilisant largement et en plaidant pour un changement constitutionnel et un financement garanti de l'éducation publique dans le pays. Ces efforts ont été récompensés tout au long de l'année 2020 puisque le législateur brésilien a approuvé et mis en place plusieurs mécanismes politiques co-formulés par la CNDE au fil des ans.

Action: Le parlement a adopté l'amendement constitutionnel 108/2020, qui a créé et inclus le nouveau Fonds pour le maintien et le développement de l'éducation de base (Fundeb) dans la constitution fédérale du Brésil. La conception du Fundeb consacre le coût d'une éducation de qualité par étudiant (CAQ) (un mécanisme de financement de l'éducation) et le système national d'évaluation de l'éducation de base (Sinaeb), tous deux co-formulés par le CNDE.

Considérant le Fundeb comme un élément clé pour garantir le droit à l'éducation au Brésil, le CNDE a toujours cherché à le pérenniser et à l'orienter exclusivement vers le système d'éducation publique, contrairement à d'autres parties prenantes qui cherchaient à supprimer le CAQ et à autoriser le financement de prestataires d'éducation privés.

Le CNDE a été un acteur clé pendant de nombreuses années dans la formulation des arguments techniques et politiques soutenant la proposition tout en la défendant et en faisant campagne par le biais de réunions avec des acteurs politiques, de notes techniques et de prises de position. Par exemple, la CNDE a pris publiquement position sur la question et a publié une lettre ouverte plaidant pour le CAQ lorsque, en mars 2019, le gouvernement brésilien a convoqué une réunion extraordinaire où il prévoyait de discuter de la révocation du CAQ, et d'autres mécanismes soutenus par la CNDE. La coalition a publié une note technique trois mois plus tard pour alimenter les processus de vote parlementaire du Fundeb.

Avancées: L'approbation de cet amendement est une étape importante dans l'histoire du droit à l'éducation au Brésil. Elle a été rapportée dans des publications spécialisées de portée mondiale comme le rapport 2020/2021 du Global Education Monitoring (GEM) de l'UNESCO sur les acteurs non étatiques de l'éducation. Le rapport GEM cite que c'est la première fois que l'organe législatif du pays a adopté une loi sur un mécanisme de financement de l'éducation proposé par une organisation de la société civile brésilienne. L'amendement constitutionnel 108/2020 est considéré par les éducateurs, les militants, les enseignants, les organisations et les mouvements sociaux comme l'une des plus importantes victoires récentes en matière de garantie des droits de l'homme dans le pays.

4.7 Pleins feux sur la région du Moyen-Orient

Treize coalitions nationales opèrent dans la région du Moyen-Orient et sont soutenues par la coalition régionale ACEA. Cinq coalitions ont répondu à l'enquête en ligne et ont déclaré travailler dans les quatre domaines stratégiques, en particulier l'éducation en situations d'urgence et l'égalité et la non-discrimination dans l'éducation.

L'ACEA est une alliance éducative civique indépendante, à but non lucratif, composée d'un groupe de réseaux, de coalitions, d'ONG, d'organisations communautaires, de syndicats d'enseignants et de syndicats intéressés par les questions d'éducation. L'ACEA, avec les coalitions nationales, a travaillé sans relâche au cours des quatre dernières années pour s'assurer que l'éducation était une priorité pour les gouvernements pendant la pandémie.

Égalité et non-discrimination

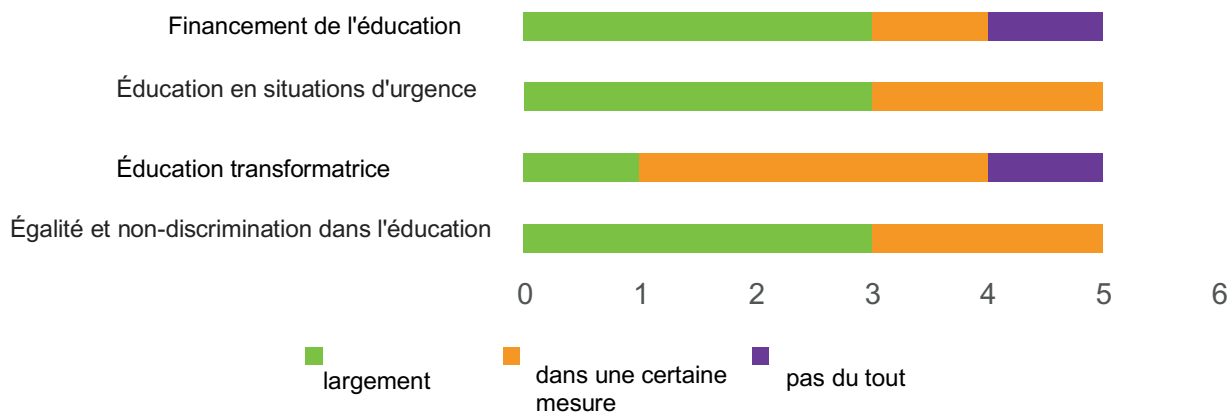
La coalition régionale ACEA a dirigé et coordonné les projets et activités liés au domaine stratégique de l'égalité et de la non-discrimination, en collaborant avec les coalitions nationales et le secrétariat de la CME. Les coalitions nationales ont bénéficié de cours de formation régionaux, de forums et de conférences, de campagnes de sensibilisation internationales, de documents de recherche et d'ateliers virtuels.

Le Réseau arabe pour l'éducation civique et la Coalition jordanienne pour l'éducation ont organisé une table ronde sur « Le rôle du journalisme d'investigation pour faire du droit à une éducation générale, inclusive, équitable, qualitative et gratuite une réalité » en présence d'éducateurs, de professionnels des médias, d'universitaires, de représentants d'institutions de la société civile et d'institutions intéressées par l'éducation. L'activité a eu lieu pendant la Semaine d'action mondiale pour l'éducation 2019.

Au premier plan de la lutte pour l'égalité et la non-discrimination dans l'éducation se trouve le rôle des femmes et des filles. Il y a plus de 80 millions d'analphabètes dans le monde et 2/3 d'entre eux sont des femmes. Dans les zones rurales du Maroc, plus de 70 % des femmes et des filles sont analphabètes, principalement en raison de l'impossibilité d'accéder aux écoles dans les régions reculées. Education for All Morocco a travaillé en étroite collaboration avec l'ACEA pour scolariser les filles en leur donnant accès à un logement et à des espaces sûrs dans les zones rurales afin de leur permettre de profiter pleinement de leur éducation.

L'ACEA a également mené des recherches sur les obstacles et les déterminants des processus éducatifs en vigueur dans certains pays arabes, et sur leur réponse aux étudiants et étudiantes. Pour souligner le rôle des femmes et des filles dans l'éducation, l'ACEA a accueilli le Forum féministe de l'éducation arabe en décembre 2020, décrit plus en détail ci-dessous.

Figure 10: La mesure dans laquelle les membres de la CME de la région du Moyen-Orient déclarent travailler dans les domaines stratégiques de la CME.





Les mouvements féministes arabes et leur rôle dans le mouvement éducatif : Forum « Parier sur l'égalité et l'égalité des chances »

Pays: Région

Organisation: ACEA

Contexte:

Les femmes et les filles sont encore confrontées à de nombreux défis dans les régions arabes en raison de normes sociales et de législations défavorables. Et ce, malgré les nombreux progrès réalisés au cours des dernières décennies en matière de lois sur l'égalité de genre, d'éducation des filles, de mariage précoce des filles et de représentation des femmes dans les rôles de direction.

La réalisation de l'égalité de genre et l'autonomisation des femmes et des filles sont un principe clé de l'ACEA. En conséquence, la coalition régionale cherche à intégrer les Objectifs de développement durable (ODD) relatifs à l'éducation et à l'égalité de genre, respectivement les ODD 4 et 5, dans le cadre de ses activités. Pour ce faire, l'ACEA s'est efforcée d'ouvrir la voie à la préparation d'un mécanisme de travail qui renforce le rôle des mouvements féministes arabes au sein de l'ACEA et favorise la représentation des femmes dans les postes de direction éducatifs, communautaires et politiques.

Action:

C'est pourquoi l'ACEA a proposé un forum en décembre 2020 pour aider à unifier les mouvements féministes de toute la région afin de soutenir son objectif. Ce forum virtuel s'intitulait « Les mouvements féministes arabes et leur rôle dans le mouvement éducatif : Parier sur l'égalité et l'égalité des chances ». Les participants (plus de 130) venaient de tous les horizons et du monde entier, notamment des activistes, des experts, des universitaires et des chercheurs dans les domaines de l'éducation et des droits des femmes. Des coalitions nationales de l'éducation et des organisations membres de l'ACEA étaient également présentes aux côtés d'organisations féministes. Les participants ont discuté des contextes historiques, actuels et prospectifs des mouvements féministes, de leurs contributions à l'Agenda 2030 pour l'éducation et de l'avancement du statut des femmes et de l'éducation dans la région arabe. Un accent particulier a été mis sur les effets de la pandémie de COVID-19 sur les femmes.

Avancées:

Il s'agissait du premier forum de ce type pour l'ACEA. Outre le fait qu'il a permis de recueillir de nombreuses idées et réactions, il a renforcé l'engagement de l'ACEA et de ses membres à améliorer la représentation des femmes au sein de leurs structures tout en travaillant à la réalisation des ODD 4 et 5. Les mouvements féministes prennent de plus en plus part aux événements et initiatives d'apprentissage régionaux de l'ACEA. À partir de 2022, ils devraient s'associer à l'ACEA sur le terrain pour développer les mécanismes de travail qui les aideront à unifier leur action. Le forum 2020 de l'ACEA a également inspiré d'autres coalitions de la région à faire avancer la cause féministe. En 2021 et 2022, les coalitions libanaise, palestinienne, somalienne et soudanaise ont chacune organisé un forum féministe national.

Education en situations d'urgence

L'ACEA et les coalitions nationales ont mené des actions de plaidoyer et des recherches pour mettre en lumière les défis auxquels sont confrontés les pays et les communautés vivant avec la menace constante des conflits armés au Moyen-Orient. La COVID-19 a exacerbé ces défis, entraînant une augmentation de la violence à l'égard des femmes, des fractures numériques et des inégalités dans l'accès à l'éducation et son offre.

L'ACEA, par le biais de diverses interventions et activités durant la pandémie, a fait entendre la voix de la société civile éducative aux niveaux national, régional et mondial, et s'est efforcée de renforcer le rôle des organisations et des coalitions de la société civile dans un effort de réponse à la crise. La campagne a provoqué des débats dans la région arabe, soulevant des questions à explorer par la recherche, et encourageant une mentalité collective et un véritable partenariat entre toutes les parties du système éducatif. Les efforts de la campagne menés par l'ACEA au cours de la période se sont concentrés sur trois domaines : l'impact de la crise sur le système éducatif, les orientations futures pour faire progresser l'éducation, et la forme de l'éducation post-pandémique.

L'ACEA a mené une recherche régionale sur la COVID-19 dans la région, intitulée « Étude de l'impact de l'éducation intégrée sur l'éducation obligatoire et gratuite à la lumière de la pandémie de COVID-19 ». Elle a également soutenu les coalitions nationales dans l'élaboration de documents de recherche nationaux en Irak, en Libye, en Palestine, en Syrie, au Yémen, au Soudan et en Somalie.

Financement de l'éducation

L'ACEA s'est concentrée sur le renforcement des capacités des coalitions en lançant l'Académie arabe de l'éducation et en assurant la participation des coalitions dans des formations sur les politiques éducatives, les politiques financières, les politiques de genre et l'analyse des budgets et des dépenses en matière d'éducation.

Dans le cadre d'un effort régional pour aborder la question du service des prêts et de la dette, l'ACEA a lancé la campagne « Annulation de la dette pour l'avenir de l'éducation dans la région arabe » en partenariat avec la CME, décrite plus en détail ci-dessous :





Campagne d'annulation de la dette

| | |
|---------------|---|
| Pays: | Region |
| Organisation: | ACEA |
| Contexte: | <p>Dans toute la région arabe, les conditions d'emprunt et de service de la dette des pays ont conduit à une réduction de la protection sociale, à une tendance à la fourniture de services privés, à une aggravation des conflits sociaux, de la pauvreté, de la militarisation et de la répression, et à des impacts particulièrement négatifs sur les femmes, les peuples indigènes, les communautés les plus pauvres et les plus vulnérables. En ce qui concerne l'éducation, les coalitions de la CME dénoncent les dépenses limitées de l'État en matière d'éducation publique, accompagnées d'une augmentation de l'offre d'éducation privée, ce qui indique un affaiblissement de l'engagement des États à financer l'éducation pour tous. Ces problèmes se sont aggravés pendant la pandémie de COVID-19, lorsque les déficits des pays ont augmenté, et sont particulièrement aigus dans les zones touchées par les conflits.</p> |
| Action: | <p>Dans ce contexte, l'annulation inconditionnelle de la dette extérieure des pays arabes pauvres et touchés par les conflits pourrait libérer des fonds publics pour l'éducation et d'autres domaines sociaux, un objectif poursuivi par les coalitions de la CME au Moyen-Orient.</p> <p>Divers efforts ont été entrepris par les coalitions à cet égard. Elles ont commencé par différentes initiatives de suivi budgétaire et de suivi des promesses de dons qui soutiennent le plaidoyer budgétaire de la CME et les approches sur le financement de l'éducation dans la région arabe. Parmi ces initiatives figurent la formation et l'utilisation de l'outil de suivi budgétaire récemment introduit par la CME. Cet outil facilite l'analyse des données et la préparation de rapports nationaux que les coalitions utilisent pour proposer des solutions politiques de financement de l'éducation adaptées au contexte. En janvier 2021, l'ACEA, avec la CME et ses partenaires, a lancé la campagne régionale de plaidoyer « Annulation de la dette pour l'avenir de l'éducation dans la région arabe ». Grâce à ses différents événements, la campagne a suscité des débats, suggéré des interventions politiques tangibles pouvant durer entre un et trois ans, et sensibilisé au sujet afin d'influencer l'opinion publique.</p> |
| Avancées: | <p>Par ses revendications et ses demandes fondamentales, la campagne 2021 a servi de passerelle aux organisations de la société civile et aux citoyens pour soumettre leurs propositions aux chefs de gouvernement nationaux et à la communauté financière internationale. Par ce biais, la campagne de l'ACEA s'est positionnée aux côtés de mouvements et de campagnes régionaux et internationaux similaires, tels que la Campagne du Jubilé et le Réseau d'action mondiale pour l'annulation de la dette.</p> |

4.8 Pleins feux sur la région Europe et Amérique du Nord

La circonscription Europe et Amérique du Nord est composée de vingt coalitions. Les membres de la CME de cette région ont ciblé les quatre domaines stratégiques définis dans le plan stratégique 2019-2022. Onze coalitions de la région ont répondu à l'enquête, et déclarent travailler le plus largement sur l'égalité et la non-discrimination, suivies par le financement de l'éducation et l'éducation en situations d'urgence. Les activités régionales comprenaient la communication, l'échange de connaissances et l'apprentissage, la création d'alliances et de réseaux, la recherche et le plaidoyer. Les principaux mécanismes utilisés par les coalitions régionales et nationales étaient la communication, le plaidoyer, la création d'alliances et de réseaux, et le partage des connaissances.

Contrairement à d'autres regroupements régionaux, les organisations de la CME basées en Europe et en Amérique du Nord travaillent sur plusieurs sites géographiques dans le monde, et financent et mettent souvent en œuvre des projets, des programmes et des activités dans toutes les régions de la CME. Ainsi, les coalitions d'Europe et d'Amérique du Nord ont une forte interaction avec d'autres coalitions, gouvernements et organisations du monde entier afin de renforcer les liens et les actions de la CME dans le monde entier.

Égalité et non-discrimination

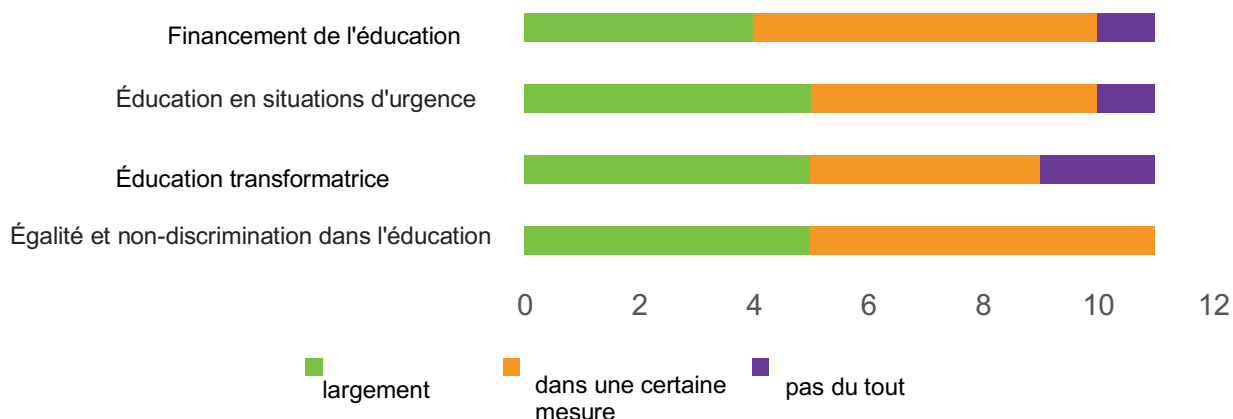
Les coalitions ont mis l'accent sur la participation des jeunes et le soutien aux défenseurs locaux et régionaux de la jeunesse pour promouvoir l'éducation dans leurs communautés. Des réunions nationales et régionales ont été organisées pour garantir une éducation de qualité, inclusive et équitable, y compris l'éducation inclusive du handicap et le développement de la petite enfance, l'égalité de genre, l'éducation des filles et des femmes, l'éducation en situations d'urgence, l'alphabétisation, le calcul, les compétences de pensée critique, les compétences de vie et le partage des connaissances sur l'éducation mondiale.

En 2020, Educaid.be a organisé la conférence numérique Educaid.be 2020 dont l'objectif était de contribuer à la compréhension de ce que représente réellement l'éducation inclusive, des obstacles qui entravent sa mise en œuvre, des perspectives, des stratégies et des approches pour y parvenir, ainsi que des pratiques exemplaires et inspirantes en place. Grâce aux présentations d'un panel d'experts et à un accent sur des situations concrètes, la conférence Educaid.be visait à améliorer la compréhension de ces questions complexes par les membres et les autres parties intéressées.

La Coalition Éducation en France s'est mobilisée autour de la loi de programmation et d'orientation sur le développement solidaire et la lutte contre les inégalités mondiales pour promouvoir l'éducation transformatrice, renforcer l'approche des droits humains et faire de l'éducation en situation de crise une priorité de la loi. En 2021-2022, la Coalition éducation France a mené le projet « État des lieux et bonnes pratiques des OSC pour l'éducation dans les pays en développement ». Ce projet vise à identifier les bonnes pratiques éducatives menées par les OSC dans les pays en développement autour de huit thèmes prioritaires, et à dresser un état des lieux concis pour chaque thème afin de contribuer au renforcement des pratiques et politiques de coopération éducative. Ces thèmes comprennent l'éducation inclusive ; les facteurs de qualité de l'éducation (impacts, évaluation, formation des enseignants) ; l'éducation, le climat/environnement, la formation professionnelle (entrepreneuriat et égalité de genre), l'éducation en tant que secteur transversal, l'éducation en situation de crise/résilience des systèmes, la petite enfance/préscolaire, l'éducation et le monde numérique.

L'éducation de la petite enfance, l'inclusion des personnes handicapées, l'éducation dans les situations d'urgence, l'éducation des filles et des femmes et le financement de l'éducation ont également été au premier plan du plaidoyer politique dans la région, comme le montre l'exemple suivant.

Figure 11: La mesure dans laquelle les membres de la CME dans la région européenne et nord-américaine déclarent travailler dans les domaines stratégiques de la CME.





Éducation des filles et éducation intégrant le handicap

Pays: États-Unis

Organisation: The Global Campaign for Education-US (GCE-US)

Contexte: La coalition GCE-US s'est toujours engagée à promouvoir l'éducation en tant que droit humain fondamental et à créer une volonté politique aux États-Unis et à l'échelle internationale pour garantir une éducation de qualité et inclusive pour tous.

De 2019 à 2022, la coalition a réalisé des avancées significatives en faveur de la promotion de l'égalité et de la non-discrimination dans l'éducation, de l'éducation en situations d'urgence et du financement de l'éducation.

Action: En 2021, GCE-US a co-organisé plusieurs événements sur l'éducation des filles et l'éducation inclusive du handicap, y compris une journée de plaidoyer pour la Journée internationale de la fille, un événement parallèle sur l'éducation pour tous sensible au genre et inclusive du handicap lors du Sommet mondial sur le handicap, et plusieurs autres événements soulignant les défis des identités intersectionnelles de genre et de handicap dans l'accès à une éducation inclusive de qualité. En outre, GCE-US a accueilli, facilité et organisé des réunions bimensuelles de la communauté de pratique sur l'éducation inclusive et la petite enfance, des réunions mensuelles de la coalition et des réunions bimensuelles de coordination du plaidoyer en faveur de l'éducation aux États-Unis. Le plaidoyer législatif actuel comprend : la loi sur l'évaluation de la perte d'apprentissage globale, la loi de 2022 sur la responsabilité en matière d'éducation dans le développement, la loi sur le maintien des filles à l'école et la loi sur les filles LEAD. Enfin, GCE-US et ses partenaires ont considérablement augmenté le financement du gouvernement américain pour l'éducation mondiale au cours de cette période, se protégeant avec succès contre les réductions de financement proposées.

Avancées: GCE-US a reconnu l'importance de la collaboration par le biais du plaidoyer politique, de la création de partenariats, de la convocation, de la participation des jeunes et de l'organisation. Elle a étendu son impact collectif et facilité le renforcement des capacités sur des questions telles que les droits à l'éducation, l'éducation pour les personnes handicapées, l'éducation des filles et l'éducation transformatrice de genre, l'éducation dans les situations d'urgence et le financement de l'éducation parmi les 80+ membres et partenaires de la coalition.

L'éducation en situations d'urgence et le financement de l'éducation

Les coalitions nationales et régionales ont plaidé en faveur de fonds supplémentaires pour l'éducation, ce qui s'est traduit par une augmentation des budgets au niveau national et des fonds destinés à l'aide au développement liée à l'éducation. En Europe et en Amérique du Nord, ces deux sujets sont souvent interconnectés, à la fois parce que de nombreuses organisations, OSC et ONG sont basées dans ces pays, mais mettent en œuvre des projets dans le Sud, et parce que certains pays européens et nord-américains ont augmenté l'aide étrangère à l'éducation au cours des deux dernières années afin de surmonter certaines des pertes dues à la COVID-19.

En France, la Coalition Éducation a mené un important travail de plaidoyer pour renforcer le financement de l'éducation par la France dans les pays partenaires.

La France a augmenté son aide à l'éducation, y compris au niveau multilatéral, par le biais d'un engagement fort dans le Partenariat mondial pour l'éducation. La Globale Bildungskampagne Deutschland a pu faire pression pour une augmentation significative de l'aide allemande à l'éducation, en particulier, une augmentation de la contribution du GPE et un accent sur l'éducation (transformative) des filles ainsi que sur le rétablissement post-COVID-19, avec des contributions pluriannuelles à l'éducation en situations d'urgence par le biais de Education Cannot Wait. L'Allemagne est désormais l'un des plus grands donateurs bilatéraux pour l'éducation en situation d'urgence (via ECW) et un partenaire important du GPE, ce qui est très important étant donné les réductions d'aide actuelles de nombreuses organisations donatrices. La réponse mondiale à de multiples crises (COVID-19, Ukraine, famine) a mobilisé le soutien politique en faveur de l'éducation, mettant en évidence l'impact dévastateur sur l'éducation, la pauvreté et le développement.



http://www.coalition-education.fr/depotWeb/rapport_EN-double-pdf.pdf



#LaMejorLección («La meilleure leçon») campagne en ligne

Pays: Espagne

Organisation: Campaña Mundial por la Educación (CME)

Contexte: L'éducation de plus de 1,5 milliard d'apprenants a été gravement affectée par les fermetures d'écoles consécutives pendant la pandémie de COVID-19. Rien qu'en Espagne, 10 millions d'élèves n'ont pas pu aller à l'école à un moment donné en raison des perturbations de la COVID-19. La pandémie a exacerbé les lacunes en matière d'équité, d'inclusion et de qualité de l'éducation partout et a particulièrement touché les élèves défavorisés. Avec le développement de l'enseignement à distance, différents problèmes sont apparus, comme la fracture numérique, la mauvaise nutrition des enfants due au manque d'accès aux repas scolaires, et les difficultés des parents à soutenir l'apprentissage des enfants.

Pourtant, la crise de la COVID-19 a également été l'occasion de repenser les modes de vie et d'en tirer des leçons pour construire de meilleures sociétés dans la période post-pandémique. Il s'agit notamment d'appeler à une attention renouvelée sur les lacunes en matière d'éducation et sur le rôle clé de l'éducation pour sortir de la crise. La Campaña Mundial por la Educación (CME) espagnole a donc contribué à faire de l'éducation une priorité politique sociale et permanente tout au long de la pandémie et de ses suites. Son approche comportait deux fronts. L'un consistait à plaider pour une éducation qui favorise la pensée critique, la solidarité, l'empathie et la citoyenneté mondiale pour nous aider à sortir de la crise de la pandémie. L'autre consistait à exiger des représentants politiques un financement plus important pour combler les lacunes en matière d'éducation, en particulier dans les zones les plus vulnérables, qui risquent davantage de voir l'enseignement interrompu pendant la crise.

Action: La coalition de la CME a lancé la campagne en ligne #LaMejorLección (« La meilleure leçon ») pour permettre à chacun de partager ses réflexions et les leçons apprises autour de l'éducation dans le contexte de la pandémie. Les participants à la campagne ont partagé sur les réseaux sociaux, à l'aide d'une photo d'eux-mêmes, d'une vidéo ou d'un texte, ce qu'ils pensaient de l'éducation pendant la COVID-19 et comment, selon eux, l'éducation pouvait contribuer à renforcer les sociétés une fois la pandémie terminée. Par la suite, le CME a compilé les leçons apprises comme une forme de réflexion collective et l'a présentée aux représentants du gouvernement.

Avancées: Grâce à sa campagne, la CME a contribué à faire entendre la voix de la population, même s'ils n'ont pas pu descendre dans la rue pendant la pandémie. La coalition a démontré comment elle a abordé avec succès la mobilisation et le plaidoyer participatifs en ligne suite à la COVID-19. La campagne a été bien accueillie par les communautés éducatives, les médias, le service public et les représentants politiques, ouvrant de nouveaux espaces et alliances de plaidoyer. S'appuyant sur #LaMejorLección, la CME a publié un rapport intitulé « Protéger le droit à l'éducation dans le contexte des crises liées au coronavirus ». Enfin, #LaMejorLección a permis d'établir un dialogue direct avec les acteurs concernés, y compris dans le domaine politique, et a conduit à une plus grande reconnaissance de la CME en tant qu'acteur clé de l'éducation et de la coopération. Dans l'ensemble, la CME estime que son effort a contribué à la volonté de l'État espagnol d'augmenter ses allocations d'aide au développement à l'éducation. Les réflexions de #LaMejorLección ont également été incluses la campagne #OneMillionVoices de la CME sur le financement de l'éducation.

5 L'avenir

Le Secrétariat de la CME et les organisations membres du monde entier ont fait de grands progrès pour renforcer et consolider la présence de la société civile aux niveaux mondial, régional et national au cours de la période 2019-2022. Cela est d'autant plus remarquable si l'on considère la pandémie sans précédent de COVID-19, qui a entraîné des fermetures d'écoles dans le monde entier et des confinements à l'échelle nationale en 2020 et 2021. Alors que le réseau se prépare pour la période stratégique 2023-2026, il est intéressant de prendre en compte les points à retenir et les recommandations ci-dessous, issus de ce rapport.

- **Investir dans un plaidoyer coordonné** : Le plaidoyer et la recherche ont été une composante intégrale des coalitions du réseau de la CME au cours des quatre dernières années : faire partie d'un réseau régional et mondial réputé renforce la voix de l'organisation au niveau national. Le mouvement a fait de grands progrès en termes de collaboration entre les niveaux et les membres, ce qui devrait être maintenu au cours des quatre prochaines années. Il est important que les membres de la CME collaborent pour recadrer, localiser et adapter les campagnes afin de répondre à des défis contextualisés, et ne pas s'appuyer sur un message unique et global. Si cela n'est pas fait, les campagnes risquent d'être considérées comme génériques et dépourvues de pertinence contextuelle.
 - **Établir des priorités dans les domaines de formation** : La CME, tant au niveau central que par le biais de ses branches régionales, a proposé un large éventail de formations au cours de la période 2019-2022. Malheureusement, dans certains cas, les membres ont été dépassés par l'offre de formation. Ainsi, il serait souhaitable de donner la priorité à certains sujets de formation et de les répartir sur une période donnée, laissant aux coalitions nationales plus de temps à consacrer à leurs propres activités et permettant un soutien continu. Le secrétariat de la CME est apparu comme plus stable et plus actif au cours de la dernière période, malgré l'impact de la COVID-19, avec une présence en ligne plus importante et la mise à disposition d'un large éventail de webinaires pertinents auxquels les membres peuvent participer. Les membres régionaux et nationaux soulignent l'importance du partage des connaissances et du mentorat.
 - **Renforcer la participation inclusive des jeunes** : Les coalitions régionales et nationales ainsi que le Secrétariat se sont concentrés sur la mise à l'échelle de la recherche-action menée par les jeunes dans les pays en tant que stratégie d'autonomisation pour faire participer les jeunes dans la défense de l'éducation. Cette approche permet aux jeunes issus de communautés marginalisées de créer leur programme et de renforcer leur confiance en matière de plaidoyer. Malgré les progrès réalisés dans l'implication des jeunes,
- la CME devrait continuer à investir pour faire participer les jeunes marginalisés aux réunions et plateformes mondiales, virtuelles ou en personne, en leur apportant un soutien (par exemple, interprétation, accompagnement, etc.) Cette approche devrait être étendue à tous les groupes d'intérêt de la CME.
- **Envisager la numérisation de l'éducation et l'utilisation des technologies dans le prochain plan stratégique** : Les coalitions nationales et régionales ont constaté que les quatre domaines stratégiques établis dans le Plan stratégique 2019-2022 englobaient de nombreux sujets différents, pertinents dans leurs contextes nationaux. En outre, un sujet qui a été régulièrement mentionné au cours de l'enquête et des entretiens était la numérisation de l'éducation, comme un domaine d'intérêt potentiel dans les quatre prochaines années. La numérisation est considérée comme faisant partie intégrante de la transformation de l'éducation dans les contextes actuels et futurs, ce qui justifie des discussions sur plusieurs fronts. Au niveau conceptuel, la CME peut contribuer à élargir les discours basés sur les lacunes en matière d'accès et de connectivité qui désavantagent les plus pauvres, les ruraux, les migrants et les femmes à d'autres approches centrées sur les biens publics, les droits numériques et leurs liens avec l'éducation et d'autres droits. Au niveau politique, la CME peut jouer un rôle décisif en plaidant pour l'infrastructure TIC pour l'éducation, la formation numérique des enseignants et des parents, la qualité de l'éducation numérique, les formes et les acteurs impliqués dans la fourniture de services éducatifs, etc.
 - **Investir dans une stratégie de financement globale** : La CME devra redoubler d'efforts pour surmonter les contraintes financières découlant de la diminution du financement mondial de l'éducation. La transition du FSCE à EOL, les retombées de la COVID-19 et les difficultés macroéconomiques mondiales ont eu un impact sur les flux de financement plus récemment. L'exercice d'analyse de l'environnement de la CME a permis d'identifier d'autres menaces pour le financement de l'éducation, comme la diminution de l'ouverture à la participation de la société civile dans l'élaboration des politiques éducatives, les changements dans la gouvernance mondiale affectant l'architecture et les flux de financement des donateurs internationaux, la concurrence avec d'autres services publics et programmes politiques (secteur de la santé, croissance économique, durabilité, etc). Ce contexte appelle la CME à réfléchir à sa stratégie de financement et bénéficierait d'une analyse de nouvelles formes de travail. Au cours de la période 2019-2022, plusieurs stratégies ont été évoquées, par exemple, tirer parti de la technologie pour la collecte de fonds (réseaux sociaux, crowdfunding, dons mobiles) ; identifier des opportunités de financement collaboratif transnationales et transrégionales ; établir des partenariats avec d'autres acteurs de la société civile ; former des alliances avec des acteurs dans des domaines concurrents qui reçoivent des subventions

(changement climatique, jeunesse, santé mentale, sécurité et fragilité, etc.) ; et l'amélioration de l'intelligence organisationnelle grâce à des outils analytiques modernes.

- **Utiliser l'élan des événements et publications liés à l'ODD4** : La prochaine stratégie de la CME coïncide avec une période critique pour l'ODD 4, qui entre dans sa seconde moitié au moment même où les systèmes éducatifs tentent de se remettre de la longue ombre de la COVID-19. Grâce à leur présence géographique inégalée, les membres de la CME pourraient en profiter pour se positionner de manière plus visible dans les débats mondiaux, régionaux et nationaux autour du statut de l'Agenda 2030 de l'éducation post-pandémique. L'expérience de la CME en matière de recherche et de plaidoyer dans le cadre de la COVID-19 et de l'ODD 4, acquise au cours de la période stratégique 2019-2022, peut servir de tremplin. Plusieurs domaines d'intérêt pourraient être envisagés : suivi des progrès vers l'ODD 4 sous les angles de l'équité et de la fracture numérique ; plaidoyer pour un financement plus équitable de l'éducation ; proposition d'un programme transformateur et durable pour l'éducation post-COVID-19 ; etc.

Les années à venir apporteront sans aucun doute à la CME de nouveaux membres, de nouvelles activités, de nouveaux défis et de nouvelles opportunités pour continuer à renforcer le mouvement mondial et le travail de la CME en vue de garantir une éducation inclusive et de qualité pour tous, conformément aux agendas d'Education 2030 et de l'ODD4.



5.1 Considérations clés du rapport d'analyse stratégique

- - La survie de toute organisation dépend généralement de sa capacité à répondre aux changements externes en planifiant et en concevant des plans d'action qui peuvent façonner l'avenir de l'organisation. La même notion s'applique à la CME, bien qu'il s'agisse d'un mouvement de la société civile.
- - La mission et la vision de la CME en tant que plateforme mondiale fédératrice pour plus de 120 membres plaidant pour une éducation de qualité en tant que droit humain fondamental à travers cinq régions du monde ne sont pas une entreprise simple. Il est urgent de disposer de capacités organisationnelles solides afin de suivre et de démontrer les progrès de la CME vers ses objectifs stratégiques.
- - Les réalités divergentes dans les différentes régions et les ramifications sociétales de la pandémie sanitaire mondiale, la COVID-19, ont exacerbé des environnements déjà difficiles. Pour naviguer dans ces environnements complexes, il faut tenir compte de ces réalités contextuelles et, dans certains cas, fragiles, si l'on veut progresser régulièrement vers la réalisation des objectifs de développement durable pour 2030, dans huit ans.
- - Il va de soi que l'existence de la CME en tant que mouvement de la société civile repose sur l'idée qu'il existe des inégalités en matière d'éducation et des environnements fragiles. Cependant, la CME fonctionne au sein d'un écosystème mondial composé de politiques, d'économie, de démographie, de technologie et d'éléments naturels. En se concentrant sur les différents environnements régionaux, la CME peut accroître son influence grâce à de multiples collaborations afin de garantir l'éducation pour tous et de progresser vers la réalisation de l'ODD4 et des autres ODD liés à l'éducation.
- - Le pouvoir des mouvements transnationaux de la société civile réside dans la qualité de leur structure, dans leur vision commune et dans les voies de transformation nationales cohérentes créées dans des réalités contextuelles très différentes ; dans ce cas, il s'agit de créer un meilleur avenir pour tous en garantissant une éducation inclusive et équitable en tant que droit humain fondamental dans le monde entier.
- - Une OSC bien structurée ne se contente pas de refléter les ODD dans les plans stratégiques, ce qui est une lacune organisationnelle critique de nombreuses OSC. Il s'agit de conduire une planification intégrée basée sur une compréhension profonde des différentes priorités et des points de pression, de tirer parti des opportunités, de créer des synergies et d'explorer les actions les plus propices.

6 Bibliographie

ADB. (2022, July 20). *Education in Asia Pacific*. <https://www.adb.org/what-we-do/sectors/education/main> (Accessed: October 2022).

GCE. (2019). *Strategic Plan 2019-2022*. Johannesburg: GCE.

GCE. (2022). *Setting Spaces for Youth and Student-led Advocacy*. Johannesburg: GCE.

GCE. (2022a). *GCE Global Youth & Student Caucus 2022 Report*. Johannesburg: GCE. <https://campaignforeducation.org/en/resources/gce-reports/gce-global-youth-student-caucus-2022-report> (Accessed: October 2022).

IBE UNESCO. (2021). *Education and Covid-19: Recovering from the shock created by the pandemic and building back better*. Geneva: IBE UNESCO.

Muslim Aid. (2022, July 28). *Muslim Aid Media Centre*. What is Education Like in the Middle East?: <https://www.muslimaid.org/media-centre/blog/what-is-education-like-in-the-middle-east/> (Accessed: October 2022).

NFER. (2020). *Final evaluation of the Civil Society Education Fund, 2016-2019 (CSEF III). Final evaluation report*. Slough: National Foundation for Educational Research [NFER].

NFER. (2021). *NFER's background paper for the 2021 GEM Report*. Slough: NFER.

OECD. (2021a). *PISA 21st-Century Readers: Developing literacy skills in a digital world*. Paris: OECD.

Pacutho Udongo, B. (2021). *One Billion Voices: How Africa Can Lead on Education in a Post COVID-19 World*. Available at <https://campaignforeducation.org/en/resources/gce-reports/how-africa-can-lead-on-education-in-a-post-covid-19-world-report> (Accessed: October 2022).

UIS. (2022, July 10). *UNESCO Institute for Statistics*. Education in Africa: <http://uis.unesco.org/en/topic/education-africa> (Accessed: October 2022).

UNESCO. (2021). *A snapshot of educational challenges and opportunities for recovery in Africa*. Available at https://fr.unesco.org/sites/default/files/20210527a_snapshot.pdf (Accessed: October 2022).

UNESCO and UNICEF. (2021). *Situation Analysis on the Effects of and Responses to COVID-19 on the Education Sector in Asia. Regional Synthesis Report*. Available at <https://www.unicef.org/eap/media/9301/file/Regional%20Situation%20Analysis%20of%20the%20Impacts%20of%20COVID-19%20on%20Education.pdf> (Accessed: October 2022).

UNICEF. (2020, July 20). *Education*. East Asia Pacific : <https://www.unicef.org/eap/what-we-do/education> (Accessed: October 2022).

UNICEF. (2020a, July 20). *Education in the MENA Region*. <https://www.unicef.org/mena/education> (Accessed: October 2022).

UNICEF. (2022, July 20). *Reimagining education in Latin America and the Caribbean*. <https://www.unicef.org/lac/en/reimagining-education-latin-america-and-caribbean> (Accessed: October 2022).

World Bank. (2021). *Acting Now to Protect the Human Capital of Our Children : The Costs of and Response to COVID-19 Pandemic's Impact on the Education Sector in Latin America and the Caribbean*. Washington, DC: World Bank.

World Bank, UNESCO and UNICEF. (2021b). *The State of the Global Education Crisis: A Path to Recovery*. Washington, Paris, New York: The World Bank, UNESCO, and UNICEF.

Annexe A: Documents examinés

| # | Titre du document | Type de document |
|----|---|---|
| 1 | GCE Final Strategic Plan 2019 - 2022 (Long Version) 1 | Documents de planification stratégique et opérationnelle de la CME |
| 2 | GCE Strategic Plan 2019-2022 (Long Version) 2 | Documents de planification stratégique et opérationnelle de la CME |
| 3 | GCE Advocacy Framework 2019-2022 FINAL 3 | Documents de planification stratégique et opérationnelle de la CME |
| 4 | Mid Term Review Report of GCE strategic plan 2019-2022 9 | Rapports de mise en œuvre et d'examen de la stratégie de la CME |
| 5 | GCE 2020 Annual Implementation Report_2020 10 | Rapports de mise en œuvre et d'examen de la stratégie de la CME |
| 6 | GCE 2021 Annual Implementation Report_Final 28Feb2022 11 | Rapports de mise en œuvre et d'examen de la stratégie de la CME |
| 7 | GCE Environmental Scanning Report_Final_01052022 12 | Rapports de mise en œuvre et d'examen de la stratégie de la CME |
| 8 | GCE-spotlight-report-07-07-19 16 | Rapports de recherche du secrétariat de la CME |
| 9 | Global Education Monitoring (GEM) Report 2021/2: non-state actors in education: who chooses? who loses? | Rapports de recherche du secrétariat de la CME |
| 10 | ASPBAE_Milestone_Report_2017_2021 21 | Rapports et documents régionaux et de circonscription : Asie-Pacifique |
| 11 | ASPBAE Constituency Report for GCE Board Meeting_3 May 2022 23 | Rapports et documents régionaux et de circonscription : Asie-Pacifique |
| 12 | Youth Informing Futures of Education Report_2021.pdf 25 | Rapports et documents régionaux et de circonscription : Asie-Pacifique |
| 13 | Youth-Led Action Research Impact COVID-19_MarginalisedYouth_2020 26 | Rapports et documents régionaux et de circonscription : Asie-Pacifique |
| 14 | CLADE Annual Report_2019-2020_Spanish_v7 28 | Rapports et documents régionaux et de circonscription : Amérique latine et Caraïbes |
| 15 | Civil society advocacy for the human right to education: stories and lessons learned from Latin America and the Caribbean (Volume 3)_ENG_FINAL 29 | Rapports et documents régionaux et de circonscription : Amérique latine et Caraïbes |

| # | Titre du document | Type de document |
|----|--|---|
| 16 | The Right to Education of Persons with Disabilities_ Executive-Summary_v2 31 | Rapports et documents régionaux et de circonscription : Amérique latine et Caraïbes |
| 17 | Latin America and Caribbean Constituency Report 35 | Rapports et documents régionaux et de circonscription : Amérique latine et Caraïbes |
| 18 | BRAZIL_Campanha_RelatorioAtividades _2022.1_PORTUGUES_INGLES_Final [1] | Rapports et documents régionaux et de circonscription : Amérique latine et Caraïbes |
| 19 | Agenda_trinacional | Rapports et documents régionaux et de circonscription : Amérique latine et Caraïbes |
| 20 | ACEA Summary of the Annual Report 2020-2021 36 | Rapports et documents régionaux et de circonscription : Moyen-Orient et Europe de l'Est |
| 21 | Education for All_Morocco Newsletter_ 2020 37 | Rapports et documents régionaux et de circonscription : Moyen-Orient et Europe de l'Est |
| 22 | Education for All_Morocco Newsletter_December 2019 38 | Rapports et documents régionaux et de circonscription : Moyen-Orient et Europe de l'Est |
| 23 | Debt_Cancellation_for_Future_of _Education_in_the_Arab_Region | Rapports et documents régionaux et de circonscription : Moyen-Orient et Europe de l'Est |
| 24 | English Agenda | Rapports et documents régionaux et de circonscription : Moyen-Orient et Europe de l'Est |
| 25 | Forum press release | Rapports et documents régionaux et de circonscription : Moyen-Orient et Europe de l'Est |
| 26 | Forum ToR | Rapports et documents régionaux et de circonscription : Moyen-Orient et Europe de l'Est |
| 27 | ANCEFA_Africa Constituency Report 2021 39 | Rapports et documents régionaux et de circonscription : Afrique |
| 28 | Tanzania-TENMET 2020-2021-Annual-Report 40 | Rapports et documents régionaux et de circonscription : Afrique |
| 29 | Zambia-ZANEC-Annual Report-2020 41 | Rapports et documents régionaux et de circonscription : Afrique |
| 30 | Mozambique-MEPT_ Annual Report_2020 43 | Rapports et documents régionaux et de circonscription : Afrique |
| 31 | ANCEFA Annual Report for 2019 -FINAL | Rapports et documents régionaux et de circonscription : Afrique |
| 32 | ANCEFA Annual Report for 2020 -Eng | Rapports et documents régionaux et de circonscription : Afrique |
| 33 | IQEC REPORT | Rapports et documents régionaux et de circonscription : Afrique |

| # | Titre du document | Type du document |
|----|---|--|
| 34 | Final Report of the Mapping Study | Rapports et documents régionaux et de circonscription : Afrique |
| 35 | Final Full report SSD and PE_SEP_EDIT1 SF edited clean | Rapports et documents régionaux et de circonscription : Afrique |
| 36 | GCE-US.Highlights.2020 52 | Rapports et documents régionaux et de circonscription : Europe et Amérique du Nord |
| 37 | Posicionamiento-final | Rapports et documents régionaux et de circonscription : Europe et Amérique du Nord |
| 38 | Constituency Report Education International May2022 62 | Rapports et documents régionaux et de circonscription : syndicat d'enseignants |
| 39 | GCE Youth Engagement Project 2021 Report 68 | Rapports et documents régionaux et de circonscription : jeunesse |
| 40 | GCE Youth Engagement Project Feb 2022 Report 69 | Rapports et documents régionaux et de circonscription : jeunesse |
| 41 | TCF's role during the education crisis in Myanmar (06 July 2022) (link) | Actualités et sites web |
| 42 | ACEA: Regional Open Wave (28 January 2021) (link) | Actualités et sites web |
| 43 | #LaMejorLección: proteger el derecho a la educación durante la crisis del coronavirus (no date) (link) | Actualités et sites web |
| 44 | El Movimiento por la Educación Transformadora y la Ciudadanía Global se suma a #LaMejorLección (no date) (link) | Actualités et sites web |
| 45 | Este abril no tenemos #SAME2020, pero os invitamos a reflexionar sobre cuál es #LaMejorLección (no date) (link) | Actualités et sites web |
| 46 | Tras los aprendizajes de #LaMejorLección seguimos protegiendo el derecho a la educación con #MilMillonesdeVoces (no date) (link) | Actualités et sites web |
| 47 | La Campaña Mundial por la Educación invita a compartir #LaMejorLección de la crisis del Covid-19 (08 April 2021) (link) | Actualités et sites web |
| 48 | Message de Plaidoyer à l'intention des candidats aux élections présidentielles et législatives 2020 - 2021 pour l'atteinte de l'Objectif de Développement Durable (ODD4) (link) | Actualités et sites web |

Annexe B: Participants à l'enquête

| # | Région | Pays | Organisation |
|----|----------------|----------------------------|--|
| 1 | Afrique | Bénin | Pamoja Afrique de l'Ouest |
| 2 | | Burkina Faso | Coalition nationale pour l'Éducation Pour Tous du Burkina Faso (CN - EPT/BF) |
| 3 | | Burundi | Coalition EPT BAFASHEBIGE |
| 4 | | Lesotho | Campaign for Education Forum (CEF) |
| 5 | | Madagascar | Coalition nationale malgache pour l'Éducation pour Tous (CONAMEPT) |
| 6 | | Mauritanie | Association pour le Développement Économique Social Culturel Quartier Las-Pa |
| 7 | | Maurice | Halley Movement |
| 8 | | Mozambique | Movimento de Educação para Todos (MEPT) |
| 9 | | Namibie | Namibia Education Coalition for Civil Society Organisations (NECCSO) |
| 10 | | Nigeria | Civil Society Action Coalition on Education for All (CSACEFA) |
| 11 | | Sénégal | Africa Network Campaign on Education for All (ANCEFA) |
| 12 | | Somalie | Education for All Somalia Coalition (EFASOM) |
| 13 | | Soudan | عيمجل ميلعتل ينادوسلا فالتتالا |
| 14 | | Togo | Coalition nationale Togolaise pour l'Éducation pour Tous (CNT/EPT) |
| 15 | | Zambie | Zambia National Education Coalition (ZANEC) |
| 16 | Asie Pacifique | Cambodge | NGO Education Partnership (NEP) |
| 17 | | Myanmar | Thinking Classroom Foundation (TCF) |
| 18 | | Papouasie -Nouvelle-Guinée | PNG Education Advocacy Network (PEAN) |
| 19 | | Philippines | Asia South Pacific Association for Basic and Adult Education (ASPBAE) |
| 20 | | Tadjikistan | Alliance of CSOs in Tajikistan for Education (ACTE) |
| 21 | | Timor-Leste | Civil Society Education Partnership (CSEP) |
| 22 | | Vietnam | Vietnam Association for Education for All (VAEFA) |

| # | Région | Pays | Organisation | |
|----|----------------------------|-----------------------------|---|--|
| 23 | Europe et Amérique du Nord | Albanie | Albanian Coalition for Education (ACE) | |
| 24 | | Belgique | Educaid.be | |
| 25 | | France | Solidarité laïque - Coalition Éducation | |
| 26 | | Géorgie | Georgian Coalition for Education for All (GCEFA) | |
| 27 | | Allemagne | Globale Bildungskampagne Deutschland (GBK) | |
| 28 | | Irlande | Irish Forum for Global Education (IFGE) | |
| 29 | | Espagne | Coalición Española de la Campaña Mundial por la Educación (CECME) | |
| 30 | | États-Unis | Global Campaign for Education - US (GCE-US) | |
| 31 | | Amérique latine et Caraïbes | Argentine | CADE y Fundación Otras Voces |
| 32 | | | Bolivie | Campaña Boliviana por el Derecho a la Educación (CBDE) |
| 33 | Brésil | | Campaña Latinoamericana por el Derecho a la Educación (CLADE) | |
| 34 | Colombie | | Coalición Colombiana por el Derecho a la Educación (CCDE) | |
| 35 | Costa Rica | | Agenda Ciudadana por la Educación y Derechos Humanos (ACED) | |
| 36 | République dominicaine | | Foro Socioeducativo (FSE) | |
| 37 | Guatemala | | Colectivo de Educación para Todas y Todos de Guatemala | |
| 38 | Honduras | | Foro Dakar Honduras (FDH) | |
| 39 | Nicaragua | | Foro de Educación y Desarrollo Humano de la Iniciativa por Nicaragua (FEDH-IPN) | |
| 40 | Pérou | | Marcha Global contra el Trabajo Infantil de Sudamérica | |
| 41 | Moyen-Orient | Égypte | رابكلا ميلعتو قيمالا وحمل قيبير علا فكبشلا | |
| 42 | | Jordan | ميلعتل بندر ألا فالتنالا | |
| 43 | | Pakistan | Pakistan Coalition for Education (PCE) | |
| 44 | | Palestine | Palestinian Education Coalition | |

Annexe C: Personnes interrogées

| Région | Pays | Organisation | Rôle/fonction |
|----------------|-----------------------------|--|---|
| Africa | Kenya | Africa Network Campaign on Education for All (ANCEFA) | Responsable de programmes |
| | Niger | Coalition Nigérienne des Associations, Syndicats et ONG de Campagne EPT au Niger (ASO-EPT Niger) | Vice-président |
| Asie Pacifique | Australie Philippines | Asia South Pacific Association for Basic and Adult Education (ASPBAE) | Coordinateur régional Education Out Loud Coordinateur des programmes et des opérations |
| | Népal | National Campaign for Education Nepal (NCE Nepal) | Coordinateur national |
| | Amérique latine et Caraïbes | Ecuador Brésil | Campaña Latinoamericana por el Derecho a la Educación (CLADE) |
| Moyen-Orient | Honduras | Foro Dakar Honduras (FDH) | Coordinateur national |
| | Pérou | Campaña Peruana por el Derecho a la Educación (CPDE) | Coordinateur national |
| | Jordanie | Arab Campaign for Education for All (ACEA) | Coordinateur du renforcement des capacités et de l'apprentissage |
| Moyen-Orient | Liban | Lebanese Coalition of the Global Campaign for Education (Arab Network for Popular Education) | Fondateur |
| | Secrétariat | Afrique du Sud | Campagne mondiale pour l'éducation (CME) |

Annexe D: Consultations par courriel

| Région | Pays | Organisation | Rôle/fonction |
|-----------------------------|----------------|---|---|
| Europe et Amérique du Nord | Espagne | Fundación Educación y Cooperación (Educo) | Coordinateur de la mobilisation sociale |
| Amérique latine et Caraïbes | Brésil | Campaña Latinoamericana por el Derecho a la Educación (CLADE) | Coordinateur du développement institutionnel |
| Moyen-Orient | Jordanie | Arab Campaign for Education for All (ACEA) | Coordinateur du renforcement des capacités et de l'apprentissage |
| Secrétariat | Afrique du Sud | Campagne mondiale pour l'éducation (CME) | Responsable du suivi, des évaluations, des rapports et de l'apprentissage |

Annexe E: Membres de la Campagne mondiale pour l'éducation

| Membres | Type | Circonscription | Pays |
|---|---------------|---------------------------|-------------|
| « All for Education! » National Civil Society Coalition of Mongolia | National | Asie Pacifique | Mongolie |
| ActionAid International | International | ONG Internationale | Royaume-Uni |
| Africa Network Campaign for Education for All (ANCEFA) | Régional | Afrique | Sénégal |
| Agenda Ciudadana por la Educacion | National | Amérique latine | Costa Rica |
| Albanian Coalition for Children's Education | National | Europe & Amérique du Nord | Albanie |
| Angolan EFA Network (AAEA) | National | Afrique | Angola |
| Arab Campaign for Education For All (ACEA) | Régional | Moyen-Orient | Palestine |
| Arab Network for Civic Education | Régional | Moyen-Orient | Jordanie |
| Arab Network for Literacy and Adult Education (ANLAE) | Régional | Moyen-Orient | Égypte |
| Arab Network for Popular Education | National | Moyen-Orient | Liban |
| Armenian Constitutional Right-Protective Centre (ACRPC) | National | Europe & Amérique du Nord | Arménie |
| Asia South Pacific Association for Basic and Adult Education (ASPBAE) | Régional | Asie Pacifique | Philippines |
| Australian Coalition for Education and Development(ACED) | National | Asie Pacifique | Australie |
| Basic Education Network in Ethiopia | National | Afrique | Éthiopie |
| Cameroun Education for All (CEFAN) | National | Afrique | Cameroun |
| Campaign for Popular Education (CAMPE) | National | Asie Pacifique | Bangladesh |

| Membre | Type | Circonscription | Pays |
|---|---------------|---------------------------|--------------|
| Campaña Argentina por el Derecho a la Educación | National | Amérique latine | Argentine |
| Campaña Boliviana por el Derecho a la Educación (CBDE) | National | Amérique latine | Bolivie |
| Campaña Latinoamericana por el Derecho a la Educación (CLADE) | Régional | Amérique latine | Brésil |
| Campaña Mundial a la Educación España | National | Europe & Amérique du Nord | Espagne |
| Campaña Peruana por el Derecho a la Educación (CPDE) | National | Amérique latine | Pérou |
| Campanha Nacional pelo Direito á Educação | National | Amérique latine | Brésil |
| Canadian International Education Policy Working Group (CIEPWG) | National | Europe & Amérique du Nord | Canada |
| Cape Verde Network Campaign on Education for All | National | Afrique | Cap Vert |
| CBM | International | ONG Internationale | Allemagne |
| Civil Society Action Coalition for Education for All (CSACEFA) | National | Afrique | Nigeria |
| Civil Society Education Coalition (CSEC) | National | Afrique | Malawi |
| Civil Society Education Partnership Association (CSEP) | National | Asie Pacifique | Timor Leste |
| Coalitia Globala pentru Educatie - GCE Romania | National | Europe & Amérique du Nord | Roumanie |
| Coalition béninoise des Organisations pour l'EPT (CBO-EPT) | National | Afrique | Bénin |
| Coalition des Organisations de la Société Civile pour l'Éducation Pour Tous (COSCEPT) | National | Africa | Mali |
| Coalition des Organisations mauritaniennes pour l'Education (COMEDUC) | National | Afrique | Mauritanie |
| Coalition for Education Solomon Islands (COESI) | National | Asie Pacifique | Îles Salomon |
| Coalition for Educational Development (CED) | National | Asie Pacifique | Sri Lanka |
| Coalition nationale de l'Education Pour Tous en DRC - CONEPT/RDC | National | Afrique | RDC |
| Coalition nationale EPT | National | Afrique | Togo |

| Membres | Type | Circonscription | Pays |
|---|---------------|---------------------------|--------------|
| Coalition nationale EPT du Burkina Faso (CNEPT/BF) | National | Afrique | Burkina Faso |
| Coalition nationale malgache pour l'Education pour Tous (CONAMEPT) | National | Afrique | Madagascar |
| Coalition Pour L'Education Pour Tous - BAFASHEBIGE | National | Afrique | Burundi |
| Coalizione Italiana delle Campagna Globale per l'Educazione (CGE) - CIFA ONLUS | National | Europe & Amérique du Nord | Italie |
| Colectivo de Educación para Todas y Todos | National | Amérique latine | Guatemala |
| Coordination des ONG et Syndicats pour la défense d'une Education publique de Qualité (COSYDEP) | National | Afrique | Sénégal |
| Coordination nationale des Associations, Syndicats et ONGS pour la campagne EPT (ASO EPT) | National | Afrique | Niger |
| DCI Mauritius Network | National | Afrique | Maurice |
| Educaid.be - Belgian Platform for education and Development | National | Europe & Amérique du Nord | Belgique |
| Education Coalition of Zimbabwe (ECOZI) | National | Afrique | Zimbabwe |
| Education for All Sierre Leone (EFASL) | National | Afrique | Sierra Leone |
| Education for All Somalia (EFASOM) | National | Moyen-Orient | Somalie |
| Education International | International | Enseignants | Belgique |
| EFA Campaign Network (EFANET) | National | Afrique | La Gambie |
| Egyptian Coalition for EFA | National | Moyen-Orient | Égypte |
| Elimu Yetu Coalition | National | Afrique | Kenya |
| E-Net Philippines (Civil Society Network for Education Reforms) | National | Asie Pacifique | Philippines |
| European Students'Union (ESU) | National | Jeunesse | Belgique |
| Fe y Alegria | Régional | Amérique latine | Espagne |
| Foro Dakar Honduras | National | Amérique latine | Honduras |

| Membres | Type | Circonscription | Pays |
|--|----------------|---------------------------|------------------------|
| Foro de Educacion y Desarrollo Humano De La Iniciativa Por Nicaragua | National | Amérique latine | Nicaragua |
| Foro Socioeducativo (FSE) | National | Amérique latine | République dominicaine |
| Forum for African Women Educationalists (FAWE) | Régional | Afrique | Kenya |
| Forum for Education NGOs Uganda (FENU) | National | Afrique | Ouganda |
| Fundacion Ayuda en Accion | Régional | Europe & Amérique du Nord | Espagne |
| Georgian Coalition for Education for All | National | Europe & Amérique du Nord | Géorgie |
| Ghana National Education Campaign Coalition (GNECC) | National | Afrique | Ghana |
| Global Alliance for LGBT Education (GALE) | Membre associé | International | Amsterdam |
| Global Campaign for Education Germany | National | Europe & Amérique du Nord | Allemagne |
| Global Campaign for Education Netherlands | National | Europe & Amérique du Nord | Pays-Bas |
| Global Campaign for Education United States | National | Europe & Amérique du Nord | États-Unis |
| Global Students Forum (GSF) | International | Jeunesse | Belgique |
| Humanity & Inclusion | International | ONG Internationale | Royaume-Uni |
| International Council for Education of People with Visual Impairment (ICEVI) | International | ONG Internationale | Inde |
| Iraqi Coalition for Education | National | Moyen-Orient | Irak |
| Irish Forum for Global Education | National | Europe & Amérique du Nord | Irlande |
| Japan NGO Network for Education (JNNE) | National | Asie Pacifique | Japon |
| Jordanian National Coalition for EFA | National | Moyen-Orient | Jordanie |
| Kolisen Blong Leftemap Edukesen (KoBLE) | National | Asie Pacifique | Vanuatu |

| | | | |
|---|----------|---------|---------|
| Lesotho Council of Non-Governmental Organizations | National | Afrique | Lesotho |
|---|----------|---------|---------|

| | | | |
|---------------------|---------------|--------------------|----------|
| Light for the World | International | ONG Internationale | Autriche |
|---------------------|---------------|--------------------|----------|

| Membres | Type | Circonscription | Pays |
|---|---------------|---|---------------------------|
| Moroccan Coalition for EFA | National | Moyen-Orient | Maroc |
| Movement for Support of Quality Education in Afghanistan(MSQEA) | National | Asie Pacifique | Afghanistan |
| Movimento de Educação Para Todos (MEPT) | National | Afrique | Mozambique |
| National Campaign for Education (NCE) Nepal | National | Asie Pacifique | Népal |
| National Coalition for Education NCE | National | Asie Pacifique | Inde |
| Network for Education Watch Indonesia (NEW Indonesia) | National | Asie Pacifique | Indonésie |
| NGO Education Partnership (NEP) | National | Asie Pacifique | Cambodge |
| Organisation Mondiale pour l'Éducation Préscolaire (OMEP) | International | ONG Internationale | Argentine |
| Oxfam IBIS | International | ONG Internationale | États-Unis |
| Pakistan Coalition for Education (PCE) | National | Asie Pacifique | Pakistan |
| Palestinian Education Coalition | National | Moyen-Orient | Palestine |
| PAMOJA West Africa Network | Régional | Afrique | Bénin |
| Plan International | International | Alliances internationales /Réseaux pour les droits des enfants, les droits des jeunes et le travail des enfants | Royaume-Uni |
| PNG Education Advocacy Network (PEAN) | National | Asie Pacifique | Papouasie-Nouvelle-Guinée |
| Puntland Network on Education for All (PUNTNEFA) | National | Afrique | Somalie |
| Red Salvadorena Por El Derecho A La educacion-RESALDE | National | Amérique latine | El Salvador |
| Rede de Campanha de Educação Para Todos Guiné-Bissau (RECEPT GB) | National | Afrique | Guinée-Bissau |
| Réseau ivoirien pour la Promotion de l'Éducation Pour Tous (RIPEPT) | National | Afrique | Côte d'Ivoire |
| Réseau Suisse Education et Coopération Internationale | National | Europe & Amérique du Nord | Suisse |
| Results Educational Fund | International | ONG Internationale | États-Unis |

| Membre | Type | Circonscription | Pays |
|---|---------------|---------------------------|-------------|
| Save the Children | International | ONG Internationale | Royaume-Uni |
| Save the Children Norway | National | Europe & Amérique du Nord | Norvège |
| Send My Friend to School | National | Europe & Amérique du Nord | Royaume-Uni |
| SightSavers International | International | ONG Internationale | Royaume-Uni |
| Solidarité Laïque | National | Europe & Amérique du Nord | France |
| Somaliland Network on EFA (SOLNEFA) | National | Afrique | Somalie |
| Sudanese Network for EFA | National | Moyen-Orient | Soudan |
| Swaziland Network Campaign for Education For All (SWANCEFA) | National | Afrique | Swaziland |
| Swedish EFA Forum | National | Europe & Amérique du Nord | Suède |
| Tanzania Education Network (TEN/MET) | National | Afrique | Tanzanie |
| The Alliance of Active NGOs in the field of Child and Family Social Protection (APSCF) | National | Europe & Amérique du Nord | Moldavie |
| The Danish NGO Education Network | National | Europe & Amérique du Nord | Danemark |
| Tunisian Coalition for the Right to Education | National | Moyen-Orient | Tunisie |
| Vietnamese Coalition for Education for All (VCEFA) | National | Asie Pacifique | Vietnam |
| VSO International | International | ONG Internationale | Royaume-Uni |
| World Vision International (WVI) | International | ONG Internationale | États-Unis |
| Yemen Network for EFA | National | Moyen-Orient | Yémen |
| Zambia National Education Coalition (ZANEC) | National | Afrique | Zambie |

Nous plaidons aux niveaux international, régional et national pour promouvoir et défendre l'éducation en tant que droit humain fondamental en faisant pression sur les gouvernements et la communauté internationale pour qu'ils fournissent une éducation publique gratuite et de qualité.